

Institut de France
Lundi 27 mai 2024
Colloque



©Philippe Ledru



**Sous le haut patronage de Monsieur Emmanuel Macron,
Président de la République**

Fondation Valéry Giscard d'Estaing

COLLOQUE

**« Valéry Giscard d'Estaing :
modernité, expérience et vision »**

sous l'égide de l'Institut de France, de l'Académie française
et de l'Académie des sciences morales et politiques

Lundi 27 mai 2024



Sommaire

OUVERTURE.....	5
Xavier Darcos, <i>Chancelier de l'Institut de France</i>	5
Éric Roussel, <i>Membre de l'Académie des Sciences morales et politiques</i>	7
Emmanuel Macron, <i>Président de la République</i>	8
Louis Giscard d'Estaing, <i>Président de la Fondation Valéry Giscard d'Estaing</i>	10
Séquence I - Un changement de style dans la manière de gouverner	13
Séquence II - Modernité et innovations démocratiques	21
Séquence III - Une société libérale avancée » pour des réformes qui ont changé la	
société	34
Intervention de Nicolas Sarkozy, <i>Président de la République (2007-2012)</i>	45
Séquence IV - Le modernisme économique : des réformes audacieuses.....	49
Séquence V - Pour une société confiante, des politiques novatrices.....	58
Séquence VI - Une nouvelle pensée de la diplomatie : l'Europe et le monde.....	66
Conclusion par Amin Maalouf, <i>Secrétaire perpétuel de l'Académie française</i>	76
ANNEXES	78

Ouverture par Xavier Darcos, ancien ministre, Chancelier de l'Institut de France

Présentation du colloque par Éric Roussel, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, Président du Conseil scientifique de la Fondation Valéry Giscard d'Estaing

Message d'Emmanuel Macron, Président de la République

Propos introductifs : Louis Giscard d'Estaing, Président de la Fondation Valéry Giscard d'Estaing

Séquence I - Un changement de style dans la manière de gouverner

Comment la vie politique actuelle peut-elle s'inspirer de l'expérience giscardienne ?

Modérateur : Patrice Duhamel

Intervenants :

- Philippe Augier, maire de Deauville, président de la Communauté de communes Cœur Côte Fleurie, ancien président des Jeunes Giscardiens
- Dominique Bussereau, vice-président de la Fondation Valéry Giscard d'Estaing, ancien ministre, ancien président des Jeunes Giscardiens
- Pascal Perrineau, professeur des universités à Sciences Po, ancien directeur du CEVIPOF

Grand témoin : Catherine Nay, journaliste

Séquence II - Modernité et innovations démocratiques

Valéry Giscard d'Estaing parvient-il à renouveler les instances et pratiques démocratiques ?

Modérateur : Guillaume Tabard

Intervenants :

- Jean-Claude Casanova, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques
- Alain Duhamel, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques
- Patrick Gérard, conseiller d'Etat, professeur associé au Cnam
- Jérôme Jaffré, politologue, chercheur associé au Cevipof de Sciences Po
- Anne Levade, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, présidente émérite de l'Association française de droit constitutionnel

Grand témoin : Edouard Philippe, ancien Premier ministre, maire du Havre

Séquence III - Une société libérale avancée » pour des réformes qui ont changé la société

Qui sont les premiers concernés par ces politiques sociétales ?

Modérateur : Ruth Elkrief

Intervenants :

- Dominique de La Garanderie, avocate, ancien bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de Paris
- Anne Méaux, présidente d'Image 7, ancienne membre du service de presse de la Présidence de la République
- Anne d'Ornano, ancienne maire de Deauville
- Bernard Vivier, directeur scientifique de l'Institut supérieur du Travail

Grand témoin : Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale

Intervention de Nicolas Sarkozy, Président de la République (2007-2012)

Séquence IV - Le modernisme économique : des réformes audacieuses.

En quoi Valéry Giscard d'Estaing participe-t-il au développement de la politique énergétique française et à la libération de l'économie ?

Modérateur : Nicolas Beytout

Intervenants :

- Jean-Pierre Fourcade, ancien ministre de l'Économie et des Finances, et de l'Équipement
- Mathilde Lemoine, chef économiste du Groupe Edmond de Rothschild et membre de conseils d'administration
- Michel Pébereau, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, président d'honneur de BNP-Paribas
- Michel de Rosen, président du Conseil d'Administration Faurecia, membre du Conseil scientifique de la Fondation Valéry Giscard d'Estaing
- Jean-Claude Trichet, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, ancien Gouverneur de la Banque de France

Grand témoin : Nicolas Baverez, avocat, essayiste

Séquence V - Pour une société confiante, des politiques novatrices.

Dans quels domaines la marque de la présidence giscardienne est-elle encore visible ?

Modérateur : Florence de Soultrait

Intervenants :

- Marie-Laure Denis, présidente de la CNIL
- Daniel Laurent, professeur honoraire des universités, ancien vice-chancelier des universités de Paris, ancien directeur adjoint de cabinet d'Alice Saunier-Seïté, ministre des Universités
- Alain Lamassoure, ancien ministre, ancien conseiller environnement à l'Élysée
- Christophe Lérubault, président de l'Établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles, membre de l'Académie des Beaux-Arts

Grand Témoin : Bernard Cazeneuve, ancien Premier ministre

Séquence VI - Une nouvelle pensée de la diplomatie : l'Europe et le monde.

Comment Valéry Giscard d'Estaing se distingue-t-il de ses prédécesseurs en matière de politiques internationales et européennes.

Modérateur : Darius Rochebin

Intervenants :

- Jacques de Larosière, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, ancien Gouverneur de la Banque de France
- Enrico Letta, ancien Premier ministre de l'Italie, président de l'Institut Jacques Delors
- Jean-David Levitte, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, chargé de mission, Ambassadeur de France, adjoint du conseiller diplomatique à l'Élysée de 1975 à 1981
- Gérard Longuet, député 1978-1981, sénateur honoraire, ancien ministre de la Défense
- Prof. Hans-Gert Pöttering, ancien président du Parlement européen (*message*)

Grand témoin : Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre (*message*)

Conclusion : Amin Maalouf, Secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Xavier Darcos
ancien ministre, Chancelier de l'Institut de France

OUVERTURE

Xavier Darcos accueille et salue chaleureusement le grand nombre de personnalités de premier plan. Il rappelle que le présent colloque est consacré à Valéry Giscard d'Estaing, qui a été élu tout juste 50 ans auparavant Président de la République. Il souligne que l'héritage giscardien sera évoqué sous l'angle de la modernité, de l'expérience et de la vision.

À titre personnel, Xavier Darcos, alors âgé de 26 ans, se souvient parfaitement de l'année 1974, de la mort du Président Pompidou, de ce départ précipité qui endeuillait la nation. Cette personne profonde, simple, capable de citer Eluard et Rimbaud, était aimée. Néanmoins, l'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing, apporta immédiatement un sursaut, un rajeunissement, l'ouverture de perspectives nouvelles.

Il était âgé de 48 ans, et vis-à-vis de la génération politique précédente, il a immédiatement été auréolé de sa jeunesse, ainsi que de sa volonté de changement. Il avait 18 ans à la libération de Paris, était élu député du Puy-de-Dôme quelques jours avant son trentième anniversaire, et est devenu pour la première fois ministre de l'Économie à 36 ans.

Sa campagne de 1974 avait de l'allant et de l'élan. Une certaine ferveur, une effervescence, même, se ressentait devant une ère qui semblait pleine de promesses, de réenchantement.

Les positions du Président Giscard d'Estaing, comme la défense de l'IVG, reflétaient beaucoup d'aspirations partagées, celles que Mai 68 avait dévoilées au grand jour et qui n'avaient pas été complètement réglées. Immédiatement, les réformes essentielles se sont succédé : abaissement de la majorité à 18 ans, valorisation du travail manuel et professionnel, introduction de la notion de consentement dans le divorce.

Xavier Darcos se souvient de cette période comme d'un changement de style, d'innovations démocratiques, d'un libéralisme plus ouvert, de réformes économiques énergiques, d'une politique de prospérité et, bien sûr, d'engagement pour l'Europe. Ce septennat a façonné les Institutions, qui se sont également humanisées.

Il paraissait très important pour l'Institut et les Académies de réunir ce colloque dans leurs murs.

En effet, l'année 2024 marque aussi le vingtième anniversaire de la réception de Valéry Giscard d'Estaing à l'Académie française. Ce jour de décembre 2004, il avait

pour la première fois revêtu son habit vert, avec, sur son épée, la date de son entrée à Polytechnique, celle de son élection à la Présidence de la République et celle de son élection à l'Académie française. C'est une tradition que les chefs de l'État, qui sont les protecteurs des institutions et en garantissent l'indépendance, puissent franchir à leur tour les portes de l'Institut de France.

Notre ancien protecteur rejoignait donc les rangs de la plus ancienne de nos compagnies. Ce fait mérite d'être souligné. Lors de sa réception sous la Coupole, Valéry Giscard d'Estaing a prononcé un hommage appuyé au rêve d'universel de son prédécesseur, Léopold Sédar Senghor, comme lui Président d'une autre République.

Il avait lui-même assisté à la réception de Senghor à l'Académie, le 29 mars 1984, 40 ans auparavant, et était venu assister à l'installation de Marguerite Yourcenar, le 22 janvier 1981. Il avait écouté son éloge de Roger Caillois, l'homme qui aimait les jeux, si tant est que le jeu soit une spécialité académique. Par une étrange tournure d'événements, c'est le mot « *jeu* » qui lui fut attribué lors de sa première installation dans la séance académique, comme il est de tradition. Il a également entendu la merveilleuse réponse de Jean d'Ormesson, qui a accueilli la première femme élue à l'Académie française, un « hapax », comme l'avait déclaré d'Ormesson. Il avait encore rappelé sa présence à l'installation de son propre ministre de la Justice, Alain Peyrefitte, qui était reçu par Lévi-Strauss, lequel avait défini le rituel en ces termes : « *Le cérémonial est la fumée de l'amitié.* » Le 16 décembre 2004, Jean-Marie Rouart a répondu à Valéry Giscard d'Estaing qu'après avoir représenté le premier des Français, il devenait l'un des quarante. Il s'agissait déjà d'une manière de signifier que des années de Présidence constituaient un héritage fondamental pour le pays, quels que soient les débats que son image médiatique ou son élection à l'Académie avaient pu susciter. Xavier Darcos cite Jean-Marie Rouart : « *Les chefs d'État et les écrivains sont soumis aux mêmes opérations chimiques qu'opère la postérité. Les détails s'estompent. Les lignes de force prennent du relief. Une vérité nouvelle peu à peu se fait jour.* » Il souhaitait que le nouvel académicien, dans ce temps long, puisse rendre justice à l'Histoire de France et de l'Europe, qu'il avait si bien incarnée. Vingt ans plus tard, c'est précisément ce à quoi ce colloque s'attelle.

Xavier Darcos salue particulièrement les membres de l'Institut présents, et cède la parole à Éric Roussel, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques et Président du Conseil scientifique de la Fondation Valéry Giscard d'Estaing.

Eric Roussel

Membre de l'Institut (Académie des Sciences morales et politiques)

Éric Roussel observe qu'exactement un demi-siècle plus tôt, Valéry Giscard d'Estaing s'installait à l'Élysée au terme d'une campagne où il s'était imposé par son talent et par les qualités que lui avaient reconnues les Français.

Commença alors un nouvel épisode de notre Histoire, dont le début fut considéré par beaucoup comme l'un des plus brillants de la période contemporaine. Les grandes réformes voulues par le Président Giscard d'Estaing sont dans toutes les mémoires, et il est aujourd'hui plus aisé de mesurer la détermination et le courage dont il sut faire preuve pour changer, notamment, la législation sur l'avortement. L'élan qu'il sut donner à l'Europe avec le chancelier Helmut Schmidt constitua une étape capitale de la construction européenne.

Éric Roussel souhaite souligner ce qui donne à l'œuvre réformatrice du Président Giscard d'Estaing une évidente actualité.

Plus qu'un orléaniste, il était fondamentalement un disciple de Tocqueville. « *Les hommes qui vivent dans les siècles démocratiques, écrivait l'auteur de De la démocratie en Amérique, ne comprennent pas aisément l'utilité des formes. Ils ressentent un dédain instinctif pour elles. Comme ils n'aspirent d'ordinaire qu'à des jouissances faciles et présentes, ils s'élancent impétueusement vers l'objet de leur désir. Les moindres délais les désespèrent.* » Valéry Giscard d'Estaing aimait souligner que par tradition familiale, il était un parlementariste, d'où son respect des échéances électorales normales, sa volonté opiniâtre de renforcer l'état de droit et de sauvegarder les libertés.

En 1958, quand le général de Gaulle proposa de nouvelles institutions, son futur ministre des Finances approuva cette nouvelle orientation, qui mettait fin à une longue diabolisation du pouvoir exécutif. Son tempérament, son expérience et sa sagesse le conduisaient à estimer qu'il n'avait pas été suffisamment envisagé de faire évoluer la société et d'instaurer des dispositions propres à préserver les droits des citoyens. Cette conviction a motivé sa volonté de réformer la saisine du Conseil constitutionnel. En permettant aux parlementaires de saisir la haute instance, il renforça l'état de droit de manière décisive.

Dans le même esprit, il voulut que le débat démocratique se déroulât de manière plus apaisée, et que les prérogatives de l'opposition fussent mieux garanties. Au moment où s'affirme en Europe et dans le monde la tentation de l'illibéralisme, cette attention constante au respect des formes démocratiques prend un singulier relief.

Emmanuel Macron **Président de la République**

(Message lu par le conseiller du Président), à l'attention de Monsieur le grand Chancelier, Monsieur de Président de l'Académie des sciences morales et politiques, Monsieur le Président de la Fondation Valéry Giscard d'Estaing, Madame Giscard d'Estaing et les personnes présentes

Emmanuel Macron indique que 50 ans après l'élection du Président Giscard d'Estaing, ses compatriotes regardent son héritage et la France « *au fond des yeux* », selon l'une de ses plus célèbres formules.

Valéry Giscard d'Estaing, c'est d'abord ce destin imprégné d'esprit français, la Résistance, l'excellence académique, le sens de l'Etat, une forme de panache mêlée à l'enracinement, le goût des Belles Lettres, le rêve de l'universel, en Europe et dans le monde. C'est aussi un mandat qui lui permit de moderniser profondément la France. Depuis l'après-guerre, la société avait souvent avancé plus vite que les structures politiques ou les conventions sociales. L'année 1974 marque le début de ce rattrapage. De nouvelles idées, de nouveaux droits, de nouvelles libertés éclosent. Emmanuel Macron pense à l'abaissement de la majorité à 18 ans, à la défense des femmes et leur promotion aux plus hauts postes, ainsi bien sûr qu'à l'interruption volontaire de grossesse. Le 8 mars, la France a inscrit ce droit dans sa Constitution. Face au retour des mêmes obscurantismes, des mêmes forces de réaction, se mesure l'audace qu'il fallut alors au Président Giscard d'Estaing, avec Simone Veil, pour mener ces combats, face à des adversaires plus forts encore qu'aujourd'hui. Emmanuel Macron a proposé l'inscription de ce droit dans la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, afin de se montrer à la hauteur de ce courage, en menant également ce combat pour l'universel en Europe.

En effet, Valéry Giscard d'Estaing, c'est l'ambition européenne.

Né à Coblenz, élève de la promotion Europe de l'ENA, sa vision mêlait le réalisme et l'idéalisme de sa génération ayant connu la guerre et déterminée à conjurer son retour. Le visage de l'Europe lui doit tant. Il sut, avec le chancelier Helmut Schmidt, se montrer force d'audace et de rassemblement pour bâtir une Europe plus souveraine, à l'abri des spéculations et des désordres monétaires grâce aux prémices d'une monnaie unique, plus unie avec l'institution du Conseil européen, plus démocratique lorsque le Parlement européen fut élu au suffrage universel. Cette ambition, c'est non seulement celle d'Emmanuel Macron ; c'est celle de la France. Et c'est avec fidélité à cet héritage qu'il faut bâtir le visage de l'Europe de demain. Après même la fin de son mandat, Valéry Giscard d'Estaing demeura cet Européen d'âme et de volonté pressentant les défis du continent, alertant sur les changements nécessaires, lucide et optimiste à la fois sur le devenir de l'Union. L'inventeur du G5 pensait l'Europe avec une hauteur de vue qui mêlait

Histoire et avenir, géopolitique mondiale et vérités économiques, esprit des peuples et imaginaire européen. Défenseur d'un sursaut européen, d'une union resserrée, et de l'union budgétaire face aux grands défis du temps, il fut, jusqu'au terme de sa vie, une force de proposition, une volonté européenne qui jamais ne se résigna.

Il importe donc de se souvenir de son élection et de son action, en France, en Europe et dans le monde, sans nostalgie, mais au contraire avec l'ardeur du rêve et la grandeur d'une ambition pour la liberté, liberté d'inventer son destin, liberté des femmes, liberté des peuples du continent européen. Cette idée française et universelle de la liberté, tous en sont les gardiens.

Louis Giscard d'Estaing

Propos introductifs

Louis Giscard d'Estaing exprime ensuite l'honneur et la joie de se retrouver en ce lieu prestigieux. Après avoir salué l'ensemble des présents et remercié le Président Emmanuel Macron pour son message, il adresse ses remerciements à Monsieur le Chancelier de l'Institut, Monsieur le Secrétaire perpétuel de l'Académie française, celui de l'Académie des sciences morales et politiques et à ses membres pour avoir bien voulu mettre à disposition ce magnifique amphithéâtre afin de célébrer le jour de l'investiture, en tant que troisième Président de la Cinquième République, de Valéry Giscard d'Estaing, 50 ans plus tôt, le lundi 27 mai 1974.

Les propos qu'il tint alors dans la salle des fêtes de l'Élysée sont rappelés : *« Messieurs les Présidents, mesdames, mesdemoiselles, messieurs, de ce jour date une aire nouvelle de la politique française. Ceci n'est pas seulement dû, Monsieur le Président du Conseil constitutionnel, à la proclamation du résultat que vous venez de rappeler. Et donc, par respect pour la France et pour sa longue histoire, je mesure l'honneur. Ce n'est pas seulement dû aux 13 396 203 femmes et hommes qui m'ont fait la confiance de me désigner pour devenir le 20^e Président de la République française. Ceci est dû en réalité à la totalité des suffrages du 19 mai 1974, ces suffrages, égaux selon la règle démocratique, qu'il s'agisse de ceux des femmes et des hommes, des jeunes et des moins jeunes, des travailleurs et des inactifs, et qui se sont prononcés chacun à leur manière et selon leurs préférences, en témoignant leur volonté de changement. J'adresse le premier salut de nouveau Président de la République à ceux qui, dans cette compétition, aspiraient à le devenir, et qui avaient la capacité de le faire, et notamment Monsieur François Mitterrand et Monsieur Jacques Chaban-Delmas. Ainsi, c'est moi qui conduirai le changement. Mais je ne le conduirai pas seul. Si j'entends assumer pleinement la tâche de Président, et si j'accepte à cet égard les responsabilités qu'une telle attitude implique, l'action à entreprendre associera le gouvernement dans ses initiatives et le Parlement dans son contrôle et dans ses droits. Je ne conduirai pas seul parce que j'écoute et que j'entends encore l'immense rumeur du peuple français, qui nous a demandé le changement. Nous ferons ce changement avec lui, pour lui, tel qu'il est dans son nombre et dans sa diversité, et nous le conduirons en particulier avec sa jeunesse, qui porte comme des torches la gaieté et l'avenir. Messieurs les Présidents, mesdames, mesdemoiselles, messieurs, voici que s'ouvre le livre du temps avec le vertige de ses pages blanches. Ensemble, comme un grand peuple uni et fraternel, abordons l'aire nouvelle de la politique française. »* Ce colloque a pour objet de rappeler combien ces pages blanches ont été remplies. Des réformes de toute nature seront rappelées au cours de cette journée, dont les éminents participants sont remerciés.

Depuis 2021, la Fondation Valéry Giscard d'Estaing a pris l'initiative d'organiser des colloques, par exemple ceux consacrés à la politique de l'énergie, à la politique de Défense, à la loi Scrivener ou encore au nouveau statut de la Ville de Paris. Elle remet chaque année le Prix Valéry Giscard d'Estaing à des étudiants particulièrement méritants, pour leur engagement européen. Elle accompagne les

baptêmes de lieux, de rues et de places. En cette année du cinquantenaire, son action a été particulièrement riche en cérémonies et en événements joyeux, comme celui du 8 avril à Chamalières, 50 ans après la déclaration de candidature de Valéry Giscard d'Estaing, lorsqu'il déclara depuis la mairie de Chamalières vouloir « *regarder la France au fond des yeux* ». De même, le 13 mai, les nouveaux Jeunes Giscardiens ou les toujours Jeunes Giscardiens se sont réunis sur l'esplanade Valéry Giscard d'Estaing. La Fondation Valéry Giscard d'Estaing soutient également de nombreuses publications. Outre la remarquable réédition de la biographie d'Éric Roussel, sont mentionnés les livres de Pierre Albertini, Philippe Ratte et Antoine Vincent. Ce jour si symbolique marque également la publication de la bande dessinée *Giscard, un destin pour la France*, dont Louis Giscard d'Estaing remercie le comité éditorial et qui intéressera sûrement les jeunes.

Louis Giscard d'Estaing salue d'ailleurs la présence de trois classes du collège et du lycée Janson de Sailly, ce prestigieux établissement que son père a fréquenté entre 1937 et 1942, et lui-même également, quelques années plus tard.

Le sondage que la Fondation a commandé à l'institut Opinion Way indique que seuls 51 % des Français connaissent les dates et la durée précise du mandat du troisième Président de la Cinquième République. Néanmoins, il montre que plus de deux Français sur trois plébiscitent les grandes réformes engagées par Valéry Giscard d'Estaing ainsi que nombre des 17 actions testées dans ce sondage. 63 % des personnes sondées se sont déclarées d'accord avec l'affirmation selon laquelle Valéry Giscard d'Estaing a fait progresser la France, et 51 % estiment que son empreinte est encore visible. Ces réponses démontrent à quel point il convient de mieux mesurer et faire connaître la trace de l'action de Valéry Giscard d'Estaing dans la France actuelle. Les 17 initiatives testées étaient, pour l'époque, particulièrement modernes. C'est pourquoi ce colloque a été intitulé « Modernité, expérience et vision ».

L'expérience désigne son expérience personnelle, d'élu et de membre du gouvernement. Ces expériences, notamment auprès du général de Gaulle et du Président Pompidou, ont conféré à Valéry Giscard d'Estaing une capacité d'homme d'État, pour affronter les nouveaux défis auxquels était confronté le pays. Sous sa présidence, son expérience et son expertise en matière économique et financière se feront sentir, avec la maîtrise exemplaire des comptes publics. Entre 1973 et 1980, la France a conservé la deuxième place mondiale, après le Japon, en termes de croissance du PIB, malgré le premier choc pétrolier. En 1978, le pays revenait à l'excédent budgétaire, témoignant de la formidable capacité de l'économie française à rétablir son équilibre extérieur, grâce au succès de la politique énergétique, aux exportations de services et à son industrie. Durant ces sept années, le déficit budgétaire n'a jamais dépassé 2,5 % du PIB, et la dette publique dépassait à peine 15 % du PIB en 1980, comme en 1974.

La modernité désigne, outre le style, la volonté de mettre en place un libéralisme social avancé et des réformes innovantes, qui ont permis d'instaurer un changement sociétal durable. Lors du joyeux rassemblement des anciens Jeunes Giscardiens, sur l'esplanade Valéry Giscard d'Estaing, dont les organisateurs sont remerciés, 50 réformes emblématiques ont été recensées. De plus, le caractère particulièrement large du spectre thématique de ces décisions se montre frappant. L'effet de ces réformes perdure jusqu'à ce jour. Dans l'esprit de cette campagne moderne et joyeuse, la Fondation a également voulu associer la jeunesse, en rééditant le t-shirt «Giscard à la barre», qu'Anne d'Ornano avait conçu, agrémenté, au dos, de la mention «*Le bon choix !*»

Pour terminer, Valéry Giscard d'Estaing avait une vision ambitieuse pour la France, l'Europe et les relations internationales. Il a été capable de voir loin et d'agir en conséquence. «*La force et faiblesse de la France, c'est que son sort n'est jamais définitivement fixé entre la grandeur et le risque de médiocrité*», exhortait-il en 1978 à Verdun-sur-le-Doubs, d'où il appelait les Français à faire «*le bon choix pour la France*». Les élections législatives de 1978 seront ainsi remportées, quatre ans après la courte victoire de 1974. Il s'agit des dernières élections législatives remportées par un Président en exercice.

Valéry Giscard d'Estaing a compris, comme peu en son temps, que le monde entrait dans une phase nouvelle. Il a défendu avec ferveur la construction européenne, contribuant la mise en place du système monétaire européen, précurseur de l'euro. Avec son ami Helmut Schmidt, il a œuvré en direction d'une Union plus organisée et plus proche des citoyens, lançant le Conseil européen et l'élection au suffrage universel direct des députés européens. Cette vision d'une Europe unie et mieux coordonnée continuera à guider son action, quand lui sera confiée la tâche de doter l'Union européenne d'institutions plus adaptées, à la suite de l'élargissement. Le G6, devenu G7, a également été inventé alors avec Gerald Ford, et sa pertinence n'a fait que s'affirmer depuis lors.

Valéry Giscard d'Estaing a été visionnaire parce que son expérience s'est alliée à une clairvoyance, une capacité d'analyse et de projection hors pair. Il a su moderniser la France et la société à telle enseigne qu'aucune de ses actions ne fut remise en cause par l'alternance républicaine intervenue en 1981.

Il convient de saisir cet héritage politique pour y puiser inspiration et réflexion sur les enjeux actuels et les transmettre à la jeunesse, en quête de repères et de motivations.

Séquence I - Un changement de style dans la manière de gouverner

Comment la vie politique actuelle peut-elle s'inspirer de l'expérience giscardienne ?

Modérateur : Patrice Duhamel

Patrice Duhamel indique qu'en 1962, alors que le général de Gaulle l'avait envoyé à la Maison-Blanche pour rembourser la dernière tranche de la dette française, Valéry Giscard d'Estaing avait demandé à John Fitzgerald Kennedy quel conseil il lui donnerait s'il devait un jour mener une campagne présidentielle. Celui-ci lui avait répondu : « *Un seul conseil, faites une campagne joyeuse* », ce qui paraissait difficile en 1974, quelques semaines seulement après la disparition tragique de son prédécesseur. Il demande à Pascal Perrineau, récent lauréat du Prix du livre politique avec *Le goût de la politique*, âgé de 24 ans au commencement du mandat de Valéry Giscard d'Estaing et qui étudiait à Sciences Po avec Valérie-Anne Giscard d'Estaing, ce qu'il retient de l'immédiat changement de style par rapport aux deux prédécesseurs du Président Giscard d'Estaing.

Pascal Perrineau souligne que le changement de style saute aux yeux dès la campagne et les premières années de l'exercice du pouvoir. Une forme de rupture intervient à partir de 1977. Trois clés d'interprétation sont identifiées.

D'abord, le changement générationnel paraît évident. George Pompidou est élu à 58 ans, Charles de Gaulle a 75 ans en 1965, et Valéry Giscard d'Estaing, 48 ans lorsqu'il est élu, ce qui en fait le plus jeune Président de la République depuis Jean Casimir-Perrier, en 1895, et avant Emmanuel Macron. Ce changement générationnel va ouvrir une ère nouvelle dans la manière d'exercer le pouvoir. De multiples signes de jeunesse et de bonheur sont envoyés. Reviennent à l'esprit les images de Valéry Giscard d'Estaing pratiquant le football ou le ski, auxquelles les Français n'étaient pas habitués. Sa communication est très américanisée. Joseph Napolitan participera au voyage auprès de Kennedy, et le communicant Jacques Hintzy s'était frotté au marketing politique américain. Troisièmement, la présence de la famille traduit également un changement de génération. Pompidou avait initié une ouverture dans la séparation entre privé et public, extrêmement stricte sous le général de Gaulle. De même, l'utilisation d'artistes se montrera particulièrement forte durant la campagne. Au moment de son intronisation, plusieurs signes seront perçus comme transgressifs. Il se fait présenter le grand collier sans l'enfiler, porte un complet-veston. La photographie officielle, que réalise Lartigue, rompt totalement avec les canons en vigueur jusqu'alors. Le 14 juillet est déplacé à la Bastille. Valéry Giscard d'Estaing évoquera un vertige présidentiel, devant l'ampleur ou le nombre des changements peut-être, par rapport à un protocole jusqu'alors extrêmement huilé.

Derrière ces signaux se perçoit presque une volonté d'adoucir le pouvoir, de le désacraliser, de le rapprocher du peuple. Sont mentionnés les dîners chez les Français, les éboueurs au petit-déjeuner à l'Élysée. Outre un changement de génération, il s'agit également d'un changement politique. L'Élysée n'est plus occupé par la même droite ou le même centre droit qu'auparavant. Le parlementarisme du Président relève, de même, d'une tradition de droite libérale. Valéry Giscard d'Estaing, davantage l'héritier de Raymond Poincaré et d'Antoine Pinay, s'inscrit dans la filiation de ce que René Rémond aurait appelé la droite orléaniste. La culture de la droite change.

Patrice Duhamel précise que Valéry Giscard d'Estaing se considérait comme de centre-droit et non de droite.

Pascal Perrineau indique que René Rémond distingue trois traditions de la droite, qui vont jusqu'au centre et s'incarnent d'ailleurs alors dans l'alliance intime entre le centre et la droite. Valéry Giscard d'Estaing mettra en œuvre d'innombrables réformes marquées par ce libéralisme, qui choque son partenaire dans la majorité : IVG, majorité abaissée à 18 ans, fin de la saisie de la presse, fin des écoutes téléphoniques, démantèlement de l'ORTF, fin de la censure politique dans le cinéma français, révision de la saisine du Conseil constitutionnel, etc.

Cette frénésie de réformes correspond à l'affirmation d'un nouveau courant politique, la « petite alternance ». De plus, compte tenu de son âge, Valéry Giscard d'Estaing a probablement eu de Mai 68 une autre appréciation que certains caciques du courant gaulliste. Il se souvient également de sa victoire très courte en 1974. Il sait parfaitement que seules 400 000 voix le séparent de François Mitterrand. Plus profondément, Valéry Giscard d'Estaing possède un tropisme d'avenir plus que du passé. Il vit davantage l'Histoire comme un legs, voire une contrainte, que comme une ressource. En cela, il diffère considérablement du général de Gaulle, de François Mitterrand et de l'actuel Président de la République. Il explique la suppression de la commémoration du 8 mai 1945 en se définissant comme un homme qui, regardant objectivement les faits, n'y voit pas une victoire française. D'autre part, il conçoit presque cette commémoration comme une forme d'empêchement pour l'avenir de la construction européenne. Aucune panthéonisation n'interviendra sous son mandat, et, en 1977, il déclare : « *Ne nous laissons pas accabler par les rhumatismes de l'Histoire !* »

Philippe Augier observe que le changement de style tient également au fond. Chacun se rappelle l'article de Viansson-Ponté, « *La France s'ennuie* ». La France, à l'issue des Trente Glorieuses, a le sentiment que tout va bien, d'autant que les principaux médias correspondent à la voix de la France. L'ensemble est en quelque sorte endormi. Pourtant, une jeunesse a envie de mouvement. En 1968, avant que les événements passent de Nanterre au Quartier latin, tous les ténors de la politique sont venus prononcer un discours devant l'Assemblée nationale. Philippe Augier,

alors étudiant à Nanterre, a eu le sentiment que seul Valéry Giscard d'Estaing voyait qu'il fallait moderniser cet état de fait. Le changement dans la continuité signifiait qu'il fallait sortir du conservatisme, tout en continuant à servir la France dans ce système. Il a manié l'art du pas de côté, entre 1968 et 1974, de façon extraordinairement habile.

Tous les actes que rappelait Pascal Perrineau, à savoir l'image, le sport, la famille, l'accordéon, etc. visaient à montrer qu'il était en décalage sur le mode, tout en demeurant dans le gouvernement. Il fallait que les pas de côté aillent suffisamment loin pour se mettre dans une position de prise de pouvoir au regard de la volonté d'évolution de la société. Il s'est appuyé sur ses généraux, principalement Michel d'Ornano et Michel Poniatowski. Il a créé le club « Perspectives et Réalités » parce qu'il fallait aller au-delà du parti, composé de beaucoup de conservateurs, dont beaucoup étaient au râtelier du gaullisme pour pouvoir devenir secrétaire d'État ou ministre. Il s'est également largement appuyé sur les jeunes. En 1972, Philippe Augier est parti suivre une campagne américaine. En 1973, il a annoncé à Valéry Giscard d'Estaing qu'il devait gagner sa vie. Celui-ci lui a répondu : « *Continuez encore un peu, préparez une campagne à l'américaine au regard de ce que vous avez vécu en 1972.* » Cette campagne était donc prête, le 2 avril 1974, lorsque George Pompidou est mort.

Patrice Duhamel rappelle que Valéry Giscard d'Estaing a toujours dit qu'il n'était pas prêt.

Philippe Augier indique que la campagne joyeuse, à l'américaine, faisait toutefois face à des campagnes extrêmement traditionnelles. Les slogans se limitaient à « *Mitterrand Président* » et « *Chaban Président* ». Heureusement que madame d'Ornano est intervenue, avec la vision joyeuse, un matin, de « *Giscard à la barre* ». Jacques Hintzy œuvrait alors chez Havas, dont les équipes avaient travaillé durant une semaine sur l'affiche et le slogan. Un matin, Valéry Giscard d'Estaing s'est présenté avec une affiche portant le slogan d'Anne d'Ornano. Ce ne sont donc pas les publicitaires qui l'ont trouvé, mais ceux qui étaient impliqués dans cette dynamique et cet esprit de disruption, c'est-à-dire ce changement dans la continuité. Ce changement de style correspondait donc à la volonté de sortir d'un système empesé. Immédiatement après, Valéry Giscard d'Estaing ouvre son gouvernement. Les Jeunes Giscardiens, qui jugeaient également le leur très conservateur et dont le panel sociologique l'était considérablement élargi, créent un nouveau parti, « Génération sociale et libérale ». Les aînés ont vivement réagi devant le nom. Philippe Augier a donc demandé à Valéry Giscard d'Estaing de trancher, ce qu'il a fait. Il a ainsi permis de poursuivre cette ouverture. Philippe Augier a ensuite sollicité Dominique Bussereau pour qu'il lui succède. Il a mis 15 jours à le décider, en faisant valoir qu'il deviendrait le président du parti du Président.

Dominique Bussereau observe que si Pascal Perrineau a décrit le style, Philippe Augier a rappelé le passé. Lorsque Valéry Giscard d'Estaing est élu en 1974, avec une jeunesse encore traumatisée par Mai 68 et une société française qui se cherche, la logique eut été que Mitterrand soit élu. De plus, Valéry Giscard d'Estaing ne veut pas de dissolution. Il attendra le 1^{er} février 1978 pour enfin créer un grand parti, l'UDF, qui présentera ses candidats aux élections législatives de mars 1978.

Deux conservatismes cohabitent alors. Le premier concerne la gauche, puisqu'à part l'IVG, elle n'a malheureusement pas voté la plupart des réformes de société du Président Giscard d'Estaing. Il existe également un conservatisme de harcèlement. Il fallait utiliser tous les stratagèmes de la Constitution et du règlement de l'Assemblée pour faire passer les textes. Ensuite, un changement de style du gouvernement est intervenu. Contrairement à ce qui prévaut dans l'opinion, Valéry Giscard d'Estaing n'a pas gouverné de manière monarchique. Il disposait d'un minuscule cabinet, comptant une vingtaine de collaborateurs, et ne voyait pas ses ministres. Il s'inscrivait dans la tradition du général de Gaulle, de la Constitution voulue par Michel Debré et de l'application de son article 20. En outre, il envoyait des directives publiques à ses Premiers ministres écrites de sa main, qu'il publiait dans la presse. 10 directives ont été produites, trois en direction de Jacques Chirac, et sept, en direction de Raymond Barre. Ainsi, Jacques Chirac ne subissait pas de pression comme cela a pu être écrit ensuite, puisque les directives adressées à Raymond Barre se sont révélées plus nombreuses et encore plus précises. Il s'est donc agi d'un nouveau style, américano-scandinave peut-être dans la simplicité d'un certain nombre d'éléments décrit par Pascal Perrineau, et d'une nouvelle manière de mener des campagnes, décrite par Philippe Augier.

Patrice Duhamel observe que la communication de Valéry Giscard d'Estaing a pu laisser penser que le mandat évoluait vers le présidentielisme. Le général de Gaulle n'accordait quasiment plus d'interviews, et George Pompidou s'exprimait peu à la télévision. À l'inverse, Valéry Giscard d'Estaing a organisé les rendez-vous au coin du feu et partagé parfois ses vœux avec la Première dame. Les conférences de presse étaient auparavant extrêmement solennelles. À la table de la salle des fêtes, Valéry Giscard d'Estaing substituera le pupitre agrémenté d'un bouquet de fleurs, et les questions des journalistes précéderont toute entrée en matière. Patrice Duhamel se demande si un véritable changement en matière de communication s'est ainsi opéré.

Pascal Perrineau note que ce changement a pu être perçu comme un avantage dans un premier temps. Cependant, très vite, les tentatives du Président Giscard sont brocardées dans la presse, qui écrit que ces mises en scène ne correspondent pas à une vérité et correspondaient à une forme de démagogie. Cette réaction semble typique de l'opinion publique française, qui considère toujours qu'il en est trop ou pas assez fait. Le geste de Valéry Giscard d'Estaing, alors qu'il s'efforçait de se rapprocher de la population, a été perçu à l'inverse comme un signe de prise de distance. Dans un film réalisé par Patrice Duhamel, il dira son extrême surprise

lorsque, apercevant l'affiche du *Nouvel Observateur* titrant « *L'homme qui voulait être roi* », et s'en étant approché, il s'était aperçu qu'elle le représentait. Il était extrêmement surpris de pouvoir être accusé d'une dérive monarchique. À partir de 1977, en termes de style, non de fond, la phase d'innovation se ferme. Une deuxième phase, celle d'un pouvoir présidentiel davantage replié sur lui-même, présentant les attributs extérieurs de la monarchisation, lui succède. L'homme, pourtant, était assez allergique au gaullo-bonapartisme, à l'autorité verticale et incarnée, au mythe de l'homme providentiel. Enfin, Charles de Gaulle, c'était le militaire. George Pompidou, c'était le normalien. Valéry Giscard d'Estaing, dans son esprit et sa culture, est un polytechnicien.

Patrice Duhamel remarque que lorsqu'il étudiait à Polytechnique, Valéry Giscard d'Estaing envisageait plutôt de devenir ingénieur.

Pascal Perrineau souligne que ce qui l'intéressait était cette rationalité instrumentale. L'aspect glamour existant chez certains chefs d'État le surprenait. Il moquera les propos du général de Gaulle, décrivant Paris comme s'étant libéré par lui-même, ce qui lui paraît absurde. À cet égard, il s'agit d'un des seuls Présidents au travers duquel la culture scientifique était au pouvoir. Jean-Pierre Soisson le décrivait comme un Président sociologue, qui croit dans les vertus des sciences sociales. En cela, il diffère grandement de Charles de Gaulle ou de François Mitterrand.

Grand témoin : Catherine Nay, journaliste

Patrice Duhamel demande à Catherine Nay ce qu'elle retient du style de Valéry Giscard d'Estaing.

Catherine Nay indique que la principale nouveauté que Valéry Giscard d'Estaing apporte à la communication tient au fait que le corps entre dans l'image. Les Français ont vu le Président disputer un match de football à Chamalières pour montrer ses longues jambes distinguées, puis son torse nu, et les femmes disaient : « *Tiens, c'est un faux maigre.* » Puis, il est apparu faisant du ski, en pull et en cravate, et le public commentait : « *Tiens, il n'est pas frileux.* » Il s'agissait d'un geste politique, non d'exhibitionnisme. Plus l'image du Président Pompidou, atteint par le mal qui allait l'emporter, se dégradait, plus Valéry Giscard d'Estaing envoyait le message qu'il existait, en réserve, un homme politique en parfaite santé, sportif et s'accordant à l'air du temps. Dès son arrivée au pouvoir, la pilule est devenue accessible en vente libre, l'avortement a été dépénalisé. Le lendemain de son élection, il s'est montré sur une plage en maillot de bain, entouré de sa superbe famille, composée avec équilibre de deux garçons et de deux filles. Madame Chirac s'exclamait « *Quelle belle famille !* » Cette image a sûrement beaucoup séduit les Français.

Patrice Duhamel demande à Catherine Nay quels éléments elle a appréciés et regrettés dans l'incarnation du pouvoir et dans son exercice par Valéry Giscard d'Estaing.

Catherine Nay répond qu'elle a regretté l'absence d'un mot pour ses prédécesseurs à son arrivée à l'Élysée. Il y a Charles de Gaulle et George Pompidou. Surtout, il avait affirmé que tous seraient surpris par le changement. Au départ, tous se sont dit qu'il s'agissait de gadgets. Ainsi, il avait ordonné que les tambours et les trompettes de la Marseillaise soient reconduits à la frontière. Un changement est également introduit dans le défilé du 14 juillet, qui ne reviendra aux Champs-Élysées qu'en 1976. Alors qu'une sécheresse sévissait, il plut des cordes ce jour-là. Or, des auvents n'avaient pas été imaginés. Les ministres étaient trempés, et Edgar Faure avait dit à Catherine Nay : « *J'ai perdu un costume et des chaussures, croyez-vous que l'État me remboursera ?* » il faudra attendre Jack Lang et la gauche pour que le 14 juillet revête tout son faste. Lors du premier 14 juillet avec Mitterrand, son siège se situait devant, et Catherine Nay songeait : « *Il ne manque pas d'air. Il n'a pas voté un budget militaire pendant 23 ans, et prétend que la dissuasion française, c'est lui* ».

En outre, alors qu'il est élu de façon tout juste suffisante, il ne veut pas dissoudre. Or, à l'Assemblée, les UDR, qui viennent d'être battus, sont 174, les centristes, une soixantaine, et les Républicains indépendants, 54. Il y est donc minoritaire. Néanmoins, il pense que, puisque les Français ont voté pour lui, les UDR se giscardiseront naturellement. Il compte sur Jacques Chirac, dont il croit qu'il se comportera avec lui comme il s'était comporté avec Pompidou. Il l'a testé en tant que Secrétaire d'État au Budget. George Pompidou le lui avait imposé. Il s'est alors aperçu qu'il s'agissait d'une personne très docile, qui était en admiration devant lui et menait les UDR au pas dans les négociations budgétaires. Chirac était donc très mal aimé des UDR. Valéry Giscard d'Estaing a cru qu'il lui obéirait et a voulu, une fois élu, le nommer Premier ministre. Il avait beaucoup œuvré pour sa réélection, en torpillant Chaban et à travers l'appel des 43. Michel d'Ornano et Michel Poniatowski, ses amis, se demandaient s'il n'allait pas chiraquiser l'UDR. Valéry Giscard d'Estaing répondait qu'il en était incapable. Seul, Chirac n'y serait probablement pas parvenu. Cependant, Pierre Juillet, Marie-France Garaud et Charles Pasqua ont œuvré pour éliminer les barons et amener à la prise de pouvoir, comme un hold-up, de Jacques Chirac sur l'UDR. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas vu le danger et a raté une opportunité durant les premiers mois. Les UDR, qui forment la majorité de la majorité et savent que Chaban-Delmas ne constituait pas un bon candidat, sont malheureux. Il fallait donc tenter de les séduire.

À l'inverse, lorsque l'Assemblée se réunit pour la première fois, Michel Poniatowski regroupe des élus centristes et les invite à briser l'UDR en affirmant que Jacques Chirac se chargera du travail. Une demi-heure plus tard, les UDR, avertis, identifient Valéry Giscard d'Estaing comme leur ennemi. En outre, Michel

Poniatowski recommande à Jean-Pierre Soisson de ne surtout jamais attaquer les socialistes qui, dit-il, les rejoindront. Cette idée a abouti au désastre.

En tant que journaliste, Catherine Nay a vécu le septennat de Valéry Giscard d'Estaing comme un western, caractérisé par de la mésentente, sûrement activée, d'une part, par Pierre Juillet, Marie-France Garaud du côté de Chirac, et par Michel Poniatowski pour Valéry Giscard d'Estaing. Ces deux hommes auraient peut-être pu s'entendre. Les entourages ont tout mis en œuvre pour que leur collaboration se passe particulièrement mal.

Patrice Duhamel observe que Valéry Giscard d'Estaing a théorisé les 100 premiers jours, en référence à Roosevelt. Selon certains, il s'est agi des 100 jours les plus actifs, voire les plus flamboyants depuis De Gaulle et 1958. Valéry Giscard d'Estaing a engagé des réformes allant contre son électorat. En effet, concernant la majorité à 18 ans, les jeunes avaient plutôt voté pour Mitterrand. L'avortement a été voté par la gauche plus que par la majorité d'alors. Quant à la réforme du divorce, il ne s'agissait pas foncièrement d'une réforme allant dans le sens de ceux qui avaient voté pour lui.

Catherine Nay précise que toutefois, derrière ces réformes, des signes affleuraient. Valéry Giscard d'Estaing avait voulu adoucir la condition pénitentiaire. Sa visite d'un prévenu, à Lyon, avait beaucoup heurté le bon peuple. De même, le jour de Noël, sans prévenir, il reçoit des éboueurs occupés à ramasser les poubelles et leur offre un petit-déjeuner impromptu. Paul Dijoud, qui s'occupait des territoires d'outre-mer, expliquait que le Président avait voulu organiser cet épisode pour signifier aux Français que, s'ils voulaient que les étrangers travaillant pour eux s'assimilent, il fallait se montrer sympathique avec eux. Bien que Chirac, son Premier ministre, l'ait signé en mars 1976, c'est tout de même Valéry Giscard d'Estaing qui a voulu le regroupement familial.

Patrice Duhamel note que Chirac désapprouvait certains sujets, ce qui s'est su très vite. Néanmoins, sur celui-ci, il était totalement d'accord.

Catherine Nay le reconnaît. Il ne s'agissait toutefois pas d'une initiative de Jacques Chirac. Cette décision a cependant été prise au moment où le chômage augmentait, à la suite du choc pétrolier. Raymond Barre, qui avait voulu stopper cette mesure, au moins pour deux ans, avait été retoqué par le Conseil d'État. Elle a donc été assez mal perçue par une partie de l'opinion. S'agissant de cette vision de polytechnicien, le Président Giscard avait obtenu un score nettement majoritaire à Paris. Il a donc souhaité que Paris dispose d'un maire élu, et a pensé que, puisque la majorité était giscardienne, il fallait un maire giscardien. Un accord aurait pu intervenir entre l'UDR et les Giscardiens autour du maire du seizième arrondissement, Pierre-Christian Taittinger, qui présentait tous les atouts et était déjà élu municipal. Valéry Giscard d'Estaing a néanmoins jugé ces caractéristiques insuffisantes. Il a donc demandé à son ami Michel d'Ornano de quitter Deauville

pour se présenter, et a annoncé sa candidature sur le perron de l'Élysée. Marie-France Garaud a alors encouragé Jacques Chirac à se présenter. Elle lui a dit : « *Si vous voulez avoir une carrière, Jacques, comme base logistique, Paris serait mieux.* »

Patrice Duhamel s'interroge sur les adjectifs qui caractériseraient les 100 premiers jours du mandat de Valéry Giscard d'Estaing et de l'ensemble de son septennat.

Catherine Nay propose un feu d'artifice et trop de chrysanthèmes.

Patrice Duhamel rappelle que Catherine Nay a consacré aux relations entre Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac un ouvrage intitulé *La Double méprise*.

Catherine Nay souligne qu'en 1975, Valéry Giscard d'Estaing disait : « *Mon idée fondamentale, c'est que la supériorité de la France est une supériorité de l'esprit. Ce n'est pas une supériorité de la force. Ce ne peut pas être une supériorité de l'économie. C'est une supériorité de l'esprit, c'est-à-dire, celle du pays qui conçoit le mieux les problèmes de son temps, et qui apporte les solutions les plus imaginatives, les plus ouvertes et les plus généreuses.* » Emmanuel Macron semble avoir écrit ces lignes.

Séquence II : Modernité et innovations démocratiques

Valéry Giscard d'Estaing parvient-il à renouveler les instances et pratiques démocratiques ?

Modérateur : Guillaume Tabard

Guillaume Tabard explique qu'Alain Duhamel avait animé le premier débat d'entre-deux tours entre François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing. Ce dernier était issu du parti des Républicains indépendants, qui se montraient à la fois plus libéraux et, par certains aspects, plus à droite que le gaullisme. Il s'est allié aux centristes pour donner naissance à l'UDF. Guillaume Tabard se demande s'il a ainsi inventé une nouvelle sensibilité politique.

Alain Duhamel indique qu'il convient de distinguer son bilan présidentiel et son bilan politique, parlementaire et partisan. Alain Duhamel a toujours jugé le premier extrêmement positif, et le second, plutôt négatif. Il faut tenir compte des circonstances.

La crise économique, qui correspond à un véritable changement de climat, imprimera l'ensemble du septennat. Les Français, qui ont vécu durant des décennies dans l'optimisme, la confiance et l'augmentation du pouvoir d'achat, se retrouvent précipités dans le chômage et l'inflation. Deuxièmement, le parti du Président n'a cessé d'être minoritaire au sein de la majorité parlementaire, ce qui a tout changé au climat parlementaire et partisan. C'est la seule fois dans l'histoire de la Cinquième République que le parti du Président est minoritaire dans la majorité parlementaire. Or, Valéry Giscard d'Estaing a décidé de ne pas dissoudre. Michel Poniatowski avait pesé de toutes ses forces en faveur de la dissolution. Cette décision totalement regrettable a biaisé le rapport de forces dès le début, au détriment des Giscardiens. S'en est suivie une guerre, d'abord larvée, puis suicidaire et assassine. De ce point de vue, la construction de l'UDF a constitué une importante tentative. La mosaïque qui avait soutenu Valéry Giscard d'Estaing comptait des personnes issues du CNI, c'est-à-dire des conservateurs obtus, une poussière moderniste incarnée par « Perspectives et Réalités », des radicaux braques menés par Servan-Schreiber, donc totalement ingérables, et des centristes divisés en deux groupes. Le futur RPR, sous la conduite directe de Jacques Chirac, incarnait la Prusse. En face se tenait la Yougoslavie, c'est-à-dire une série d'états essayant de devenir une fédération. Le fait d'y être parvenu peut être salué. Il ne s'est pour autant pas agi d'un triomphe.

La conduite partisane, sous Valéry Giscard d'Estaing, a toujours fait preuve d'un temps de retard par rapport à celle de Chirac. Ce dernier, à peine arrivé, commence par s'emparer du parti, en évacuant tous les barons. Il a fallu nettement plus longtemps pour qu'ensuite, ce qui deviendra l'UDF mène des tentatives. Ensuite, Chirac transforme l'UDR en RPR, qui devient un parti chiraquien et non gaulliste,

et bénéficie d'une solide organisation. Il incarne un parti de masse, face à ce qui deviendra un parti de cadres, et un parti unitaire face à ce qui deviendra un parti fédéral. Ce n'est qu'ensuite qu'interviendra la tentative de constitution de l'UDF. Néanmoins, la différence entre le RPR et l'UDF ne sera jamais que de deux points aux législatives de 1978 comme à celles de 1981. Durant tout son septennat, Valéry Giscard d'Estaing sera soumis à deux adversaires, un adversaire de l'intérieur et un adversaire de l'extérieur. La gauche représente l'adversaire de l'extérieur. Or, elle est virtuellement majoritaire, et l'est concrètement aux cantonales, aux municipales ainsi qu'au premier tour des législatives. L'UDF a agi par réaction au RPR et non l'inverse. Il s'agissait réellement de deux approches idéologiques sincèrement différentes, ce qui a paru éclatant lorsque le diabolique tandem Juillet-Garaud a poussé Jacques Chirac à prononcer la déclaration la plus insultante de l'histoire de la Cinquième République : « *Le parti de l'étranger* ».

Sur l'Europe, l'UDR puis le RPR ont tout fait pour tout empêcher, y compris l'élection au suffrage universel direct du premier Parlement européen. Sur la société, bien que tous les Giscardiens ne soient pas des progressistes, très peu de membres du RPR sont des progressistes. Sur le plan économique, s'observe clairement la dispute permanente entre Raymond Barre et les gaullistes. Le gouvernement se retrouve contraint d'utiliser le vote bloqué et le 49.3 sous Raymond Barre. Ils ne s'accordaient que contre la gauche, ce qui ne paraît même pas certain. En effet, Chirac aura finalement préféré la victoire de François Mitterrand à la réélection de Valéry Giscard d'Estaing.

Guillaume Tabard demande à Jean-Claude Casanova, qui dirige la revue *Commentaire* et a exercé plusieurs années au sein du cabinet de Raymond Barre à Matignon, comment qualifier la relation que Valéry Giscard d'Estaing entretenait avec ses Premiers ministres.

Jean-Claude Casanova considère que Valéry Giscard d'Estaing ne dissout pas après son élection à juste titre. Il considère que les élections doivent se tenir à leur date prévue, et l'analyse montre que si les deux élections de 1968 et 1969 sont comme un ressac de droite par rapport aux « événements » de mai 1968, celles de 1973 marquent un progrès de la gauche. Si des élections législatives étaient intervenues en 1974, la probabilité d'une victoire de la gauche aurait été grande. Or, Valéry Giscard d'Estaing n'avait aucune raison de vouloir commencer par une cohabitation.

Il choisit Jacques Chirac, a-t-on dit, par gratitude pour les 41 (qui ne sont que 34 gaullistes, car il y a parmi eux 7 centristes) et parce qu'il devait nommer un dirigeant gaulliste. Or, parmi d'autres, il choisit Chirac parce qu'il est plus jeune que lui, qu'il est grand, élégant et dynamique. En outre, au départ, rien dans Chirac ne permet de penser qu'il deviendra antigiscardien. Les relations se dégraderont cependant rapidement, ce qui semble tenir davantage à l'entourage politique de Chirac, composé de Marie-France Garaud et de Pierre Juillet, qu'à sa personnalité. Ceux-

ci transféreront sur Valéry Giscard d'Estaing leur hostilité viscérale à Chaban-Delmas. D'autres facteurs constitueront l'opposition d'une partie de la droite à Giscard : beaucoup de Républicains indépendants et des UDR seront fort mécontents de loi Veil. De plus Valéry Giscard d'Estaing a choisi comme Secrétaire général François-Poncet, un des principaux organisateurs de la candidature de Lecanuet, il a installé au gouvernement Lecanuet, Servan-Schreiber et Françoise Giroud qui avaient été dans l'opposition sous De Gaulle et Pompidou. Il choque donc une grande partie des gaullistes et de la droite au Parlement et dans le pays. Cette situation crée autour de Jacques Chirac un vent ou un halo d'opposition, qui va s'emparer de lui, l'enrober et constituer sa personnalité politique en l'instituant comme l'adversaire ou le concurrent fondamental de Valéry Giscard d'Estaing. Dès 1975, Pierre Lelong, qui avec Ortoli avait installé Chirac au cabinet de Pompidou, dira à Valéry Giscard d'Estaing que Chirac complotait contre lui.

Valéry Giscard d'Estaing envisage donc à partir de 1975 son remplacement, qui intervient en 1976 avec Barre, qu'il avait connu en tant que directeur du cabinet de Jeanneney alors qu'il était lui-même Secrétaire d'État auprès de Pinay et de Baumgartner. Il l'avait encore mieux connu lorsque Barre était vice-président de la Commission européenne. Il l'avait incité à s'engager en politique, l'avait fait nommer en 1975 comme ministre du Commerce extérieur, et l'avait encouragé à observer et à voyager. Barre avait interprété ce propos comme le signe qu'il le nommerait à terme ministre des Finances ou ministre de l'Europe et des Affaires étrangères. Sa nomination en août 1976 en tant que Premier ministre le surprend donc totalement. Valéry Giscard d'Estaing perçoit que la politique intérieure ne représente pas sa fibre fondamentale. Il lui suggère d'organiser une réunion régulière avec Guichard, Poniatoski et Lecanuet, mais les silences du premier, les propos acides du second et les homélies du troisième, l'horripilent. Ces réunions s'interrompent rapidement. Et Barre jusqu'aux élections de 1978 sera ministre des finances en même temps qu'il est Premier ministre. Après la victoire aux législatives de 1978 il coupera le ministère des finances en deux pour éviter une puissance trop forte de ce département au sein du gouvernement.

Les rapports entre Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing ont en revanche été excellents. Barre fait preuve d'une fidélité incontestable. En cinq ans, aucune manœuvre, aucun propos ne les opposent. Barre appréciait la sensibilité de Valéry Giscard d'Estaing et admirait sa rationalité politique et économique. Le moment le plus heureux de leurs rapports correspond à l'époque où Raymond Barre et Bernard Clappier aux côtés de Valéry Giscard d'Estaing préparent la réforme monétaire qui aboutira à l'euro. À son retour de l'Élysée, alors que les membres de son cabinet, qui lui avaient suggéré de débattre de certaines questions politiques, lui demandaient ce que Valéry Giscard d'Estaing lui avait répondu, Barre avait expliqué qu'ils n'avaient pas eu le temps de les aborder parce qu'il fallait discuter d'un important rapport de Clappier. Entre les deux hommes existait un respect

réci-proque ainsi qu'une convergence sur les questions économiques et européennes. Valéry Giscard d'Estaing avait confié à Raymond Barre, en grande partie, la préparation de l'élection de 1978, et Barre très heureux avait préparé le programme de Blois adopté par le gouvernement en janvier 1978 à Rambouillet. Parallèlement VGE avait constitué l'UDF en regroupant les formations centristes. Ce double effort aboutit à la victoire de la droite et du centre aux législatives de 1978, l'UDF devenant une force égale au RPR.

En juin 1978, une fêlure va apparaître entre eux. Valéry Giscard d'Estaing avait convié Jean-Claude Casanova à participer à son voyage en Corse. À la fin du dîner officiel, il lui avait fait part de sa grande inquiétude devant l'impopularité de Barre. Des efforts furent donc entrepris entre 1978 et 1979 pour modifier le service de presse et les formes d'expression de Barre, qui ne changea rien dans son entourage ou ses expressions. À partir de 1979, Valéry Giscard d'Estaing songe certainement à son remplacement. Il y renonce pourtant. Jean-Claude Casanova peut dater cette décision de juin 1980, puisqu'à cette date, alors qu'il rencontrait des problèmes pour programmer ses vacances, Raymond Barre, revenant un jeudi soir de l'Élysée, l'avait encouragé à partir en congé au moment de son choix parce que, lui avait-il dit, « désormais *nous restons jusqu'aux élections* ». Il aurait sans doute été raisonnable de changer de Premier ministre. Peut-être VGE n'a-t-il pas identifié ou trouvé la personnalité qu'il fallait, à moins qu'il ait préféré le confort d'un Premier ministre qu'il connaissait et qu'il rencontrait deux fois par semaine en tête à tête. Il a certainement pensé ensuite, après 1981, que ce choix et l'impopularité de Barre à cause de la politique économique et peut-être à cause du style du Premier ministre avait contribué à sa défaite. Ce fut la première fêlure entre eux. Barre participa très peu à la campagne pour l'élection présidentielle.

La seconde fêlure viendra plus tard. VGE et Barre s'opposèrent à la politique de Mitterrand de 1981 à 1986. Barre se porta candidat à l'élection présidentielle de 1988. VGE ne soutint ni Barre ni Chirac qui furent défaits l'un et l'autre. En septembre 2011, Valéry Giscard d'Estaing, venu à Ajaccio pour recevoir le prix du Mémorial, déclarera à Jean-Claude Casanova : « J'aurais remporté l'élection présidentielle de 1988, mais j'ai trouvé sur mon chemin mes deux anciens Premiers ministres ». La première partie de la phrase est hypothétique, la seconde est incontestable.

Guillaume Tabard rappelle que lors de son discours inaugural du 27 mai 1974, Valéry Giscard d'Estaing a assuré qu'il ne souhaitait pas gouverner seul et voulait associer le gouvernement et le Parlement. Il demande à Patrick Gérard, ancien recteur de l'académie de Paris et directeur de l'ENA, qui possède une solide connaissance de cette période, comment Valéry Giscard d'Estaing considérait le Parlement. Le recours fréquent au 49.3 durant la fin de son mandat, en raison du rôle du RPR, a été rappelé.

Patrick Gérard rappelle que lorsque Valéry Giscard d'Estaing est élu Président, il a déjà été élu député à six reprises. Il a même déjà présidé la commission des finances, et possède donc une solide expérience parlementaire. Aussi réoriente-t-il quelque peu le régime en accordant une place plus grande au Parlement. S'agissant de l'absence de dissolution en 1974 - première forme de ce respect du Parlement en fonction -, il faut se souvenir que les 15 premières minutes du débat d'entre les deux tours, animé par Alain Duhamel et Jacqueline Baudrier, sont consacrées à ce que feraient Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand dans les premiers jours de leur installation à la Présidence. Giscard cherche à faire dire à Mitterrand qu'il serait obligé de dissoudre et que le gouvernement et le Parlement ne pourraient fonctionner que fin juillet au plus tôt. Il assure qu'au contraire, lui nommerait le Premier ministre tout de suite, les ministres immédiatement après, et engagerait les réformes parce que le Parlement serait en capacité de travailler. Ainsi, le rythme de réformes qu'il a pu donner au début de son septennat tient au fait qu'il a immédiatement gouverné. La loi fixant la majorité à 18 ans est promulguée le 5 juillet 1974. La perception du mandat de Giscard ne serait pas la même aujourd'hui s'il avait dissous, sans compter que cette dissolution aurait été perçue comme le signe d'un dirigeant ne tenant pas ses promesses.

Valéry Giscard d'Estaing rétablit d'abord les relations avec le Sénat, qui s'est opposé à De Gaulle en 1962 au sujet de l'élection du Président au suffrage universel direct. Depuis cette date, de Gaulle n'a plus serré la main de son président, Gaston Monnerville, et n'a jamais voulu le recevoir. Lorsqu'il a dissous l'Assemblée nationale en 1962, il a reçu Gaston Monnerville une minute pour le consulter, sans lui serrer la main. Il l'a recroisé aux obsèques de René Coty et a refusé de lui serrer la main. S'agissant du Président Pompidou, le président du Sénat, Alain Poher, avait été candidat contre lui au second tour de l'élection de 1969, et avait nommé le président Monnerville en tant que membre du Conseil constitutionnel en février 1974. Le Président Pompidou, devant organiser la prestation de serment des trois nouveaux membres du Conseil constitutionnel, avait refusé de serrer la main du président Monnerville et expédié la cérémonie en quelques minutes. Valéry Giscard d'Estaing rétablit d'autant plus volontiers les relations avec le Sénat que les centristes, très implantés au Sénat, rejoignent sa majorité. Jacques Chirac, à une reprise, et Raymond Barre, par deux fois, demanderont la confiance au Sénat, conformément à l'article 49, alinéa 4 de la Constitution. Cette procédure n'avait encore jamais été utilisée sous la Cinquième République du fait des relations houleuses avec le Sénat.

Vis-à-vis de l'Assemblée nationale, les gestes se révèlent importants. Valéry Giscard d'Estaing a dit lors de son installation le 27 mai 1974 que sa présidence respectera *«le Parlement dans son contrôle et ses droits»*. Le 30 mai, il propose que le gouvernement vienne devant l'Assemblée, chaque mercredi, pour répondre aux questions d'actualité des députés; à l'automne, c'est la réforme constitutionnelle ouvrant à l'opposition le droit de saisir le Conseil constitutionnel. C'est donc à

partir de l'Assemblée nationale que s'organise un statut de l'opposition, élément de décrispation de la vie politique. Sa première période de présidence voit la loi sur la majorité votée à la majorité moins une voix, la loi sur le divorce, votée par 90 % des députés, et celle sur l'IVG, votée en grande partie par la gauche. Les réformes passent presque toutes à l'Assemblée nationale telles que Giscard les a souhaitées. Certes, après le départ de Chirac, les relations deviennent compliquées. Valéry Giscard d'Estaing décrit l'Assemblée nationale, dans *Démocratie française*, comme « *le cœur de la vie politique* ». C'est effectivement là que se manifestent des oppositions, internes à la majorité, à l'égard du Premier ministre. Ainsi Raymond Barre, dès 1976, engage le 49.3 sur la loi portant élection du Parlement européen au suffrage universel direct. Au total, pour les lois de finances et celles relatives à la sécurité sociale, Barre utilisera le 49,3 à huit reprises; d'ailleurs, la décision du Conseil constitutionnel d'annuler le budget de 1980 parce qu'il avait été voté dans de mauvaises conditions, à cause de l'ambiance exécrationnelle prévalant dans la majorité au sein de l'Assemblée nationale, conduit le Premier ministre à nouveau à recourir au 49.3 pour faire voter le budget de 1980.

Enfin, pour Valéry Giscard d'Estaing, le Parlement incarne le cœur de la démocratie. Le discours de Verdun-sur-le-Doubs en janvier 1978 contient la théorie de la cohabitation. « *Vous pouvez choisir le programme commun, mais si vous le choisissez, sachez que le Président de la République n'a pas les moyens de s'y opposer* », déclare-t-il. Il reconnaît donc qu'en cas de majorité parlementaire socialiste et communiste aux élections législatives, le Président de la République se retirerait à Rambouillet, et que la réalité du pouvoir reviendrait au Premier ministre, probablement François Mitterrand, parce qu'il s'appuierait sur la majorité de l'Assemblée nationale. Dans sa forte impulsion de réforme des institutions européennes, Valéry Giscard d'Estaing a aussi voulu redonner du pouvoir au Parlement, désormais élu par les peuples. Même après son départ de l'Élysée, il se fait réélire député à l'Assemblée nationale dès 1984, puis élire au Parlement européen en 1989. Attaché au Parlement, il a donc au total voulu rééquilibrer les institutions de la Cinquième République, alors que l'Assemblée nationale représentait jusque-là plutôt une chambre d'enregistrement.

Guillaume Tabard observe que l'unique révision constitutionnelle de Valéry Giscard d'Estaing étend le champ de saisine du Conseil constitutionnel. Il demande à Anne Levade, constitutionnaliste, si celui-ci était conscient des changements qu'elle allait induire.

Anne Levade répond que cette réforme du 29 octobre 1974 transformera la Cinquième République à la fois sur le plan politique et constitutionnel. Très tôt, Valéry Giscard d'Estaing envisage de réformer le Conseil constitutionnel à deux égards. Outre le fait d'ouvrir à un certain nombre de députés et de sénateurs la possibilité de saisir le Conseil, il proposait également que le Conseil puisse s'autosaisir, ce qui suscita encore davantage de réactions négatives. Il n'est pas

impossible de considérer que l'abandon du second volet a permis l'acceptation du premier.

L'idée d'ouvrir la saisine, alors considérée comme assez révolutionnaire, n'était en réalité pas complètement novatrice. Dès 1958, le comité consultatif constitutionnel l'avait envisagée et ses travaux montrent que fut brièvement évoquée la possibilité qu'un tiers des députés ou des sénateurs puissent saisir le Conseil. C'est le comité interministériel qui l'écartera. En 1973, les Républicains indépendants déposent une proposition de loi constitutionnelle qui comporte également cette proposition. Lorsque Valéry Giscard d'Estaing annonce en mai 1974 sa volonté d'ouvrir la saisine du Conseil, il peut donc compter sur une forme de consensus. Surtout, il compte sur le fait qu'une partie de l'opposition pourrait la voter, puisque cette réforme représenterait la première étape vers la reconnaissance d'un statut de l'opposition. En ce sens, il s'agit d'une révolution politique. L'enjeu principal était alors celui du nombre de parlementaires requis pour la saisine: il devait s'agir d'une fraction suffisamment mince pour que même des formations numériquement minoritaires puissent en user, mais aussi suffisamment élevée pour que cette révision n'entraîne pas des saisines trop fréquentes. Au vu des débats, la réforme est adoptée presque par miracle. En effet, la gauche, qui y voit le risque d'un gouvernement des juges, lui demeure plutôt hostile, et la droite considère qu'elle trahit la Constitution de 1958, en conférant au Conseil un rôle qu'il ne doit pas être le sien. Valéry Giscard d'Estaing insiste effectivement beaucoup sur le fait que le Conseil constitutionnel est devenu le garant des droits et libertés et que la réforme qu'il souhaite voir adoptée renforcera sa position à cet égard.

Le projet de loi constitutionnelle est déposé en septembre, l'adoption en termes identiques par chacune des assemblées intervient à la mi-octobre et le Congrès est convoqué le 21 octobre. La réforme est alors adoptée avec 30 voix d'avance par rapport à la majorité requise et elle permet presque instantanément de transformer le rôle du Conseil constitutionnel. A la date de son entrée en vigueur, le Conseil n'a, depuis 1959, été saisi qu'à neuf reprises. À partir de 1974, 10 à 15 saisines facultatives en moyenne interviendront, sur initiative parlementaire, chaque année. Le Conseil constitutionnel va ainsi asseoir son rôle et développer sa jurisprudence. Et, pour l'anecdote, les adversaires de la réforme sont aussi ceux qui en firent usage le plus rapidement. Ce sont des parlementaires de droite qui, opposés à la loi Veil, rédigèrent la première saisine parlementaire et, ensuite, les parlementaires de gauche, pourtant tout aussi réticents sur le principe, n'hésitèrent pas à faire de même, conduisant à un développement tout à fait significatif de la jurisprudence du Conseil constitutionnel dans la deuxième moitié des années 70.

Il est difficile de dire si Valéry Giscard d'Estaing avait d'emblée mesuré la révolution que la réforme constitutionnelle de 1974 allait entraîner. Mais, en novembre 1977, s'exprimant devant le Conseil constitutionnel, il en dresse un premier bilan et insiste sur le fait qu'elle "complète l'établissement d'un Etat de

droit et renforcé la protection de nos libertés”. Il ne fait guère de doute que, dans son esprit, la saisine parlementaire du Conseil constitutionnel participait du “changement” sous le signe duquel il avait placé son septennat.

Guillaume Tabard souligne que le septennat de Valéry Giscard d’Estaing connaît plusieurs rendez-vous électoraux. Paradoxalement, alors que tous les sondages annoncent la victoire de la gauche en 1978, la majorité est reconduite. Inversement, l’unanimité des sondages annonce au moins jusqu’en février 1981 une réélection facile. Or, Valéry Giscard d’Estaing sera battu. Guillaume Tabard demande à Jérôme Jaffré, politologue, chercheur associé au Cevipof de Sciences Po d’expliquer ce point.

GISCARD D’ESTAING : VICTOIRE DE L’HOMME POLITIQUE, ECHEC DE L’HOMME D’ETAT

Jérôme Jaffré indique que l’historiographie des hommes et femmes qui ont gouverné est souvent fondée sur l’opposition entre les hommes et femmes d’Etat et les hommes et femmes politiques. Valéry Giscard d’Estaing était avant tout un homme d’Etat et se trouvait moins à l’aise comme homme politique, comme ce fut particulièrement visible après sa défaite présidentielle. Néanmoins, le paradoxe des scrutins de 1978 et 1981 mis en avant par l’auteur de cette contribution est que lorsque VGE est pleinement homme politique, il gagne les élections - c’est le cas des législatives de 1978-, et lorsqu’il reste à l’altitude de l’homme d’Etat, il va perdre- c’est la présidentielle de 1981.

En 1978, sa première action consiste à fixer la règle du jeu. Le fait qu’il puisse exister une majorité contraire au président de la République et que celui-ci reste en place n’allait pas du tout de soi si nous voulons bien nous replacer dans l’avant campagne législative d’il y a presque un demi-siècle. En 1924, le cartel des gauches victorieux, considérant que le président de la République Alexandre Millerand était intervenu dans la campagne législative pour le combattre, a refusé d’entrer en contact avec lui et l’a contraint à démissionner. Auparavant, lors de la crise du 16 mai 1877, Gambetta, s’adressant au président Mac Mahon, s’écriait : « *il faudra se soumettre ou se démettre.* » Sous la Vème République, la situation est différente car le Président de la République est élu au suffrage universel. Encore faut-il mettre les choses au point. C’est le discours de Carpentras tenu en juillet 1977 après la double défaite du camp giscardien aux Municipales de mars face à la gauche et aussi face à Jacques Chirac qui remporte Paris. A Carpentras, Valéry Giscard d’Estaing déclare qu’il restera Président quel que soit le verdict des législatives et qu’il accomplira la totalité de son mandat. Il ajoute : « *Je veillerai à ce que la Constitution de la France soit respectée. Je ferai s’il le faut appel à tous les démocrates, et l’on verra s’il existe des amateurs de coup d’Etat.* » Des oreilles ont dû siffler, celles du Parti communiste en premier lieu, dont le grand frère soviétique maintient sous son joug des peuples entiers de l’Europe. Celles de François Mitterrand également, avec le souvenir

encore frais de son faux pas du 28 Mai 1968, lorsque leader de l'opposition, il distribuait en dehors de toutes les règles constitutionnelles, les postes gouvernementaux et fixait la date d'une élection présidentielle non programmée en s'y déclarant déjà candidat. Ces déclarations lui valurent trois années de discrédit politique. Quelques mois après Carpentras arrive l'accusé de réception de Mitterrand : « *Rien dans les propos que j'ai tenus n'autorise personne à prétendre que j'aurais affirmé l'incompatibilité de Valéry Giscard d'Estaing à la Présidence de la République avec une majorité de gauche.* »

La deuxième action de Giscard le politique consiste à maintenir l'élection à son échéance normale de mars 1978. Il laisse ainsi le temps à la gauche de se diviser; elle qui, déjà sûre de sa prochaine victoire, a triomphalement remporté les cantonales de 1976 et les municipales de 1977. A gauche, la compétition prend ainsi le temps de s'installer entre un Parti socialiste en pleine ascension et un Parti communiste encore très puissant. En agissant ainsi, Giscard d'Estaing rejette la proposition de son premier Premier ministre, Jacques Chirac, qui au lendemain des cantonales perdues du mois de mars 1976 lui réclame par écrit la dissolution de l'Assemblée nationale pour fixer l'élection à l'automne de cette même année dix-huit mois avant la date prévue avec la volonté d'aller d'entrée de jeu, à la bataille. Le prurit dissolutionniste de Jacques Chirac devenu président de la République ira jusqu'à son terme vingt-et-un ans plus tard, avec les résultats que chacun connaît.

Giscard le politique désigne l'adversaire. Ici, l'art réside dans le fait de désigner le programme commun, et non les formations de gauche, ce qui aurait rabaissé le Président au niveau des partis. Il le soutient dans son célèbre discours de Verdun-sur-le-Doubs prononcé le 27 janvier 1978, ce qui laisse donc le temps à son camp de procéder au pilonnage en règle des propositions du programme commun. En outre, il responsabilise les électeurs. Il ne s'agit plus de savoir s'ils se déclarent satisfaits du bilan de Giscard et de son Premier ministre Raymond Barre, mais s'ils souhaitent l'application du programme commun. Et dans ce cas, l'électeur est prévenu : « *Vous pouvez choisir le programme commun, mais si vous le choisissez, sachez que le Président de la République n'a pas les moyens de s'y opposer* »

Enfin, Giscard contribue fortement à réorganiser l'espace politique pour éviter de se trouver démunie entre une gauche victorieuse ou à tout le moins très renforcée et un RPR gérant sa propre stratégie'. Le parti fondé par Jacques Chirac en décembre 1976 se fixait au moins comme objectif de dominer totalement le camp de la majorité sortante, avec des partenaires divisés entre Républicains indépendants, centristes et radicaux. L'objectif du RPR était de gagner massivement les primaires de la droite au premier tour des législatives pour disposer à l'issue du scrutin de ballottage d'un groupe parlementaire prédominant. Valéry Giscard d'Estaing eût été alors pris en étau entre une gauche massive et peut-être victorieuse et un RPR très fort prêt à recueillir le pouvoir le plus vite

possible et à tout faire pour en précipiter l'échéance. Il n'en est finalement rien avec la création de l'UDF que Valéry Giscard d'Estaing, avait précisé Jean-Pierre Soisson dans un précédent colloque, avait suivi au jour le jour. C'est le rééquilibrage assuré de la majorité finalement victorieuse en mars 1978. Il y a là une grande performance politique. Le slogan employé alors se vérifie : « *La majorité restera la majorité* ».

En 1981, lors de la présidentielle, les choses ne vont pas se passer ainsi. Même s'il est juste de dire que les causes de la défaite de Valéry Giscard d'Estaing sont multiples, l'auteur s'en tient ici au paradoxe de l'homme politique et de l'homme d'Etat. Valéry Giscard d'Estaing garde l'altitude de l'homme d'Etat. Son échec tient en partie à sa conception de l'élection présidentielle, qui a vocation, selon lui, à définir l'orientation du pays dans les sept années suivantes, à améliorer la situation des Français et leur niveau de vie. Il s'agit de choisir la personnalité à qui le pays peut accorder sa confiance pour mettre en oeuvre cette politique. Valéry Giscard d'Estaing reste ainsi très proche de la conception du général de Gaulle qui dans l'une de ses rares interventions de la campagne présidentielle de 1965 disait aux Français : « *Vous aurez à choisir le Français que vous estimez en conscience le plus digne et le plus capable de représenter la France et de garantir son destin* ». C'est une haute conception de la joute électorale où le Général lui-même avait connu quelques déboires. Au surplus, les observateurs ignoraient encore l'extrême difficulté pour tout président à se faire réélire, hors cohabitation ou guerre. Il faut défendre un bilan, qui nécessairement présente des ombres et des lumières. Valéry Giscard d'Estaing l'écrit joliment dans le dernier volume du *Pouvoir et la vie* : « *Je n'aime pas l'idée d'être le bonimenteur de moi-même.* » Avec une honnêteté confondante, il parlera même de la hausse des prix et du chômage comme les deux revers de son propre septennat.

Ensuite, il se refuse, cette fois-ci, à désigner l'adversaire. Sans doute sont-ils trop nombreux. pour cela ! Surtout, cette désignation n'entre pas dans sa conception de la Présidentielle, lors de laquelle il s'agit de s'adresser au pays pour présenter son propre projet et, non d'attaquer les autres candidats. Il reste fidèle à sa déclaration de candidature faite le 8 avril 1974, à Chamalières : « *Je n'attaquerai personne, ni dans la majorité d'hier (donc celle de Georges Pompidou)- ni dans l'opposition.* » Ses concurrents, eux, ne se priveront pas de le faire.

Il refuse toute démagogie. Son programme de 1981 mentionne la compétitivité de la France, le renforcement de son économie, la lutte contre l'inflation, la modération monétaire. À côté, la hotte du Père François est pleine : retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés payés, réduction du temps de travail sans réduction de salaire, relèvement du SMIC, création de 210 000 emplois dans le secteur public ou d'utilité collective. A partir de 1981 et pour longtemps, l'élection présidentielle devient beaucoup plus une affaire de parti et une machine à promesses.

L'altitude de l'homme d'État se manifeste enfin lors du grand débat du 5 mai qui oppose les deux candidats qualifiés pour le second tour. Valéry Giscard d'Estaing garde son altitude et avertit les Français de ce qui les attend. À propos du programme de relance de l'économie du candidat de la gauche, il prévient : « *L'injection de dépenses et de charges nouvelles pour l'économie, naturellement, c'est tentant dans une première phase. Mais nous aurons des importations massives, attirées par notre supplément de demande intérieure, et notre déficit se creusera.* » C'est exactement ce qui se produit entre 1981 et 1983 avec trois dévaluations et des plans de rigueur. Enfin, s'adressant directement aux Français, il conclut : « *Chacun de vous qui croira pouvoir vivre mieux vivra en réalité plus mal, j'ai devoir de vous le dire.* » L'avertissement résonne encore quarante-trois ans plus tard. Valéry Giscard d'Estaing n'a ni la ruse ni l'habileté de son adversaire. C'est à la fois sa faiblesse et sa grandeur.

Grand témoin : Édouard Philippe, ancien Premier ministre, maire du Havre

Guillaume Tabard souligne que la possibilité de bénéficier du regard d'un ancien Premier ministre ayant vécu de l'intérieur l'exercice du pouvoir s'avère précieuse. Edouard Philippe est maire du Havre, ville dans laquelle Valéry Giscard d'Estaing obtint 45 260 voix en 1974, contre 63 026 voix pour François Mitterrand. Edouard Philippe était alors âgé de trois ans, et de 10 ans lors de la défaite de Giscard. Guillaume Tabard lui demande quels souvenirs personnels il garde de cette période et de quelle manière le Président Giscard est entré dans sa culture politique.

Edouard Philippe indique qu'à la différence notable de Philippe Augier ou Dominique Bussereau, il est devenu giscardien sur le tard. Son premier véritable souvenir politique remonte au second tour de l'élection présidentielle de 1981. Toutefois, à la différence de beaucoup des présents, il s'est agi pour lui d'un moment de joie. Issu d'une famille de professeurs plutôt marqués à gauche à travers leur milieu, il a appris la victoire de Mitterrand et la défaite de Valéry Giscard d'Estaing par la télévision, et a constaté une explosion de joie. Il n'a compris que bien plus tard, en rencontrant des camarades de son âge, que le souvenir de mai 1981 ne correspondait nullement, pour eux, à un moment de joie.

Guillaume Tabard souhaite savoir en quoi la pratique politique de Valéry Giscard d'Estaing peut être qualifiée de moderne, et quels sont ses apports à la Cinquième République.

Edouard Philippe explique qu'il existe des apports institutionnels et juridiques réels et précieux, qui n'ont jamais été contestés. Une certaine forme de modernité de style est relevée. Une modernité politique a également été évoquée. Réelle, elle offre un assez fort contraste avec l'ère gaullo-pompidolienne à laquelle elle succède. Valéry Giscard d'Estaing est le Président de la télévision et de l'installation massive de la ligne téléphonique. Antoine Rufenacht, qui a été maire du Havre et membre du gouvernement sous la Présidence de Valéry Giscard

d'Estaing, rappelait que, lorsqu'il a débuté en politique, autour de 1976, l'essentiel des interventions qui concernaient les élus avait trait à l'équipement en ligne téléphonique. Le Président Giscard d'Estaing est également le Président de l'utilisation de la télévision comme un outil nouveau qu'il faut traiter à part et non qui s'inscrit dans la scénographie traditionnelle du débat entre les Français et le Président de la République. Le film de Depardon illustre cette immense modernité. Le fait que le candidat à la Présidence de la République accepte qu'une caméra le suive dans des moments de cuisine, voire d'arrière-cuisine, et comprenne qu'il existe un intérêt à montrer qu'il est disposé à accepter cette forme de transparence, relève d'une incroyable modernité.

Guillaume Tabard se demande si la Présidence de Valéry Giscard d'Estaing recèle une méthode encore d'actualité pour gouverner et réformer le pays.

Edouard Philippe remarque que l'attachement à la rationalité, parfois incompris, dit probablement tout de sa méthode. Le libéralisme administratif, c'est-à-dire le fait d'assumer l'introduction de contre-pouvoirs dans le fonctionnement de l'État et dans l'administration, constitue son autre marque de fabrique. Edouard Philippe nourrit une admiration infinie pour le général de Gaulle et George Pompidou. Cependant, ils ne s'inscrivent pas dans cette culture politique empreinte de libéralisme. Le Président Giscard d'Estaing, avec la place plus importante accordée au Parlement, la volonté d'une plus grande transparence dans l'administration, l'idée de la CNIL et d'autorités administratives indépendantes, s'inscrit dans la logique d'un pouvoir qui accepte, assume et même organise des contre-pouvoirs, parce qu'ils constituent la condition d'une démocratie normale.

Les seuls contacts qu'Edouard Philippe a entretenus avec le Président Giscard d'Estaing sont intervenus tardivement, alors qu'il occupait déjà le poste de Premier ministre. Lors d'une de ses premières conversations avec lui, Valéry Giscard d'Estaing, feignant d'ignorer qu'Edouard Philippe était juriste et membre du Conseil d'État, lui a déclaré : « *Nous avons trop de juristes en France, beaucoup trop. En Chine, il n'y a au gouvernement qu'un seul juriste. Il est Premier ministre, certes, mais tous les autres sont des ingénieurs et cela fonctionne beaucoup mieux.* » La culture scientifique dans l'administration et les plus hautes sphères de l'État est effectivement devenue largement insuffisante. Edouard Philippe retient également, l'intelligence étincelante, rapide, ciselée, souvent méchante, mais très au-dessus du lot, de Valéry Giscard d'Estaing. En quelques mots, remarquablement choisis, il dessine à très grands traits et assomme presque fatalement quelques autres personnages.

Guillaume Tabard note qu'Edouard Philippe se tiendrait prêt à exercer, s'il le devait, la Présidence de la République. Il lui demande quelles leçons peuvent être retenues de la manière dont Valéry Giscard d'Estaing gérait ses relations avec ses Premiers ministres.

Edouard Philippe répond que des enseignements peuvent être tirés de tous les Présidents de la République, de tous les Premiers ministres et de tous leurs types de relations. Il semble toutefois que le Président Giscard d'Estaing a longtemps lutté pour éviter de gouverner. Edouard Philippe croit profondément que présider et gouverner représentent deux actions différentes. La Constitution, dans son équilibre fondamental, repose sur cette idée, et le Président Giscard d'Estaing a longtemps compris qu'il ne devait pas vouloir gouverner. Il avait parfaitement raison.

Guillaume Tabard souligne que Valéry Giscard d'Estaing voulait rassembler deux Français sur trois. Néanmoins, au début et à la fin de sa Présidence, la France était divisée en deux blocs frontaux. Edouard Philippe a été le Premier ministre d'un Président qui a réalisé une forme de dépassement, voire d'explosion du paysage politique. Ce dépassement des frontières traditionnelles représente-t-il une condition nécessaire pour faire évoluer le pays ?

Edouard Philippe indique qu'il existe évidemment une forme de correspondance entre l'idée de sortir d'un clivage imposé défendue par Valéry Giscard d'Estaing et celle proposée par le Président de la République Emmanuel Macron. Tous deux incarnent un jeune Président, extrêmement agile intellectuellement, assez audacieux, voulant moderniser et repenser l'organisation politique. La volonté de rassembler deux Français sur trois rappelle que la mission essentielle du Président de la République réside dans le rassemblement. Chaque Président, dès qu'il est élu, se décrit comme le Président de tous les Français. Cependant, en France, les forces de divergence sont tellement puissantes que le Président doit en permanence se fixer comme règle de toujours rechercher le rassemblement.

Guillaume Tabard observe que Valéry Giscard d'Estaing appartenait à la majorité de ses deux prédécesseurs. Pour autant, il n'appartenait pas au parti du Président et s'est fait élire sur le thème du changement dans la continuité. S'agit-il du meilleur moyen d'espérer succéder à son prédécesseur ?

Edouard Philippe note qu'il pourrait répondre en deux phrases à cette question : « *C'est possible* », et « *Au revoir !* ».

Séquence III - « Une société libérale avancée » pour des réformes qui ont changé la société »

Qui sont les premiers concernés par ces politiques sociétales ?

Modérateur : Ruth Elkrief

Ruth Elkrief rappelle qu'outre ses réformes sociétales les plus célèbres, le Président Giscard d'Estaing a considérablement placé les femmes en avant, avec neuf ministres femmes, les 100 mesures pour les femmes, en faisant adopter le divorce par consentement mutuel, en les promouvant à Polytechnique ou dans la préfectorale. Il a également ouvert des droits nouveaux pour les plus fragiles, est à l'origine de la protection des consommateurs. Anne d'Ornano a participé à la campagne de Valéry Giscard d'Estaing. Anne Méaux, présidente d'Image 7 et membre du service de presse de l'Élysée, a vécu cette période. Dominique de La Garanderie, avocate, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats du barreau de Paris, et Bernard Vivier, le directeur de l'Institut supérieur du travail, aborderont également l'impact social de ces changements sociétaux. Ruth Elkrief leur demande quel élément retenir de ce considérable ensemble de réformes.

Anne d'Ornano explique que son mari était maire au moment de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, et qu'elle a vécu des transformations extraordinaires dans l'esprit des femmes. Elle retient la promotion des femmes et l'ouverture d'esprit, qui venaient probablement du fait que Valéry Giscard d'Estaing leur avait donné la possibilité de faire leurs propres choix, s'agissant de ce qu'elles voulaient faire de leur vie.

Anne Méaux souligne qu'un président mettant en œuvre des réformes dans lesquelles il croyait ne s'est pas observé souvent. Le Président Giscard d'Estaing, inspecteur des finances, était issu de la droite classique et modérée. Or, c'est sous son septennat que les inégalités sociales ont le plus diminué et que le plus grand nombre de réformes ont été adoptées, grâce au courage dont il a fait preuve pour mettre en œuvre ce en quoi il croyait.

Dominique de La Garanderie retient la volonté d'agir dans le respect absolu des valeurs fondamentales de la République que sont la Liberté, l'Égalité et la Fraternité (Solidarité) et de marquer ainsi des réformes majeures, notamment pour les femmes. Le Président Giscard d'Estaing a reconnu l'aspiration des femmes à la liberté, d'où la loi sur l'IVG. La réforme du divorce, notamment, est révélatrice de l'Égalité et la Solidarité. C'était aussi un rééquilibrage entre les droits des hommes et des femmes lors d'une séparation. Il a initié la protection des handicapés, révélatrice de l'Égalité et de la Solidarité que doit la collectivité.

Bernard Vivier souligne que la création du Secrétariat d'État à la condition féminine date de juillet 1974. Le droit de vote avait été accordé aux femmes en 1945. Cependant, ce n'est qu'en 1965 qu'elles sont autorisées à posséder un chéquier sans l'autorisation de leur mari.

Ruth Elkrief se demande quelle était cette société de 1974, que Michel Crozier, dans les années 1970, décrivait comme bloquée.

Anne d'Ornano répond qu'il s'agissait d'un autre monde. Il existait par exemple deux grandes catégories de femmes. Dans la bourgeoisie, elles étaient vouées à s'occuper de la maison, élever les enfants et ne surtout pas travailler. De l'autre côté, des femmes étaient obligées à travailler dans des conditions extrêmement difficiles. Cette différence s'avérait difficilement supportable. Le Président Giscard d'Estaing l'avait compris depuis longtemps.

Ruth Elkrief demande à Anne d'Ornano, qui a participé à sa campagne et a créé le slogan « *Giscard à la barre* », si elle a observé des femmes sortant de leur maison pour s'engager en politique.

Anne d'Ornano indique que lors de sa dernière campagne électorale à la mairie de Deauville, son mari avait demandé à Anne d'Ornano d'essayer de recruter des femmes pour rejoindre sa liste. Cependant, les conseils municipaux se réunissent souvent le soir, lorsqu'il faut s'occuper des enfants. Surtout, les femmes invitaient à s'adresser à leur mari. Presque aucune n'acceptait de s'engager dans la politique locale. Lorsqu'elles ont eu envie de travailler, elles ont en outre préféré occuper un emploi plus rémunérateur que la politique. Ainsi, pour l'élection municipale de 1972, à Deauville, seule une femme a accepté de rejoindre la liste. Lors de l'échéance suivante, il s'en trouvait autant que souhaité. En sept ans, la situation s'était entièrement transformée. Il n'aurait jamais pu être imaginé qu'un jour, la parité s'appliquerait sévèrement.

Ruth Elkrief se demande comment expliquer l'intuition dont fit preuve Valéry Giscard d'Estaing concernant l'égalité entre les hommes et les femmes. Était-il influencé par ses proches ? Il dira lui-même que cette aspiration n'appartenait pas à sa culture.

Anne Méaux souligne que Valéry Giscard d'Estaing était un ministre jeune dans un gouvernement composé de personnes beaucoup plus âgées. Il a immédiatement compris que Mai 68 avait révélé une France désireuse d'oxygène et d'ouverture, et non révolutionnaire.

Ruth Elkrief remarque qu'il était également entouré de femmes.

Anne Méaux précise que toutes ces femmes rappelleront également que, bien qu'il ait travaillé pour Charles de Gaulle, ait été proche d'Edgar Faure, de Michel d'Ornano et ait écouté [*Jean-Jacques Servan-Schreiber*], il n'a jamais eu de mentor.

Aussi, il s'agit vraisemblablement du fruit de son analyse. Les quatre demandes du « *oui, mais* » portaient sur un fonctionnement libéral des institutions, une véritable politique économique et sociale, l'Europe, un dialogue et plus d'ouverture.

Ruth Elkrief rappelle que la première loi adoptée porte sur le droit de vote à 18 ans. La jeunesse redevient ainsi un atout en France. En effet, cette disposition existait déjà en Allemagne, aux États-Unis et dans d'autres pays.

Dominique de La Garanderie remarque que sous une pression sociétale, déjà existante, s'agissant de l'interruption volontaire de grossesse, en 1973, une circulaire avait été rédigée pour demander aux magistrats du parquet de ne pas poursuivre, ou, en cas de poursuites contre les femmes, de prévenir le ministre qui, lui, aviserait. Dès 1971, les poursuites par les parquets faisaient déjà l'objet de sérieuses réductions. La décision de Bobigny a cependant été une sidération.

Ruth Elkrief précise qu'il s'agit du procès lors duquel Gisèle Halimi fait acquitter une jeune femme qui s'était fait avorter et sa mère, qui l'avait aidée.

Dominique de La Garanderie rappelle que la jeune fille, soumise à une juridiction spéciale pour les mineurs, a été acquittée. Les adultes qui lui avaient donné les renseignements nécessaires ont été relaxés. Sa mère a été condamnée à une peine d'amende, et celle qui avait pratiqué l'avortement, à une peine d'un an de prison. Des condamnations avaient donc été prononcées. Néanmoins, une loi d'amnistie a été votée peu après. L'élection de Valéry Giscard d'Estaing a été suivie d'une loi d'amnistie.

Ruth Elkrief remarque que Valéry Giscard d'Estaing expliquera sa décision par les désordres et les discussions qu'il observe dans les tribunaux.

Dominique de La Garanderie souligne que les discussions parlementaires lors des débats sur l'IVG ont été terribles et éprouvantes. Une résistance s'exprimait, et subsiste ainsi qu'il a été constaté lors de la récente constitutionnalisation. Les mêmes arguments sont toujours opposés pour tous les textes votés, car il y en a eu plusieurs après 1974. Le Président Valéry Giscard d'Estaing a fait preuve d'une prudence remarquable en choisissant comme fondement et justificatif la détresse des femmes. Il a fallu attendre une quarantaine d'années pour que la condition de détresse seule, permettant de recourir à l'IVG, soit supprimée de la loi.

Ruth Elkrief note également que la promotion des femmes se manifeste dans le domaine politique, avec six ministres sous le gouvernement Chirac et trois sous le gouvernement Barre. Cependant, des mesures sociales de promotion et d'égalité des femmes concernent également la vie quotidienne.

Bernard Vivier observe que sur le monde du travail, les conclusions sont plus mesurées. En revanche, sur ce terrain, une volonté est effectivement intervenue. Toute décision historique a sa préhistoire, qu'il s'agisse de l'IVG ou de la majorité

à 18 ans. En 1972, Pierre Messmer songeait à 19 ans. Le programme commun installait déjà cette idée. Il existe cependant aussi une volonté créatrice, qui s'est exprimée sous ce septennat, et l'installation dans les faits, avec le Secrétariat d'État à la condition féminine, le divorce par consentement mutuel, l'allocation de parent isolé, l'allongement du congé de maternité à deux reprises. Ce septennat est marqué par des décisions qui forment la préhistoire de ce que le pays vit en 2024.

Ruth Elkrief rappelle que la loi sur l'interruption volontaire de grossesse a récemment été inscrite dans la Constitution. La détermination de Valéry Giscard d'Estaing reste marquante dans ce domaine.

Anne d'Ornano souligne qu'elle était totale. Valéry Giscard d'Estaing a eu l'excellente idée de choisir une femme, Simone Veil, pour défendre ce texte particulièrement difficile à défendre. Auparavant, quantité de drames se sont produits. Anne d'Ornano s'occupait des questions sociales avec son mari, qui venait d'être élu. Alors qu'un employé de la ville, formidable, avait déjà six enfants, sa femme était tombée enceinte. Elle est morte en essayant d'avorter, et l'homme s'est pendu quelques jours plus tard. Ces évolutions s'inscrivaient certes dans l'air du temps. Cependant, Valéry Giscard d'Estaing, qui avait déjà été élu maire et député à de multiples reprises, connaissait ces drames par cœur. Il s'est immédiatement convaincu qu'il fallait agir, même si cette décision allait à l'encontre des principes de certains de ses amis.

Ruth Elkrief explique que les réunions se déroulaient à l'Élysée, et que Valéry Giscard d'Estaing exerçait une influence déterminante sur la rédaction du texte. La veille du vote, il aurait reçu des visites d'amis l'invitant à renoncer.

Anne Méaux précise que cette cellule devait se composer de quatre garçons. Le Président a déclaré qu'il fallait y inclure une femme, ce qui illustre cette politique volontariste. Cette période s'est caractérisée par une violence inimaginable. Simone Veil recevait d'horribles dessins. Au Parlement, un député s'illustrait en faisant circuler le cœur d'un embryon. Tous ces gestes conféraient à l'atmosphère une charge émotionnelle épouvantable. Anne Méaux a trouvé assez injuste qu'ensuite, ces épisodes soient oubliés. En effet, c'est vraiment le Président qui a voulu cette réforme et soutenu Simone Veil.

Ruth Elkrief souligne que Valéry Giscard d'Estaing a fait preuve de courage et de ténacité en s'opposant à sa propre majorité. 90 députés de la majorité seulement voteront cette loi, que la gauche fera adopter.

Anne Méaux remarque qu'il avait tout de même été élu sur la phrase : « *Monsieur, vous n'avez pas le monopole du cœur* ». Anne Méaux a beaucoup apprécié les propos de Madame Giscard d'Estaing dans le *Figaro magazine*. L'interruption volontaire de grossesse allait à l'encontre des convictions catholiques du Président et de sa famille. Valéry Giscard d'Estaing a rappelé que le Président d'un État laïc devait

instaurer un cadre permettant aux citoyens d'être libres d'agir. Anne-Aymone disait : « *C'était une injustice. Donc, quand quelque chose est injuste, il faut le réformer* ». Ces réformes procédaient de véritables convictions.

Ruth Elkrief note que prévalait effectivement cette volonté d'aider les femmes qui, parce qu'elles ne bénéficiaient pas de moyens, étaient contraintes de recourir à des sorcières.

Anne Méaux indique qu'il existait une profonde injustice puisque les femmes qui possédaient de l'argent pouvaient se rendre à l'étranger alors que, pour celles qui n'en avaient pas, l'avortement pouvait se terminer en bain de sang.

Ruth Elkrief observe que Valéry Giscard d'Estaing témoignait donc d'un souci d'égalité sociale.

Dominique de La Garanderie le confirme. Dans tous les pays du nord, il était possible de procéder à une interruption volontaire de grossesse. La Cour suprême des États-Unis, en 1973, avait reconnu le caractère constitutionnel des dispositions prises par l'état de New York. Citer ces pays avait constitué un argument fort à l'Assemblée. Rapprocher cet argument de la pétition des 393 femmes et de 311 médecins permettait de constater que le pays était mûr, ces personnalités déclarant officiellement un refus de la loi. Surtout, les plus faibles et les plus fragiles, qui n'avaient pas accès aux possibilités offertes dans d'autres pays, en mouraient, alors que les femmes qui avaient signé la pétition n'avaient rencontré aucune difficulté ni d'accès ni économique.

Ruth Elkrief indique que Valéry Giscard d'Estaing sent que les mœurs ont précédé le droit.

Dominique de La Garanderie souligne que les juristes sont habitués à cette discussion portant sur ce qui précède et entraîne l'autre, des mœurs ou du droit. En réalité, il s'agit d'une sorte de jeu d'une antériorité précédant l'autre. Il existe une tendance, une attente exprimée déjà par des changements de la société, puis une loi intervient, entraînant une évolution. Parfois, des oscillations, c'est-à-dire des retours en arrière, la loi est altérée ou supprimée, puis intervient un nouvel élan, une nouvelle pression. Ainsi, la loi Roudy, qui a permis en 1982 le remboursement intégral de l'IVG par la sécurité sociale, sera supprimée en 1987. Le remboursement réinterviendra 20 ans plus tard dans un dialogue entre l'attente de la société, le politique et le législateur. Des foyers de résistance subsistent, mais il peut aussi y avoir des résurgences d'oppositions.

Ruth Elkrief note que cette libération des femmes intervient au moment où les femmes entrent dans la vie active.

Bernard Vivier précise qu'actuellement, un travailleur sur deux est une femme.

Ruth Elkrief demande si l'impact révolutionnaire de la réforme relative au divorce par consentement mutuel est sous-estimé.

Dominique de La Garanderie répond qu'il s'agissait d'une révolution nécessaire. En effet, pour ceux qui étaient d'accord, le divorce avait tout d'une "mascarade". Le couple réunissait ses amis, qui rédigeaient des lettres pour constater que des insultes, fictives, avaient été échangées, puis celles-ci étaient transmises au tribunal qui constatait qu'il n'existait pas d'autre solution que le divorce. Sociologiquement, le nombre de couples se séparant augmentait chaque année. Le Président a souhaité pacifier la séparation des couples. Une première loi introduira cette considérable ouverture. Parallèlement, la prestation compensatoire a modifié assez sensiblement la façon dont les femmes étaient prises en charge économiquement, en cas de rupture. Toutefois, les divorces pour faute continuent d'exister et les conditions demeurent inchangées. Cette "prestation compensatoire" nouvelle repose sur l'idée d'un capital, versé forfaitairement en une fois, ou converti en rente. Dans ce cas, la rente est limitée dans le temps. Elle est donc rarement prévue pour couvrir jusqu'au terme de la vie d'une femme qui est dans la nécessité. Ensuite, une série de textes seront pris pour permettre de modifier cette rente en cas de modification dans la situation des époux. Ces réformes successives, initiées par le texte de 1975, ont eu pour effet d'accroître la liberté économique des hommes et de fragiliser les femmes sur le plan économique. Néanmoins, la femme a acquis son autonomie et sa liberté.

Ruth Elkrief souhaite savoir quels rapports Valéry Giscard d'Estaing entretenait avec ses ministres femmes. Il confia à Françoise Giroud, qui n'était pas issue de sa famille politique, la mission de proposer 100 mesures pour les femmes.

Anne d'Ornano indique qu'elle possédait le talent nécessaire, ce dont Valéry Giscard d'Estaing était très bon juge. Son septennat compta neuf femmes ministres, dont la première ministre de plein droit, Simone Veil. Peu de personnes peuvent citer les noms de la douzaine de femmes qui ont exercé des responsabilités politiques avant Valéry Giscard d'Estaing. En revanche, le souvenir de celles qu'il avait choisies subsiste.

Ruth Elkrief note que Valéry Giscard d'Estaing déclarera : « *Lorsqu'on parlera de mon gouvernement, on citera d'abord les femmes ministres.* » Il avait donc une conscience aiguë de cette avancée.

Anne Méaux souligne que les femmes peuvent s'estimer fières de cette démarche volontariste, qui se poursuivra avec la loi Copé-Zimmermann sur la représentativité des femmes dans les conseils d'administration. Simone Veil incarnait une icône. Alice Saunier-Seïté a réformé les universités avec un courage incroyable. Monique Pelletier a également marqué.

Ruth Elkrief précise que cette dernière a porté la confirmation de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse en 1979 devant l'Assemblée nationale.

Anne Méaux ajoute, quant à Françoise Giroud, qu'elle avait voté pour Mitterrand en 1981, ce qui illustre l'ouverture d'esprit du Président. Ces symboles, ainsi que la nomination de femmes de grande qualité, ont permis d'importants progrès.

Ruth Elkrief remarque également que la loi sur le handicap de 1975 initie toutes les mesures relatives au handicap adoptées ensuite : création d'établissements spécialisés, obligation d'avoir des revenus pour les handicapés, aide de l'État.

Bernard Vivier précise que cette loi intervient dans un contexte économique très difficile. Le septennat a été martyrisé par le choc pétrolier, l'inflation, la montée du chômage. Alors que, fin 1973, la France comptait 400 000 chômeurs, ce nombre atteint 1 million en 1977, 1,7 million à la veille de l'élection de 1981, 2,6 millions en 1988 et 3 millions en 1995. Il fallait protéger les entreprises créatrices de richesse et d'emploi. Le choix de la politique de l'offre avait été fait. Il fallait également s'intéresser aux plus fragiles. Une mesure intéressante entraînera l'alignement du régime de vieillesse des artisans et commerçants sur le régime général.

Trois éléments s'opposaient à Valéry Giscard d'Estaing. En tant d'homme de la rationalité, et du fait de son tempérament, de sa formation et de ses origines, il possédait une fibre sociale peu naturelle et raisonnait plus qu'il ne ressentait le monde du travail. À cet égard, il rencontrait quelques difficultés à entrer en contact avec les syndicalistes. La conjonction économique représentait un deuxième handicap. Enfin, les syndicalistes étaient peu portés à la recherche du compromis. La CGT répondait aux ordres du parti communiste qui, lui-même, répondait aux ordres de Moscou. La CFDT connaissait ses années turbulentes et signera quatre accords d'unité d'action avec la CGT entre 1966 et 1979. La moitié des 1 000 000 fonctionnaires adhèrent à la Fédération de l'Éducation nationale, et participent donc de l'aventure socialiste. Les assises du Socialisme, auxquelles participe la CFDT, se tiennent en 1974. Le paysage syndical porté à la négociation était donc incarné par trois organisations syndicales, Force ouvrière, la CFTC et la CGC.

Ruth Elkrief s'interroge sur le bilan social.

Bernard Vivier indique que les mesures, nécessaires, ont été productives. Dans le sillage du rapport Bloch-Lainé, le rapport Sudreau, dont la restitution date du début de 1975, a posé une lecture de l'entreprise qui s'est poursuivie en 1981 et jusque très récemment avec le rapport Sénart-Notat et la loi PACTE. Il définit l'entreprise comme une communauté humaine à laquelle les salariés peuvent prendre part, et non comme un simple rassemblement de forces de production.

Anne Méaux remarque que Valéry Giscard d'Estaing est également à l'origine de la décision d'interdire la discrimination des femmes dans l'emploi.

Ruth Elkrief note qu'un grand nombre de professions se sont ouvertes aux femmes.

Anne d'Ornano souligne que presque toutes les professions avaient d'ailleurs accueilli des femmes extraordinaires à la fin de son mandat.

Ruth Elkrief précise qu'Anne Méaux a écrit une tribune sur la méthode, qui ne se veut pas brutale. Le « *changement dans la continuité* », les deux Français sur trois l'illustrent.

Anne Méaux indique que ces réformes en faveur des femmes correspondaient à des aspirations sociales. La classe politique abritait des personnalités âgées et fonctionnait en vase clos. La jeunesse aspirait à plus de liberté. Ces mesures étaient justes et indispensables. Le Président n'a jamais interprété Mai 68 comme une révolution. Il n'a probablement pas compris que Charles de Gaulle parte rejoindre Massu, et a fait voter le droit de vote en sachant qu'il ne lui était pas favorable.

Ruth Elkrief observe que les réformes n'étaient ni de droite ni de gauche.

Anne Méaux souligne qu'elles étaient mûres dans la société. En revanche, Valéry Giscard d'Estaing était soutenu politiquement par des personnalités qui n'étaient pas totalement mûres. Il a ainsi récolté des votes socialistes concernant la loi Veil. Cependant, à un moment, il a malheureusement interrompu cette ouverture. Les difficultés économiques et la violence des attaques politiques ont dû y contribuer.

Dominique de La Garanderie ajoute, concernant la méthode, que le courage du Président Valéry Giscard d'Estaing mérite d'être reconnu et salué. En effet, il fallait faire preuve d'un courage extrême pour affronter les oppositions, qui s'exprimaient également dans la société, et confier à Madame Veil la charge de soutenir ce projet. La méthode concernant l'IVG, absolument innovante, habile et pertinente, a consisté à donner un gage, en suspendant les condamnations qui n'étaient d'ailleurs pas abrogées pendant cinq ans. En 1980, la confirmation de la loi n'a ainsi soulevé aucun problème.

Anne Méaux observe que quelques oppositions se sont néanmoins manifestées.

Ruth Elkrief précise que Jacques Chirac ne l'a en effet pas votée.

Dominique de La Garanderie souligne que la méthode se caractérise également par une connaissance très fine de la situation notamment sur le plan sociétal.

Anne Méaux indique que la conviction, le courage et la modernité, associée au respect de la tradition, caractérisent Valéry Giscard d'Estaing. Ces qualités

n'empêchent pas l'habileté. Le trait de génie du Président en matière de communication réside dans le choix de cette femme si forte et émouvante, qui a transcendé le débat.

Ruth Elkrief remarque que le Président Giscard d'Estaing a évoqué la difficulté suivante : « *Si vous êtes trop en avance, vous vous retournez, et personne ne vous suit. Il faut être distant, mais à distance visuelle de l'opinion.* »

Bernard Vivier explique que sur les questions sociales et syndicales, il faisait face à un bloc d'opposants, syndicaux et politiques. En janvier 1979, il a mené la réforme des conseils des prudhommes. En décembre de cette année, 11 millions de salariés se rendent aux urnes le même jour pour élire leurs représentants. Cette modernisation de la justice du travail, qui traite encore 150 000 à 200 000 affaires par an, touchait au quotidien et soulevait de grandes attentes. Valéry Giscard d'Estaing a donc à la fois mené des réformes flamboyantes et d'autres qui, quoique plus modestes en termes d'affichage, se sont révélées non moins nécessaires.

Grand témoin : **Yaël Braun-Pivet**, présidente de l'Assemblée nationale

Ruth Elkrief observe que Yaël Braun-Pivet a certainement songé à toutes ces réformes, notamment à celle sur l'interruption volontaire de grossesse, lorsqu'elle a accompagné son inscription dans la Constitution. Elle se demande quel héritage de Valéry Giscard d'Estaing apparaît encore dans la société, et que reste-t-il encore à mener.

Yaël Braun-Pivet, née en 1970, remarque qu'elle a appris ce qu'elle connaît de Valéry Giscard d'Estaing dans les livres d'Histoire, des documentaires et des témoignages. Elle mesure maintenant combien cet héritage s'avère précieux, pour les hommes et femmes politiques comme pour l'ensemble des citoyens. Aucun septennat ni quinquennat ne s'est montré aussi fécond en réformes de ce type. Pour transformer à ce point la société, il est essentiel de faire preuve de courage, avoir une vision et se montrer déterminé à la mettre en œuvre. La façon dont il a mené le débat sur l'IVG se révèle exemplaire à cet égard. Il a non seulement choisi une femme. Il a en outre réussi à faire adopter cette loi en allant chercher les voix de ses adversaires politiques. Que le Président de la République, le Premier ministre et les ministres assument leur opposition à leur camp et se mettent en quête de voix de tout côté parce que cette loi correspond aux attentes de la société fait rêver la présidente de l'Assemblée en majorité relative. Le témoignage relatif à la mairie de Deauville et le fait qu'en quelques années, avant même toute intervention législative, les femmes se soient engagées alors qu'une seule d'entre elles s'était proposée en 1972, ont frappé Yaël Braun-Pivet. Ils prouvent qu'en créant un élan, en faisant vivre cette idée d'égalité, il devient possible de précéder les lois. Catherine Tasca a ainsi pu porter une loi favorisant l'accès aux mandats électifs, qui a ensuite permis de faire adopter plusieurs textes sur la parité, les élections régionales, départementales, législatives, sénatoriales, le scrutin de liste

pour les élections municipales dans les communes supérieures à 1 000 habitants. Une dernière étape est en passe d'être franchie, une proposition de loi, actuellement en navette au Sénat, prévoyant d'instaurer le scrutin de liste, paritaire par définition, pour toutes les communes dès le premier habitant. Les combats d'égalité se portent ainsi sur le long terme. Les hommes et femmes qui s'engagent en politique incarnent néanmoins, quelle que soit leur famille politique, les héritiers de ces combats. Lorsqu'elle a pour la première fois présidé un Congrès, Yaël Braun-Pivet s'est sentie l'héritière tant des premières femmes que des hommes qui avait porté le combat de l'égalité. Elle était accompagnée de Simone Veil autant que de Valéry Giscard d'Estaing, et de tous ceux qui se sont un jour élevés au-delà d'eux-mêmes. Les hommes et femmes politiques sont également les garants de ces combats. Ils n'occuperaient pas cette place si ces personnes ne les avaient pas précédés. L'héritage de Valéry Giscard d'Estaing évoque donc cette modernité, ce courage, cette capacité à se transcender et à demeurer à l'écoute de la société. Il doit encore inspirer aujourd'hui.

Ruth Elkrief observe qu'aucune femme n'a encore été élue Présidente de la République.

Yaël Braun-Pivet ajoute qu'aucune femme n'a présidé le Conseil constitutionnel, occupé la fonction de vice-présidente du Conseil d'État, de première présidente de la Cour des comptes, de présidente du Sénat. Il n'y a encore que trois femmes qui président aux destinées des entreprises du CAC 40, que trois femmes qui président aux destinées des grandes fédérations sportives. La route est encore très longue.

Au-delà des femmes, Valéry Giscard d'Estaing s'est aussi montré un Président à l'écoute du Parlement. Il a voulu la réforme constitutionnelle qui a permis aux députés et sénateurs de saisir le Conseil constitutionnel *ab initio* de la constitutionnalité d'un texte législatif. C'est lui qui instaure l'acte le plus évident de contrôle du Parlement sur l'action de l'exécutif, à travers les questions au gouvernement. Ces deux actes parlementaires s'avèrent absolument essentiels à la vie démocratique. Les questions au gouvernement, que Yaël Braun-Pivet a essayé de rénover sous sa présidence, permettent à tout parlementaire, chaque semaine, d'interpeller le gouvernement, qui a le devoir de lui répondre. Il s'agit donc de l'acte le plus tangible traduisant, dans la vie démocratique quotidienne, le fait que le gouvernement est responsable devant le Parlement.

La deuxième avancée majeure concerne le recours au Conseil constitutionnel. En 2008, Nicolas Sarkozy a poursuivi cette logique jusqu'au bout en permettant aux citoyens de saisir directement le Conseil constitutionnel. Ces deux mesures ont permis de rendre vivante la Constitution. Le caractère précieux des droits et libertés fondamentaux que préserve cette Constitution a paru manifeste lorsqu'ils ont été limités à travers la gestion de la crise du COVID. Permettre que cette protection soit pleine et entière, que les parlementaires, et les citoyens aujourd'hui,

puissent s'en prévaloir, représente un aboutissement majeur dans un état démocratique. Les législateurs créent ces droits et libertés. Néanmoins, sans l'indépendance du Conseil constitutionnel, et sans la capacité pour les parlementaires et les citoyens de le saisir, ils resteraient lettre morte. En observant les fracas du monde et les menaces qui pèsent sur la démocratie, il paraît fondamental que tous, collectivement, prennent conscience du fait que la garantie des droits, en France, constitue un bien extrêmement précieux. Il faut chérir la capacité qu'ont les Français de saisir le Conseil constitutionnel pour invoquer ces droits et libertés fondamentaux.

Intervention de Nicolas Sarkozy Président de la République (2007-2012)

Louis Giscard d'Estaing a l'honneur et le plaisir d'accueillir Nicolas Sarkozy, ancien Président de la République française, qui a bien voulu accepter. Il s'en est entretenu avec lui lors du colloque consacré à la mémoire du Président George Pompidou, où il était intervenu. Louis Giscard d'Estaing avait alors pu rappeler les liens solides qui unissaient George Pompidou à son successeur, qui avait été son ministre des Finances pendant cinq années et qu'il avait promu lors du dernier remaniement ministériel, en février 1974, ministre d'État, à l'économie et aux finances. Valéry Giscard d'Estaing était ainsi devenu numéro 2 du gouvernement. Louis Giscard d'Estaing a rappelé le rôle éminent joué par Valéry Giscard d'Estaing sous la Présidence du général de Gaulle, dans le gouvernement Pompidou, entre 1962 et 1966. Dans ces circonstances, Valéry Giscard d'Estaing avait pu forger son expérience et se préparer à accéder à la fonction présidentielle, qu'il conquiert en 1974. Le Président Nicolas Sarkozy peut aujourd'hui évoquer les relations qu'il a entretenues avec l'un de ses plus illustres prédécesseurs.

Nicolas Sarkozy souligne l'honneur et le plaisir qui lui reviennent. Il a croisé Louis Giscard d'Estaing à Aurillac, et quand ce dernier a sollicité sa venue, il a accepté avec plaisir. Nicolas Sarkozy n'est pas un giscardien historique. Pourtant, il a bien connu Valéry Giscard d'Estaing. Il a très tôt entretenu de nombreuses discussions avec lui, lors des états généraux de l'opposition en 1989, et lorsqu'il s'est porté candidat à l'élection européenne, dont il formait la tête de liste. Nicolas Sarkozy se remémore un appel de Jacques Chirac, l'invitant avec Alain Juppé à rendre visite à Valéry Giscard d'Estaing, et indiquant à ce dernier : « *Je vous donne Juppé pour être numéro 2, et Nicolas pour être le directeur de campagne* ». Valéry Giscard d'Estaing s'adresse à Nicolas Sarkozy en ces termes : « *Vous y connaissez quelque chose à l'Europe, vous ?* », ce à quoi, fort de son énergie d'alors, Nicolas Sarkozy répond : « *oui, tout !* » Le fait d'être devenu Président de la République n'a pas nui à leurs rapports. Nicolas Sarkozy a été profondément touché par sa profonde et grande sensibilité. Lorsqu'il a rencontré des difficultés dans sa vie personnelle, à l'occasion de son divorce, Valéry Giscard d'Estaing a fait preuve à son égard d'une attention, d'une gentillesse, d'une délicatesse que d'autres, dans la même situation, n'ont pas eues. Nicolas Sarkozy ne trahira pas les secrets de leurs nombreuses conversations. Valéry Giscard d'Estaing s'enquerrait de savoir s'il n'avait pas trop de peine, et de la manière dont il allait affronter la campagne électorale dans ces circonstances. D'autres Présidents de la République, qui avaient une expression naturelle de sympathie plus spontanée, possédaient cependant moins de sensibilité. Enfin, Valéry Giscard d'Estaing avait observé que nombre de giscardiens s'orientaient vers un chiraquisme enthousiaste. L'évolution de Nicolas Sarkozy ne l'a probablement pas déçu. Le mot de revanche n'appartenait pas à son vocabulaire. Il a toutefois pu penser que Nicolas Sarkozy assurait un certain retour de l'Histoire, qui ne lui déplaisait pas foncièrement.

Nicolas Sarkozy a admiré Valéry Giscard d'Estaing jeune, parce que, pour la première fois, une personnalité faisait vivre la Cinquième République sans être estampillée en tant que gaulliste. Il devenait donc possible d'être Président dans la Cinquième République et de porter un message de modernité. Il faut souligner une profonde injustice. Malgré toutes les réformes portées par Valéry Giscard d'Estaing, il n'a pas été assez rendu hommage à son courage. Il faut un courage politique extraordinaire pour porter le divorce par consentement mutuel et l'avortement en ayant reçu une telle éducation, en possédant ces convictions religieuses et cet électorat. De même, s'agissant de l'abolition de la peine de mort, le courage politique se situait davantage du côté de Mitterrand, qui a dû affronter une opinion publique largement favorable à la peine de mort, que de celui de Badinter, que ce combat a transformé en héros aux yeux de sa famille politique et professionnelle. Nicolas Sarkozy sait le rôle que Madame Giscard d'Estaing a joué dans ces questions précises et les témoignages de souffrance qu'elle a reçus. Souvent, lorsque cet épisode est évoqué, l'image de Simone Veil en pleurs, le combat qu'elle a mené et l'intelligence avec laquelle elle l'a mené sont invoqués. Le risque politique, toutefois, réside chez le patron, c'est-à-dire chez le Président. Nicolas Sarkozy a mesuré à plusieurs reprises combien cette décision avait représenté pour Valéry Giscard d'Estaing une rupture par rapport à son histoire, son milieu, son éducation, ses convictions religieuses. Il a su s'élever au-dessus des convictions de ses propres amis. Réduire ce geste à de la modernité ne se montre pas à la hauteur, car rien ne se démode plus que la modernité. Son geste se situe à l'exacte frontière entre le courage d'un homme d'État et le cynisme, voire la lâcheté, du politicien. En cette seule année, Valéry Giscard d'Estaing a construit son personnage, marqué l'Histoire et tracé une empreinte très profonde sur la France.

Valéry Giscard d'Estaing a inspiré Nicolas Sarkozy dans le couple qu'il a forgé avec Angela Merkel. Il semble impossible d'imaginer deux personnalités plus différentes. Nicolas Sarkozy incarne le feu et l'impatience, Angela Merkel, la glace, la patience. Le couple Giscard d'Estaing-Schmidt l'a beaucoup inspiré. En effet, jeune, Nicolas Sarkozy n'avait pas perçu l'importance du couple franco-allemand. Il n'avait pas compris la détestation profonde que s'étaient portée durant tant d'années les deux pays, qui se sont globalement affrontés tous les 30 ans entre Louis XIV et 1945. Nicolas Sarkozy a été élevé par son grand-père, qui détestait les Allemands. Il avait connu la Première Guerre mondiale, avait participé à la Seconde et, comme dans toutes les familles françaises, l'Allemagne suscitait la peur et la détestation. Du côté allemand, la France était probablement perçue avec un peu de mépris. En observant le couple formé par Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing, Nicolas Sarkozy a appris qu'un Président français, à aucun moment, ne pouvait dire du mal des Allemands, et un chancelier allemand, du mal des Français. Ce couple a surtout beaucoup inspiré Nicolas Sarkozy. Les peuples ne changent pas. La génération d'Hitler, c'est la génération de Thomas Mann ; celle de Pétain, c'est celle de Proust. Grâce à l'Europe, tout ceci appartient au passé.

Supprimez l'Europe et, à l'image de l'ex-Yougoslavie, les haines, les concurrences et les affrontements reviendront.

Le troisième point qui a rapproché Nicolas Sarkozy de Valéry Giscard d'Estaing réside dans un sentiment d'injustice profond. L'intelligentsia française exprime une haine à l'endroit de responsables politiques qui ont la force d'affirmer qu'ils appartiennent à la droite ou au centre et possèdent des convictions religieuses. Nicolas Sarkozy a ressenti cette expression haineuse et injuste à l'endroit de Valéry Giscard d'Estaing et, lorsqu'il a dû y faire face, ce souvenir s'est rappelé à lui. Il était sans doute reproché aux deux hommes d'entretenir un même amour pour l'exercice du pouvoir et de paraître programmés pour cette fonction. Il semblait que le fait de ne pas appartenir à l'intelligentsia de gauche représentait un tel crime qu'il fallait tout nier, tout ridiculiser, tout abaisser, avec une haine absolument déplacée. Quand Nicolas Sarkozy a quitté la Présidence, et que Monsieur Hollande l'a si aimablement raccompagné, ce départ lui a rappelé la sortie de Valéry Giscard d'Estaing de l'Élysée, organisée honteusement. Au lieu de remercier un homme qui avait consacré sa vie au pays, il sera sifflé. Cette haine médiocre, Nicolas Sarkozy l'a ressentie, et elle l'a rapprochée de Valéry Giscard d'Estaing. Tous deux possédaient effectivement un point commun : ils n'ont pas beaucoup changé de convictions. C'est un reproche qui ne peut être adressé à tous.

Nicolas Sarkozy partageait avec Valéry Giscard d'Estaing l'avis selon lequel il fallait inscrire les racines judéo-chrétiennes de l'Europe dans le préambule de la Constitution. Il avait un jour sollicité le conseil de Valéry Giscard d'Estaing, ce à quoi celui-ci avait rétorqué : « *Je ne donne pas de conseils, je donne un avis.* » La catastrophe du référendum de 2005 a largement reposé sur la fragilité et sur une certaine forme de lâcheté, consistant à envisager de ne pas inscrire la référence aux racines judéo-chrétiennes dans la Constitution, ce qui s'avère absurde. Ce ne sont ni la langue ni les frontières qui font l'Europe, une Tour de Babel dont les nations n'ont fait que s'affronter. Le ciment de l'Europe procède de l'héritage gréco-romain, transformé et transcendé par l'héritage chrétien. Si la Constitution se montre incapable d'indiquer quelles sont ces racines, il ne faut pas s'étonner que les peuples interprètent l'Europe comme une dépossession de leur identité. Le temps, extraordinaire sablier, fait ressortir les positions essentielles et disparaître les médiocres. Il importe donc de réfléchir à ce qui fut important, comme l'incarne cet homme aux convictions chrétiennes profondément ancrées, qui a supprimé la pénalisation de l'avortement, puis a souhaité inscrire les racines de l'Europe dans sa Constitution et a été moqué pour cela. À l'arrivée, c'est lui qui avait raison.

Enfin, Nicolas Sarkozy aimait chez Valéry Giscard d'Estaing la virtuosité. La politique, qui n'a rien à voir avec l'horizontalité, est une question de verticalité. La politique n'est pas une question d'égalité, parce qu'un leader naît leader, il n'apprend pas à le devenir. La politique doit être une affaire de virtuose. Or, chez Valéry Giscard d'Estaing, la virtuosité était présente à chaque instant. Il tirait vers

le haut, quand tant conduisent vers bas. La politique française ne mourra jamais d'une accumulation de talents, mais d'une disparition des talents. En la matière, Valéry Giscard d'Estaing incarne une référence.

Séquence IV - Le modernisme économique : des réformes audacieuses.

En quoi Valéry Giscard d'Estaing participe-t-il au développement de la politique énergétique française et à la libération de l'économie ?

Modérateur : Nicolas Beytout

Michel Pébereau, conseiller du ministre des Finances de 1970 à 1974, représentera un des hommes clés de l'économie durant le septennat. En tant que directeur du cabinet de René Monory, il pilotera la libéralisation des prix, voulue par Valéry Giscard d'Estaing. Pourtant, l'inflation atteint 13,65 % en 1974, 11,70 % en 1975, se maintient à 9,5 % par an pendant trois ans, et avoisinera ensuite les 10 %.

Michel Pébereau rappelle que lorsque le gouvernement a désigné René Monory en tant que ministre de l'Économie, le Président lui demanda de prendre la direction de son cabinet. René Monory déclara lors de leur première rencontre : « Je n'ai pas souhaité être ministre de l'Économie pour être ministre, mais pour être ministre de l'Économie, parce qu'il faut absolument libérer les entreprises du contrôle des prix, qui est absurde et porte atteinte à leur liberté. Je sais que le Président de la République souhaiterait que ceci soit fait avant la fin de son septennat. Comment faire ? » Michel Pébereau lui répond qu'il ne connaît rien au contrôle des prix, qu'en revanche le ministère de l'Économie et des Finances est composé de membres compétents et loyaux. Il convient donc de demander à la direction des prix de préparer un programme de libération des prix. Elle indiquera, à chaque étape, quels inconvénients présentent les décisions à prendre. La période se caractérisant par une inflation incontrôlable, bien que le contrôle des prix n'ait jamais permis de la contrôler, il le permet encore moins depuis les deux chocs pétroliers, qui ont bouleversé les prix de l'énergie. Libérer les prix s'avère complexe. Leur contrôle présente un caractère sacré, puisqu'il est prévu par l'ordonnance du 30 juin 1945, que tous les gouvernements, dont celui de Raymond Barre, ont utilisée. Elle confère au ministre de l'Économie le pouvoir exorbitant de prendre des décisions relatives au prix de tous les produits et services. Les méthodes de contrôle des prix par l'administration s'apparentent à des méthodes soviétiques. Seuls les pays à économie centralisée estiment cela normal. Les Allemands, qui maîtrisent beaucoup mieux l'inflation dès le départ, n'ont jamais contrôlé les prix des entreprises. Libérer les prix apparaît donc comme indispensable pour mettre en économie de marché le prix, résultat de la confrontation de l'offre et de la demande. Surtout, la fixation du prix du produit ou du service détermine sa recette, donc son revenu. Il s'agit de la décision la plus importante qu'un responsable puisse prendre. L'idée que l'administration et les hommes politiques puissent s'en mêler paraît donc insupportable à tous.

Le contrôle des prix conférant au ministre de l'Économie le pouvoir d'intervenir dans tous les domaines, il suffisait que celui-ci demande à chaque domaine de le faire disparaître. Il avait été prévu de débiter par les prix industriels, davantage

soumis à la concurrence internationale. Ensuite devaient être abordés les prix des services, et enfin, ceux des produits alimentaires, les plus sensibles. Le ministre avait approuvé ce programme. Cependant, il lui avait été demandé de fixer le prix du pain, initialement prévu en fin de programme. La direction des prix a proposé un prix, que les boulangers ont désapprouvé. Le président de leur fédération a suggéré de le fixer lui-même, ce qui a provoqué la colère de René Monory : « *Si je veux libérer les prix, ce n'est pas pour les faire fixer par les fédérations professionnelles. Je vais donc libérer immédiatement le prix du pain, et si votre fédération donne le sentiment de donner un conseil sur ce prix, je vous poursuivrai devant les tribunaux.* » L'opération s'est donc réalisée, et le journal *Le Monde* écrira : « *Le shérif de Loudun libère un prix qui était sous contrôle depuis Marie Antoinette.* »

Nicolas Beytout demande à Jean-Pierre Fourcade, premier ministre de l'Économie et des Finances du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, si le sujet du contrôle des prix s'est posé dès le début du septennat.

Jean-Pierre Fourcade le confirme. Il s'agit en effet d'une période d'inflation sévère, le Franc est sorti du système monétaire européen et les règles européennes sont encore lointaines. Jean-Pierre Fourcade a eu la chance d'assister au premier Conseil des ministres, en mai 1974.

Une expérience de libération des prix était intervenue avant l'affaire du prix du pain. Peu de temps après le début du gouvernement, le ministre de l'Industrie, Michel d'Ornano, reçoit le président de Citroën, qui annonce son prochain dépôt de bilan. Cette faillite risquant d'entraîner des conséquences sur l'emploi et l'activité industrielle, le Président et le Premier ministre demandent à Messieurs Fourcade et d'Ornano de tout faire pour l'éviter. Ces derniers tentent d'organiser une fusion entre Peugeot et Citroën, afin de conserver, avec Renault, deux grands systèmes de fabrication d'automobiles. Les dirigeants de Peugeot se montrent peu intéressés. Jean-Pierre Fourcade, après en avoir obtenu la confirmation auprès du Président, annonce alors que les prix seraient libérés pour tous les modèles qui sortiraient à compter de cette décision. Le président de Peugeot, d'abord incrédule, accepte, le groupe PSA est constitué et le dispositif est étendu à Renault.

Nicolas Beytout précise que dans la feuille de route de Jean-Pierre Fourcade figuraient la taxe professionnelle, la taxation des plus-values ou encore la vignette automobile.

Jean-Pierre Fourcade remarque ne tirer aucun titre de gloire de la taxe professionnelle. En revanche, Valéry Giscard d'Estaing l'a beaucoup poussé à taxer les plus-values. Il croyait effectivement que, dans le capitalisme actuel, certains réalisaient des plus-values en dormant, parce qu'ils avaient acquis les meilleures actions ou un bien immobilier. Jean-Pierre Fourcade est alors entré en conflit avec son Premier ministre, Jacques Chirac, et les députés qui le soutenaient. L'Assemblée nationale a progressivement déshabillé le texte sous l'effet

d'amendements successifs. En revanche, il a obtenu des satisfactions au Sénat, où la discussion était sérieuse et où il a pu faire aboutir un texte raisonnable. Cette expérience lui a fourni des informations sur le travail du Sénat, dont il s'est ensuite souvenu.

Nicolas Beytout indique que le budget qu'a présenté Jean-Pierre Fourcade sera le dernier budget en équilibre. Il demande à ce dernier s'il se souvient du moment où il a appris le premier choc pétrolier.

Jean-Pierre Fourcade répond que lorsqu'il a été nommé, le budget de 1974 était en déficit. La France considère malheureusement qu'il faut toujours gérer l'économie avec des crédits budgétaires, travers que ne connaissent ni les Allemands ni les Suédois. Le premier souci de Jean-Pierre Fourcade a donc consisté à retrouver un équilibre budgétaire. Il est le dernier ministre des Finances à avoir exécuté un budget à l'équilibre et présenté le suivant également à l'équilibre. Ensuite, il a été emporté par tous ceux qui voulaient la Relance, devenue le mot d'ordre de la majorité parlementaire.

Entre 1970 et 1974, Jean-Pierre Fourcade avait quitté le secteur public. Le choc pétrolier de 1973 s'est traduit essentiellement par l'augmentation de l'inflation, à laquelle le pays a très mal réagi. Néanmoins, entre la mise en place du gouvernement et la fin de l'année, le taux d'inflation, initialement de 1,5 % par mois, a été réduit de moitié.

Nicolas Beytout remarque que Michel Pébereau a travaillé avec le ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing, sur les prémices de l'union économique et monétaire.

Michel Pébereau indique que Valéry Giscard d'Estaing avait noué une relation d'amitié avec son confrère allemand Helmut Schmidt. Ensemble, ils ont mis en place le plan d'union économique et monétaire de 1971. À l'époque, le système de Bretton Woods s'appliquait. Ils ont adapté ce plan aux nouvelles règles, lorsque les Américains ont décidé de dévaluer le dollar. Ce plan a ensuite été détruit par le premier choc pétrolier. En 1978, il a fallu envisager de nouvelles dispositions. Des règles ont donc été redéfinies, et ont été appelées « *système monétaire européen* ». Cette décision a revêtu une extrême importance. Lorsqu'il a été demandé à Mitterrand s'il voulait arrêter l'union économique et monétaire, si l'existence d'un plan d'union économique et monétaire lui avait été présentée, il aurait probablement envisagé son interruption. En revanche, l'appellation « *système monétaire européen* » l'a fait hésiter.

Nicolas Beytout demande ensuite à Jean-Claude Trichet, qui fut conseiller à l'Élysée en charge de faire éclore divers projets industriels d'importance (le TGV, Ariane, le Minitel, le nucléaire), si le Président, sur ces sujets, entendait changer d'échelle.

Jean-Claude Trichet explique qu'à l'Élysée, il avait rejoint une équipe extraordinairement ramassée et unie. Valéry Giscard d'Estaing était la modernité incarnée. Il était à la fois un ingénieur, un scientifique, et un homme d'une curiosité intellectuelle extraordinaire. Pendant sept ans, la France a possédé le premier programme électronucléaire du monde. Toutes les décisions étaient prises dans le cadre de conseils restreints, qu'il suivait personnellement avec passion, et il a permis l'installation de 20 millions de lignes téléphoniques. Il suivait également de façon personnelle le TGV, qui constituait véritablement un grand programme. Il défendait en outre l'idée que les prouesses technologiques, qui devaient certes être réalisées, devaient être commercialisables, en France et dans le monde. Dans le domaine de l'espace, Jean-Claude Trichet s'est rendu avec Valéry Giscard d'Estaing, le 15 décembre 1979, dans le lieu depuis lequel le décollage d'Ariane était observé. Jacques Blamont, le conseiller scientifique du CNES, avait mis en garde le Président contre les fréquents échecs des expériences scientifiques, qu'il fallait accueillir avec distance. Or, la fusée n'a pas décollé. Alors que tous étaient atterrés, le Président a consolé la compagnie, en soulignant combien toute expérience scientifique s'expose au risque de l'échec. Le 24 décembre, la fusée décollera, ce qui marquera le démarrage d'un programme absolument fantastique.

Nicolas Beytout demande si avec le Minitel, Valéry Giscard d'Estaing entendait accoutumer les ménages à l'informatique, dont il présentait les développements.

Jean-Claude Trichet explique que l'informatique le passionnait, et que la présentation du Minitel l'avait enthousiasmé. En Conseil des ministres, il a ensuite donné le coup d'envoi de ce programme, le premier programme télématique du monde, qui a revêtu une grande importance comme élément d'apprentissage collégial pour l'ensemble du pays, et n'a pu être réalisé qu'avec son soutien et sa volonté absolus. Il sentait l'importance de l'informatisation de la société, et a commandé le rapport Nora-Minc ainsi qu'un rapport au professeur Jean-Claude Simon sur l'enseignement de l'informatique. Il avait demandé à Jean-Claude Trichet de préparer un discours sur l'informatique et la société. Or, le texte n'abordait pas la question de savoir si l'intelligence artificielle était de même nature que l'intelligence humaine. Jean-Claude Trichet explique donc qu'il existe une notable différence entre l'intelligence des machines et l'intelligence humaine, du côté de laquelle se situe la créativité. Valéry Giscard d'Estaing, très énervé, souligne la banalité de cette position et interroge l'étymologie du nom intelligence. Il improvisera ensuite une démonstration, développant l'idée selon laquelle l'intelligence artificielle, quoiqu'encore imparfaitement égale à l'intelligence humaine, s'en rapprochait significativement.

Nicolas Beytout s'interroge sur les rapports que Valéry Giscard d'Estaing entretenait avec les patrons.

Jean-Pierre Fourcade note qu'il avait accepté de rencontrer les entreprises en difficulté, et celles performantes à l'exportation. Il voyait peu les banquiers, mais rencontrait régulièrement les chefs d'entreprises industrielles.

Jean-Claude Trichet ajoute qu'il nourrissait une forte prédilection pour les PME et PMI, qu'il défendait passionnément. Il adorait les grands patrons qui réussissaient à l'exportation, et se montrait plus réservé à l'égard des lobbyistes.

Michel Pébereau souligne que la libération des prix visait à aider les responsables d'entreprises, les PME en priorité. Valéry Giscard d'Estaing, sans entretenir de rapports personnels avec eux, adoptait une position de principe. Le succès de la libération des prix explique qu'Edouard Balladur, lorsqu'il a dû envisager d'abroger l'ordonnance de 1945 en 1986, ait supprimé le contrôle des prix. Il avait ajouté le contrôle de la monnaie, ainsi que le contrôle de la concurrence. Or, Valéry Giscard d'Estaing avait prévu que la direction des prix deviendrait la direction de la concurrence et de la consommation.

Nicolas Beytout remarque que ces sujets se développent dans un cadre macro-économique tendu. Valéry Giscard d'Estaing se disant attaché à un libéralisme social, il se demande si un climat très nouveau s'installe ainsi en France.

Mathilde Lemoine indique que des réformes menées alors peuvent être déduits les squelettes qui structurent la réflexion politique et économique actuelle. L'articulation entre libéralisme et dimension sociale, la création d'un *policy-mix*, c'est-à-dire l'articulation entre politique budgétaire et politique monétaire, étaient très nouvelles. Valéry Giscard d'Estaing fait preuve d'une compréhension particulièrement fine de l'équilibre entre politique budgétaire et monétaire, qui forme les prémices de la politique économique actuelle. Le libéralisme signifie également le fait de s'affranchir de tous les groupes de pression. Ne pas parvenir à s'en libérer représentait l'une des fragilités de la démocratie selon Mancur Olson. D'autre part, les réformes sociales s'articulaient également avec le développement de l'épargne et des infrastructures, qu'il s'agisse du téléphone, du nucléaire ou des transports, dans le but de permettre le développement industriel. Valéry Giscard d'Estaing se comportait en somme plus comme un économiste qu'un ingénieur, dans la mesure où il entendait créer des infrastructures afin de soutenir le développement industriel, plus qu'il n'entendait soutenir des secteurs en tant que tels. Enfin, la stabilité monétaire constitue le dernier pilier. L'euro a fourni à la France une stabilité et une indépendance qu'elle avait perdue vis-à-vis des États-Unis. Ces éléments forment la condition du développement économique européen.

Jean-Claude Trichet ajoute que lorsqu'il a pris ses fonctions à la Banque Centrale Européenne, il a invité Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt à s'exprimer devant les jeunes. Ceux-ci ont rappelé comment ils avaient créé, ensemble, le

système monétaire européen, le G6 et le G7, et évoqué l'élection au suffrage universel.

Nicolas Beytout souligne que le Président défendait un libéralisme social et avait mis en place une forme de politique de l'emploi. La France ayant toujours fait du social plus que du libéralisme depuis lors, il se demande si ce mouvement s'est dessiné à ce moment-là.

Mathilde Lemoine le confirme. Il s'agit d'une confrontation aux nouvelles problématiques du monde moderne : désindustrialisation, chocs pétroliers, dépendance énergétique de la France, puis de l'Europe. Il fallait adapter l'économie française et mettre en place des amortisseurs sociaux. La période est marquée par le début des plans jeunes et par diverses mesures sociales, comme l'augmentation du minimum vieillesse. Interrogé en 2010 sur sa lecture de cette période, Valéry Giscard d'Estaing, il reconnaîtra avoir peut-être sous-estimé le caractère structurel de la désindustrialisation et de cette confrontation au monde moderne. Pour autant, la mise en place de mesures comme l'électronucléaire, qui a permis d'accroître l'indépendance énergétique, a constitué une forme de réponse structurelle. De plus, cette période a marqué le début des réformes sociales. Depuis, la gestion de la crise repose sur deux axes, la désinflation compétitive et l'accompagnement social. Pour autant, l'apport de Valéry Giscard d'Estaing tient aussi au fait qu'il faut mieux prendre en compte le caractère structurel de l'actualité économique.

Nicolas Beytout s'enquiert des recommandations de Michel de Rosen, qui a relu toutes les chroniques que Valéry Giscard d'Estaing a publiées après sa défaite.

Michel de Rosen indique que, dans des chroniques publiées par Valéry Giscard d'Estaing dans *Le Point* et *Paris Match* de 2005 à 2018, apparaissent deux catégories de commentaires : ses recommandations et ses critiques.

Les recommandations de Valéry Giscard d'Estaing portent sur quatre thèmes.

D'abord, l'Europe sur laquelle il formule huit exigences : une vision claire ; une Europe européenne et non l'illusion d'une Europe française ; une Europe dont la construction continue sans relâche ; une Europe qui ne s'élargit qu'avec discernement ; une Europe qui soit renforcée par une réforme de ses institutions ; une Europe qui se donne un président ; une Europe qui défend l'euro contre la spéculation et évite qu'il devienne trop cher ; enfin, « la relation avec notre grande amie l'Allemagne » représente une clé cruciale de succès.

Le deuxième thème est la France. Valéry Giscard d'Estaing exprime la vision d'une France éternelle, deux fois millénaire ; une puissance moyenne. Et il appelle à une réforme complète du système éducatif.

Le troisième thème est l'économie. Valéry Giscard d'Estaing demande plus de liberté dans la vie économique. Il appelle au développement des entreprises par la compétitivité et l'investissement. Il recommande un système bancaire solide dans le cadre d'un libéralisme financier régulé. Il promeut la continuation du développement nucléaire.

Le quatrième thème concerne l'expression politique. Valéry Giscard d'Estaing recommande de dire la vérité aux Français ; de choisir les mots justes ; de respecter les faits. Enfin, il prône la modération qu'il définit comme le refus des violences verbales.

Les critiques de Valéry Giscard d'Estaing portent sur deux thèmes : les « états d'esprit » et l'économie.

S'agissant des états d'esprit, il dénonce la pensée unique ; la confusion des esprits ; les fumisteries ; l'incompréhensible ; la propension à la culpabilité ; le culte de l'oisiveté.

En économie, il dénonce la démagogie financière ; les déficits et le recours abusif à l'emprunt ; les faux remèdes comme la relance de la consommation ; l'alourdissement de la fiscalité de l'épargne ; le rachat des entreprises françaises par les entreprises étrangères.

Trois dernières convictions de Valéry Giscard d'Estaing. Il s'oppose aux éoliennes, « destructrices des paysages français ». Il s'oppose aussi à l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN. Enfin, il affirme qu'un Président de doit pas intervenir sur tous les sujets : en tant que chef d'orchestre, « il doit veiller à l'harmonie de l'ensemble, non jouer du violon et des cymbales. »

En synthèse, la cohérence et la continuité des convictions de Valéry Giscard d'Estaing sont impressionnantes. En plus de soixante ans de vie politique, il a toujours combattu pour la construction européenne, pour un libéralisme avancé, pour une économie moderne et compétitive, pour un débat politique respectueux et contre tous les extrémismes.

Grand témoin : Nicolas Baverez, avocat, essayiste

Nicolas Beytout note que durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, Nicolas Baverez naviguait entre l'École Normale Supérieure, l'agrégation

d'économie et Sciences Po. Il demande s'il existe un écart entre la réalité de ce septennat et la manière dont il est perçu.

Nicolas Baverez souligne que Valéry Giscard d'Estaing accède au pouvoir avec l'ambition de moderniser, de libéraliser et d'apaiser. Cette ambition fut rattrapée par une cascade de chocs. Outre l'ombre portée de Mai 1968 qui vit l'Etat proche de s'effondrer, les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ont provoqué des transferts de richesse massifs vers les pays producteurs. Les ruptures internationales se sont aussi multipliées : fin du système de Bretton Woods, défaite des Etats-Unis au Vietnam, scandale du Watergate, révolution des mollahs en Iran, poussée soviétique en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Cette expérience de libéralisme avancée prend ainsi place au sein de deux moments singuliers. Au plan économique, la fin des Trente Glorieuses et de l'ère keynésienne, le début de la mondialisation et des réformes libérales de Margaret Thatcher et Ronald Reagan à partir de 1979. Au plan stratégique, la guerre froide devient plus chaude, du Vietnam au déploiement des SS20 en Europe par l'URSS.

Face à ces chocs et à la fragilité de la société française, il est indispensable d'accompagner les réformes. D'où la volonté de construire une économie sociale de marché à la française, en s'inspirant de l'Allemagne. Dans un premier temps, une réponse conjoncturelle fut apportée au choc pétrolier de 1973, avec la relance de 1975 à contretemps qui préfigure celle de 1981. Puis, sous l'autorité de Raymond Barre, est mise en place une riposte structurelle. Sur le plan économique, elle est fondée sur une politique de l'offre associant compétitivité, ouverture internationale avec une progression de 50 % des exportations, stabilité budgétaire et monétaire. Sur le plan social, elle fait progresser la part du travail de 64 à 68 % dans le partage de la valeur ajoutée et les prélèvements obligatoires, de 37% à 43 % du PIB. S'y ajoutent l'indemnisation du chômage à 90 % ou encore la retraite à 60 ans pour les travaux pénibles. Enfin, sur le plan international, s'exprime la volonté de stabiliser l'environnement de l'économie française à travers le lancement du G6 élargi en G7, le dialogue nord-sud et surtout la création du SME en 1979.

En 1981, la France tient son rang et compte parmi les gagnants du système mondial. La croissance a atteint 3 % par an, le PIB et le pouvoir d'achat ont augmenté de 23 % durant le septennat. Le budget est voté en équilibre et l'endettement public est limité à 10 % du PIB en 1980. Le principal point faible reste la hausse du chômage. La France occupe ainsi une position intermédiaire : son adaptation à la nouvelle donne reste inachevée par rapport au Japon et à l'Allemagne, mais en avance sur les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Italie. Par ailleurs, la libéralisation sociale est allée plus vite que la libéralisation économique. Le libéralisme avancé a été pris à revers par l'accumulation des chocs et l'absence de majorité parlementaire pour assumer les réformes. Valéry Giscard d'Estaing se voulait un homme de dialogue et de compromis dans une France tentée par la radicalité et dans un monde dominé par la lutte à mort des totalitarismes contre

les démocraties, rendant illusoire, comme le relevait Raymond Aron dans *Le Figaro* du 10 janvier 1975, l'espoir d' « *Une jungle sans monstres* ».

En 1900 comme en 2000, la France occupe le rang de quatrième puissance économique du monde, non sans avoir connu des hauts et des bas vertigineux au cours du XXème siècle. Dans cette performance, la période 1958-1981 a joué un rôle clé. Il existe de ce point de vue une continuité entre les politiques du général de Gaulle, de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing, fondées sur la conviction partagée qu'une économie forte est la condition première de l'indépendance de la nation et de la restauration de sa puissance. La rupture intervint en 1981, lorsque, pour prix de l'alternance, la politique de la France s'effaça devant la politique des Français.

Séquence V - Pour une société confiante, des politiques novatrices.

Dans quels domaines la marque de la présidence giscardienne est-elle encore visible ?

Modérateur : Florence de Soultrait

Florence de Soultrait salue les intervenants et les remercie de leur présence. Elle souligne que lors des débats précédents, il a beaucoup été question du Giscard libéral, modernisateur, réformateur. Or pour la présente séquence, les échanges s'intéresseront au Giscard visionnaire. Pour les jeunes générations qui n'étaient pas nées sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, il est frappant de constater que nombre de problématiques de société majeures, que l'on pourrait croire récentes, avaient été largement anticipées par Valéry Giscard d'Estaing, alors qu'elles étaient embryonnaires à son époque. Quatre thèmes illustrant ce constat vont être abordés par les quatre intervenants présents : l'écologie, l'éducation, la culture et l'informatique. Ce dernier thème sera abordé en premier et **Florence de Soultrait** propose d'écouter l'enregistrement d'un discours de Valéry Giscard d'Estaing prononcé en 1979 au colloque Informatique et société

Un extrait sonore est diffusé en séance.

Florence de Soultrait suggère à Marie-Laure Denis, présidente de la CNIL, de prendre la parole. Elle souligne que ce discours a été prononcé 1979 alors que les Français découvrent le minitel et que l'Internet pour le grand public n'arrivera pas avant 15 ans. Or il semble que Valéry Giscard d'Estaing ait déjà tout dit de ce qui allait advenir.

Marie-Laure Denis juge effectivement ce discours visionnaire. Elle souligne qu'il intervient plus de 30 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale et s'adresse à une génération qui a encore en tête l'idée selon laquelle le fichage par l'État de certaines catégories de personnes a facilité l'arrestation et la déportation de Juifs et d'étrangers notamment. Par ailleurs, elle rappelle, qu'à cette époque, l'État est le principal développeur de solutions informatiques. D'où la grande inquiétude suscitée en 1974 par le projet SAFARI, dont Valéry Giscard d'Estaing "hérite", avant d'en tirer les enseignements pour faire entrer nos libertés et droits fondamentaux dans l'ère numérique. Ce discours déroule une vision de long terme, humaniste et philosophique, insistant sur la nécessité d'encadrer de façon éthique le développement de l'informatique. À cet égard, il convient de rappeler que le premier article de la loi Informatique et Libertés dispose que l'informatique doit être au service de chaque citoyen. En outre, au-delà de la vision, les termes

employés dans le discours (« préparer », « ne pas subir », « orienter ») marquent l'affirmation d'une volonté, qui permettra d'aboutir à l'adoption de la loi Informatique et Libertés.

Florence de Soultrait souligne que cette loi a presque 50 ans et qu'elle est encore d'actualité, ce qui atteste son caractère visionnaire.

Marie-Laure Denis en convient, même si elle précise que la loi a été modifiée une quarantaine de fois depuis 1978. Pour autant, ce sont ses principes fondateurs qui ont accompagné le passage des réseaux centralisés d'information des années 1970 à l'informatique de bureau des années 1980, puis à l'informatique domestique des années 1990, jusqu'au développement d'Internet dans les années 2000, à celui des objets connectés et des téléphones portables dans les années 2010 et désormais à l'intelligence artificielle et à l'informatique quantique. Il s'agit, en effet, de principes très généraux reposant sur l'idée selon laquelle les individus ont des droits sur les données informatiques qui les concernent et qu'il existe toujours un responsable exploitant ces données, et qui à ce titre, est soumis à des obligations. Ces principes sont simples et de bon sens, d'où leur robustesse face aux évolutions technologiques précitées. Le principe de base veut que ne sont utilisées que les données nécessaires à la finalité pour laquelle elles sont employées. En outre, le principe de minimisation pose le fait qu'il convient d'utiliser le moins de données possible et le moins longtemps possible. Dans des circonstances exceptionnelles (crise sanitaire, JO), l'État n'a, pour autant, pas été empêché de développer des systèmes d'information permettant le traçage des personnes ou des comportements, avec des garanties et selon un équilibre visant à concilier les objectifs de sécurité nationale et la protection des individus.

Marie-Laure Denis rappelle, par ailleurs, que dès son origine, cette loi était dotée d'une ambition internationale. Ce principe est posé dans le premier article de la loi et rejoint la vision européenne du Président Valéry Giscard d'Estaing. Ainsi, les réglementations nationales fonctionnaient déjà en réseau, bien avant l'adoption d'une régulation très intégrée avec le RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données) en vigueur depuis six ans. Pour les textes qui viennent d'être adoptés (DGA, Data Act, DSA, DMA, RIA), visant à réguler les grands enjeux du numérique, il est clair que le bon échelon est celui de l'Union européenne.

Florence de Soultrait tient à souligner que le RGPD est largement inspiré de l'esprit de la loi Informatique et Libertés.

Marie-Laure Denis le confirme et précise que la Cnil fut la première autorité administrative indépendante en France et une des premières autorités de protection des données en Europe, après celles de la Suède et de l'Allemagne, respectivement créées en 1973 et 1977.

Florence de Soultrait propose ensuite de passer à l'éducation et rappelle que le collège unique et la notion d'égalité des chances ont vu le jour sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Elle indique que Daniel Laurent a rejoint le cabinet d'Alice Saunier-Seïté, alors secrétaire d'État aux Universités, en 1976. À ce titre, il a été un témoin privilégié de la réforme Haby en 1975. Elle lui demande pour quelle raison il était important pour Valéry Giscard d'Estaing de porter cette réforme sensible, quelques années après 1968.

Daniel Laurent confirme que cette réforme était extrêmement sensible, mais qu'elle s'inscrivait dans une continuité. Le système d'alors était très fragmenté, puisque le collège regroupait des formations dans les lycées, les CEG, des centres techniques, etc. La scolarité étant devenue obligatoire jusqu'à 16 ans, il apparaissait indispensable de prendre une décision politique visant à l'unification de toutes ces formations à la sortie de l'école primaire et avant le lycée. Il s'agit donc d'une décision politique forte, alors combattue par une partie de la droite, qui lui reprochait d'abaisser la formation des élites, et par une partie de la gauche, jugeant qu'elle nuisait à la démocratisation de l'enseignement. Toutefois, la loi a été votée en juillet 1975 et ce texte est extrêmement complet. Il prend notamment en compte le sujet des élèves en difficulté, dans l'article 7 de la loi. Ainsi, peu d'aspects ont évolué en 49 ans.

Daniel Laurent souligne que l'enjeu majeur de la loi était le traitement de l'hétérogénéité au sein des établissements désormais rassemblés dans un collège unique. Pour répondre à cet enjeu, les mesures à prendre consistaient en la formation des enseignants, la définition du contenu des enseignements et notamment d'un socle commun, l'autonomie des établissements, etc. Cependant, les conséquences de cette loi n'ont pas été entièrement tirées à ce jour, même si elle a permis à plusieurs dizaines de millions de jeunes de passer par le collège unique depuis 1975. À son sens, il conviendrait d'apporter un certain nombre d'améliorations au système en vigueur pour atteindre l'objectif de Valéry Giscard d'Estaing en 1975.

Florence de Soultrait rappelle qu'un des objectifs majeurs était de tirer les élèves vers le haut.

Daniel Laurent confirme que Valéry Giscard d'Estaing pensait que « *ce sont les meilleurs qui guident le convoi.* » Ceci ne signifie pas que ce convoi doit être coupé en morceaux pour optimiser le système. Au contraire, l'idée est d'optimiser l'ensemble du convoi.

Florence de Soultrait précise ensuite que Daniel Laurent a été un témoin privilégié de la réforme de l'université et lui demande si Valéry Giscard d'Estaing a marqué l'université autant qu'il a marqué le collège.

Daniel Laurent rappelle que dès la constitution du premier gouvernement, Valéry Giscard d'Estaing a innové en créant un poste de ministre en charge de l'enseignement supérieur. Il s'agissait d'un message fort pour indiquer que les problèmes de l'enseignement supérieur méritaient un traitement autonome. Le Premier ministre nommé à cette fonction fut Jean-Pierre Soisson, un homme jeune et flamboyant, qui s'est employé à établir des relations avec les responsables de l'université. Au sortir de Mai 68, la loi Faure avait été votée à la quasi-unanimité du Parlement et visait à créer des universités en leur conférant l'autonomie. Ce texte présentait des défaillances en matière de gouvernance, mais avait permis de poser un cadre juridique. Alice Saunier-Seïté a pris la suite de Jean-Pierre Soisson, mais aucune loi d'initiative gouvernementale n'a été proposée sur les universités durant le septennat. Ainsi, à défaut de réforme globale des universités, des impulsions ont été données sur des sujets particuliers.

Daniel Laurent rappelle qu'à son arrivée au gouvernement, Alice Saunier-Seïté a été confrontée à une grève très dure des universités, durant 4 mois, à cause d'un arrêté ministériel qui envisageait d'ouvrir plus largement les Licences au monde professionnel. Le gouvernement a tenu de bon, ce qui a permis d'aller de l'avant en matière de professionnalisation et à ce jour, les Masters professionnels sont parfaitement admis.

En matière de recherche, **Daniel Laurent** admet que le septennat de Valéry Giscard d'Estaing n'a pas été le moment de grandes déclarations ou réformes. Le président a confié cette responsabilité à Pierre Aigrain, un grand physicien très expérimenté. Il est à noter que depuis 1981, la France a obtenu une quinzaine de prix Nobel dans les domaines de la physique, de la chimie et de la médecine. Or les découvertes ayant donné lieu à ces récompenses sont le fruit de recherches qui, pour la plupart, ont eu lieu durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Ainsi, sans discours flamboyants ou états généraux d'ampleur, la recherche était financée de façon sérieuse, en dépit d'un contexte budgétaire difficile. Les laboratoires d'excellence n'ont donc pas été oubliés, bien au contraire, dans le cadre de la politique de la recherche sous Valéry Giscard d'Estaing.

Florence de Soultrait précise que le président était notamment très inspiré par les États-Unis à ce sujet.

Daniel Laurent le confirme.

Florence de Soultrait en vient ensuite au thème de la culture, à propos duquel il est souvent affirmé que VGE n'a pas laissé d'empreinte, contrairement à ses rivaux politiques. Or plusieurs héritages capitaux datent de son septennat, et notamment celui du Musée d'Orsay.

Un extrait d'interview est diffusé en séance.

Florence de Souhait passe la parole à Christophe Lérubault, qui a présidé durant deux ans l'Établissement public du Musée d'Orsay et qui est depuis quelques mois le président de l'Établissement public du domaine de Versailles. Dans cet entretien, Valéry Giscard d'Estaing indique qu'il n'a rien changé, alors qu'il a donné naissance à l'un des plus beaux musées français.

Christophe Lérubault souligne que ce chantier est un sauvetage, issu du scandale de la destruction des Halles ayant conduit à une prise de conscience sur l'importance du patrimoine du XIX^e siècle. En l'occurrence, il s'agissait d'une magnifique gare construite pour l'Exposition universelle de 1900, dans un lieu très central, en face du Louvre. Elle avait été sauvée de justesse juste avant l'élection de Valéry Giscard d'Estaing et ce dernier a véritablement pris en charge la réalisation de ce projet. Il choisit une équipe de jeunes architectes qui proposent de préserver le bâtiment, alors que les contre-projets optent pour une refonte plus profonde. VGE se veut respectueux du patrimoine, mais juge finalement que le projet manque de style et se tourne vers l'architecte d'intérieur italienne Gae Aulenti. Cet exemple souligne l'ambivalence de VGE à propos de la culture, avec l'envie de préserver le patrimoine et la tradition, tout en étant moderne. En tout état de cause, il fait de ce projet un laboratoire de muséologie, confrontant notamment les impressionnistes avec l'académisme. Il sera inauguré un peu plus tard, mais VGE est bien celui qui a porté le projet, comme en témoigne l'esplanade devant le musée qui porte son nom.

Christophe Lérubault estime que ce désir de modernité se manifeste également dans la création de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette. Il s'agissait encore d'un bâtiment à l'abandon dont il fait un musée scientifique ouvert à tous, dans une volonté de faire de ces instruments culturels des lieux éducatifs très forts. Valéry Giscard d'Estaing avait également un goût prononcé pour Versailles et a permis des restaurations importantes, même si le budget de la culture n'a pas été au plus haut durant son septennat, par rapport à celui qui l'a précédé et celui qui l'a suivi. Toutefois, il a su se fixer des priorités, dont le château de Versailles où il a reçu de grands chefs d'État.

Florence de Souhait en vient aux datations sous VGE et indique qu'elles constituent un héritage discret, mais capital pour le patrimoine culturel français.

Christophe Lérubault explique que ce dispositif a été imaginé du temps d'André Malraux et qu'il permet le paiement des droits de succession en nature, avec des œuvres d'art. VGE, en tant que ministre des Finances, a porté ce projet, car il a pris conscience de l'importance de cette mesure pour sauver des chefs d'œuvre que les musées n'auraient pas eu les moyens d'acquérir. Par ailleurs, il installe le musée Picasso dans l'hôtel Salé, au cœur du Marais à Paris. Il s'agissait encore une fois d'un bâtiment dans un état lamentable qui s'est mué en un musée moderne.

Florence de Soultrait, à la lumière de ces divers exemples, se demande si Valéry Giscard d'Estaing n'était pas avant tout un gestionnaire de la culture.

Christophe Lérubault pense que cette définition est trop limitée. Sous son septennat, il est vrai que les ministres de la Culture deviennent des secrétaires d'État, mais VGE incite Jean-Philippe Lecat à porter l'année du patrimoine, qui va marquer les esprits, en élargissant cette notion au patrimoine industriel ou rural. En outre, il manifeste un réel intérêt pour les cultures régionales tout en affirmant une grande ouverture sur le monde – Valéry Giscard d'Estaing est à l'origine de l'Institut du monde arabe. Ce goût du patrimoine s'appuie sur une vision libérale et moderne. Un de ses grands projets est la création de Vulcania, dont l'architecture est confiée à l'Allemand Hans Hollein, d'envergure internationale.

Florence de Soultrait souligne que l'ambiguïté de Valéry Giscard d'Estaing se manifeste également dans le champ de l'environnement. En effet, son sens de la tradition et de la conservation l'a paradoxalement conduit à mener une politique révolutionnaire en la matière. Alain Lamassoure est un ancien ministre et a occupé la fonction de conseiller technique en charge des questions d'architecture, d'environnement et d'aménagement du territoire à Élysée. Elle lui demande s'il pense que VGE a été le premier président écologiste.

Alain Lamassoure répond que Valéry Giscard d'Estaing a été le premier président à engager une politique globale de protection de l'environnement. Lorsqu'il arrive au pouvoir en 1974, il annonce qu'après les 30 glorieuses marquées par une croissance économique intense, il convient d'introduire une dimension de qualité, du cadre de vie et de la vie elle-même. Il engage cette politique sur plusieurs plans. En premier lieu, dès son élection, il prend des mesures symboliques : arrêt du projet de la tour Apogée, refus de la reconstruction des Halles, arrêt du projet de l'île Saint-Germain à Issy-les-Moulineaux et du projet immobilier des Haras de Jarly dans les Yvelines, etc.

En second lieu, après les élections législatives, la grande loi de 1976 sur la protection de la nature est adoptée. Elle déclare que la protection des espaces naturels, des paysages et de la biodiversité et la gestion économique modérée de toutes les ressources tirées de la nature sont des objectifs de la politique nationale et sont considérés comme des exigences d'intérêt général. Dans les années qui suivent, ces principes se déclinent, notamment dans la loi sur la conservation du littoral, avec la création du Conservatoire du littoral.

Florence de Soultrait se demande si dans ce domaine, VGE est inspiré par des convictions personnelles ou électorales.

Alain Lamassoure ne pense pas qu'il s'agisse de considérations électorales puisque Valéry Giscard d'Estaing vient de remporter les élections et que le parti écologiste n'existe pas. Il est un écologiste avant l'heure et également un pionnier

lorsqu'il inscrit la protection des paysages dans la loi sur la protection de la nature, qui pose en quelque sorte le principe d'un droit à la beauté. En effet, VGE se désolait de la médiocrité de l'architecture française dans les années 1970 et sa préoccupation consiste à étendre à la vie animale et végétale le principe de protection, dont seuls les monuments historiques bénéficiaient jusqu'alors. Cette approche est différente de celle de l'écologie contemporaine, car il s'agit d'une approche fondamentalement humaniste, la nature étant considérée comme le jardin de l'homme. Désormais, pour l'écologie, le point de départ n'est pas l'homme, mais la nature elle-même.

Florence de Soultrait souligne que Valéry Giscard d'Estaing est allé à la rencontre des militants écologistes de son époque.

Alain Lamassoure le confirme et cite une rencontre avec Brice Lalonde, durant laquelle les deux hommes ont discuté du dernier ouvrage de l'historien Fernand Braudel. Il a ensuite rencontré Solange Fernex, descendante d'une grande famille alsacienne, et Jean-Claude Delerue, à propos de la lutte contre le bruit.

Florence de Soultrait propose de passer la parole au grand témoin de ce jour, en la personne de l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve. Ce dernier n'appartient pas à la même famille politique que VGE et avait 11 ans lors de son arrivée au pouvoir, mais il l'a connu personnellement et apprécié, en créant une relation sincère au cours de sa dernière décennie, notamment autour d'un intérêt commun pour l'Europe. **Florence de Soultrait** lui demande comment il explique ce caractère visionnaire chez un être pourtant éminemment rationnel.

Bernard Cazeneuve pense qu'en être éminemment rationnel, Valéry Giscard d'Estaing a toujours cherché à mettre en perspective, par une exigence de vision et une profondeur de pensée, ce qu'il considérait comme essentiel pour l'intérêt de la Nation. Il se propose de raconter une anecdote survenue lors d'une de ses premières rencontres avec Valéry Giscard d'Estaing, peu après son arrivée au ministère de l'Intérieur. L'ancien président lui demande alors en ces termes : « *Comment un garçon comme vous a pu croire à une idée aussi étrange que l'on appelle le socialisme ?* » Lors d'une deuxième rencontre, il pose une seconde question « *Selon vous, qu'est-ce qu'un grand président ?* ». À la première question, **Bernard Cazeneuve** a répondu qu'il estimait que comme toutes les idées, celle du socialisme était étrange lorsqu'elle était mal pratiquée. Il a souligné, en outre, que VGE avait apprécié sa relation avec l'Allemand Helmut Schmidt, qui était pourtant socialiste, ce à quoi le président a répondu « *Oui, mais il était un socialiste allemand* ». **Bernard Cazeneuve** lui a donc proposé de le considérer comme un socialiste allemand. Quant à la question sur la notion de bon président, elle revient à se demander comment être moderne et visionnaire. **Bernard Cazeneuve** pense que la force d'une personnalité politique est liée à son sens de l'intérêt général, que Valéry Giscard d'Estaing possédait ardemment, en lien avec sa rigueur intellectuelle et

son esprit scientifique. Selon VGE, un grand président était capable de projeter dans l'époque dans laquelle il vivait les grands défis du futur. La loi Informatique et Libertés atteste ce caractère visionnaire, de même que sa conception de la démocratie. Le président Valéry Giscard d'Estaing aimait la liberté comme Tocqueville la concevait, c'est-à-dire articulée à une vision institutionnelle où le pouvoir devait toujours arrêter le pouvoir. Ses réformes, comme celle donnant à l'opposition la possibilité de saisir beaucoup plus facilement le Conseil constitutionnel ont été inspirées par cette vision. La libéralisation de l'audiovisuel a également commencé sous VGE et le mouvement amplifié au début des années 1980 s'inscrit dans une forme de continuité davantage que dans une ambition de totale rupture. Par ailleurs, en matière d'environnement, VGE intervient à un moment encore très éloigné des débats sur l'écologie et le réchauffement climatique. Pourtant, tous ses choix en matière de biodiversité et de politique énergétique sont profondément visionnaires. Ainsi, en 1975-1976, il préconise le développement de l'énergie nucléaire non seulement pour assurer l'indépendance énergétique de la France, mais également parce qu'il s'agit d'une énergie décarbonée. Pendant son septennat, il projette des préoccupations et considérations d'une époque qui viendra longtemps après lui dans celle pendant laquelle il gouverne, car il estime qu'un chef de l'État doit préparer son pays aux grands enjeux à venir. À cet égard, VGE s'est montré capable de faire des choix qui ont pu perturber la société et son propre électorat. Il s'agissait d'une haute exigence de l'exercice de l'État, mise en œuvre avec une grande honnêteté intellectuelle et un véritable courage, que **Bernard Cazeneuve** lui reconnaît au-delà des divergences politiques.

Florence de Soultrait lui demande si VGE avait développé un regard critique de son action sur les thèmes abordés lors de ces discussions.

Bernard Cazeneuve répond qu'il n'a pas eu une relation suffisamment longue avec Valéry Giscard d'Estaing pour pouvoir répondre à cette question.

Florence de Soultrait souhaite savoir si Valéry Giscard d'Estaing se voyait lui-même comme un visionnaire.

Bernard Cazeneuve tient à souligner que contrairement à la légende, Valéry Giscard d'Estaing était plein de réserve et de modestie. Il était par ailleurs très critique à l'égard des médiocrités de la vie politique, qui avaient pu l'atteindre au moment des grandes réformes qu'il avait engagées, notamment celle du collège unique et de la réforme Haby. Or cette réforme visait à accroître l'égalité des chances et par la suite, elle a été défendue par la gauche au pouvoir.

Florence de Soultrait remercie Bernard Cazeneuve et propose de passer à la séquence suivante.

Séquence VI — Une nouvelle pensée de la diplomatie : l'Europe et le monde.

Comment Valéry Giscard d'Estaing se distingue-t-il de ses prédécesseurs en matière de politiques internationales et européennes.

Modérateur : Darius Rochebin

Un film est projeté en séance.

Darius Rochebin garde un souvenir personnel d'un entretien avec Valéry Giscard d'Estaing, alors que ce dernier évoquait le premier Allemand qu'il avait vu dans sa vie, dans la lunette de visée d'un char d'assaut à la fin de la guerre. Il évoquait ce souvenir avec une émotion sincère. Il propose de commencer la présente table ronde en donnant la parole à chacun des intervenants, en commençant par Enrico Letta, ancien Premier ministre de l'Italie.

Enrico Letta indique qu'il est arrivé à Strasbourg enfant et que ses premiers souvenirs de la télévision française sont ceux de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing 50 ans plus tôt. Il a ensuite noué une relation très intense avec VGE, dans le cadre européen, mais aussi au cours de ses dernières années, en l'invitant à Sciences Po. En premier lieu, il souhaite revenir à la modernité du président Giscard d'Estaing. Il précise que le Conseil européen fête également ses 50 ans en 2024. Ainsi, il y a 50 ans, VGE avait compris l'importance de faire en sorte que les institutions européennes soient incarnées par des visages pour asseoir leur légitimité. Cette idée, qui paraît simple de nos jours, était très moderne à l'époque. L'enjeu était de rendre l'Europe plus proche des citoyens, en montrant les leaders nationaux investis de leur rôle de représentation au niveau européen. En effet, lorsque VGE invente le Conseil européen, aucun citoyen européen ne connaît le visage du président de la Commission européenne de l'époque. Il apporte donc une idée moderne de l'incarnation, complétée par un autre grand pas en avant avec l'élection directe du Parlement européen. VGE a participé à ce moment important visant à rendre le citoyen central en Europe.

Selon **Enrico Letta**, le vote de 2005 rejetant le projet de constitution européenne ne doit pas être imputé à VGE, qui avait effectué un énorme travail à cet égard. Malheureusement, l'Union européenne a dû se passer de constitution et a travaillé avec des outils de légitimité beaucoup plus faibles. **Enrico Letta** juge que ce projet de constitution mérite d'être repris, car il s'agirait d'une des plus importantes contributions à la légitimité européenne à l'avenir.

Darius Rochebin propose à Jacques de Larosière, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, ancien Gouverneur de la Banque de France, de prendre la parole.

Jacques de Larosière se propose de revenir sur l'attitude de Valéry Giscard d'Estaing à l'égard des problèmes du système monétaire international, car il a vécu cette période intensément avec lui. En premier lieu, VGE était persuadé qu'il fallait un système monétaire international doté de taux de change stables, mais ajustables. Cette pensée est restée constante durant son septennat, car il voyait dans la stabilité des changes une source de discipline macroéconomique.

En deuxième lieu, avec le ministre des Finances VGE, **Jacques de Larosière** souligne qu'il a vécu l'effondrement du système de Bretton Woods au début des années 1970. Les États-Unis, qui étaient le centre du système monétaire international, étaient engagés dans la guerre du Vietnam et faisaient face à des coûts phénoménaux, que les autorités ne voulaient pas financer par l'impôt tant cette guerre était impopulaire. Il fallait donc les financer par l'emprunt. Or plus les États-Unis s'endettaient, plus la plausibilité de la convertibilité en or du dollar s'épuisait. En effet, les réserves en or de l'administration américaine devenaient très inférieures aux engagements en dollar détenus par des banques centrales étrangères. Ces dernières pouvaient à tout moment les présenter à la conversion. Ainsi, les États-Unis étaient acculés à l'arrêt de la fonction convertibilité en or du dollar. À cette époque, le seul ministre conscient de ces enjeux sur la scène internationale était Valéry Giscard d'Estaing. Il avait compris que l'imminente chute du système de Bretton Woods allait entraîner des conséquences et une évolution en profondeur du système économique mondial. Les États-Unis étaient acculés à la dévaluation du dollar, mais ils y étaient réticents et souhaitaient plutôt que l'ensemble des monnaies européennes se réévaluent par rapport au dollar. Cette idée visant à masquer la dévaluation du dollar était en train de gagner du terrain dans les réunions internationales. Or c'est Valéry Giscard d'Estaing qui, lors d'une réunion aux Açores en décembre 1971, a obligé l'administration américaine à changer de projet et à accepter une véritable dévaluation de sa monnaie.

En troisième lieu, lorsque le système s'est effondré en 1973 et que les changes sont devenus flottants et les emprunts la règle du jeu, le ministre des Finances français a compris qu'il convenait de substituer au régime de Bretton Woods un régime continental européen afin de restaurer une discipline macroéconomique. Valéry Giscard d'Estaing, grâce à sa cohérence de vue exceptionnelle, a fait en sorte que l'Europe se dote graduellement d'un système de change stable, avec des possibilités de variation, permettant à tous les pays de gérer une politique économique de stabilité. VGE était très hostile à l'idée de rendre possible la création de monnaie pour s'exonérer de prendre des mesures structurelles indispensables. Malheureusement, cette idée règne en maîtresse depuis quelques années, en l'absence de vision supérieure des banquiers centraux. En tout état de cause, un accord a été passé avec Helmut Schmidt en 1978-1979 et a constitué le prolégomène à la monnaie unique.

Jacques de Larosière tient à souligner l'intelligence et la cohérence de Valéry Giscard d'Estaing, qui a pris des décisions visionnaires dans un contexte pourtant très flou. Il possédait une acuité intellectuelle exceptionnelle et **Jacques de Larosière** dit avoir beaucoup appris à son contact, notamment grâce à son sens de l'écoute, placé au service de son intelligence. La rencontre entre l'intelligence la plus vive et cette capacité d'écoute exceptionnelle faisait la grandeur de Valéry Giscard d'Estaing.

Darius Rochebin passe la parole à Gérard Longuet, député de 1978 à 1981, sénateur honoraire et ancien ministre de la Défense.

Gérard Longuet précise qu'il n'est pas, historiquement, un jeune giscardien, mais qu'il est en profondeur un vieux giscardien, heureux d'avoir été élu sur son nom et de l'avoir accompagné. Avant toute autre considération, il souhaite dissiper une forme d'injustice. Ainsi, VGE avait le souci de l'idée la plus juste de la place de la France dans le monde. Il ne cédait pas à la facilité de la geste verbale, mais nourrissait une sensibilité très forte à l'égard de la France, car il avait connu adolescent les souffrances de son pays à travers la défaite de 1940. Il avait vu les Allemands dans les rues de Paris et savait que les aventures mal préparées et mal commandées entraînent des tragédies. Cette sensibilité s'est transformée en engagement et en courage, en 1944, lorsqu'il a combattu avec l'armée Delattre qui avait fait la campagne d'Italie puis de France, pour aller jusqu'au bout, en Allemagne. Cette expérience lui a donné le sens du risque et une confiance dans le courage de la France, qui l'a conduit à rechercher l'équilibre en permanence. Il avait une formule, très critiquée et pourtant très juste, selon laquelle *« la France est une nation moyenne, mais c'est une puissance, et elle doit avoir puissance de sa taille »*.

Valéry Giscard d'Estaing en a tiré deux axes politiques : la construction européenne et la mise en place du multilatéralisme. En premier lieu, la création du Conseil européen correspond à l'affirmation d'une Europe où les dirigeants politiques nationaux ont l'obligation de se voir, de travailler et de décider ensemble régulièrement. Valéry Giscard d'Estaing est ainsi un ingénieur qui a transformé un rendez-vous aléatoire – le sommet – en une obligation politique pour les chefs de gouvernement, peut-être au détriment de la Commission européenne. S'agissant de l'élection au suffrage universel du Parlement européen, il convient de rappeler que dès la création de cette institution, ce mode de suffrage était prévu. Grâce au Conseil créé deux ans plus tôt, Valéry Giscard d'Estaing a participé à préparer l'Acte unique qui a conduit le Parlement européen à devenir une assemblée élue au suffrage universel. La France peut rendre hommage à ce savoir-faire qui a replacé les citoyens au centre du jeu européen.

En second lieu, s'agissant du multilatéralisme, **Gérard Longuet** rappelle que Valéry Giscard d'Estaing fut le premier président français de la V^e République à s'être exprimé à la tribune des Nations Unies, en 1978, au sujet du désarmement. Il avait raison de positionner la France ainsi : sans l'arsenal soviétique ni la

puissance financière américaine, la France se devait d'avoir le message le plus intelligent afin de tenter de fédérer une majorité de nations. Valéry Giscard d'Estaing avait ainsi compris que la position de la France dans le monde était liée à ce savoir-faire dans la construction des alliances, en dépit de sa démographie modeste, représentant 1 % de la population mondiale. **Gérard Longuet** estime que les présidents seraient inspirés de s'inspirer de ce président-là.

Darius Rochebin passe ensuite la parole à Jean-David Levitte, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, chargé de mission, Ambassadeur de France, et adjoint du conseiller diplomatique à l'Élysée de 1975 à 1981.

Jean-David Levitte affirme qu'il a eu la chance inouïe, au cours de sa carrière, de passer six années à l'Élysée, aux côtés de Valéry Giscard d'Estaing. À cette époque, la cellule diplomatique de l'Élysée, qui compte actuellement une quinzaine de membres, en possédait un et demi. **Jean-David Levitte** était ce « demi » qui complétait l'unique poste de conseiller diplomatique.

Lorsqu'il était ambassadeur aux États-Unis, **Jean-David Levitte** se remémore avoir déjeuné avec le gouverneur de la Banque centrale américaine, Alan Greenspan. À cette occasion, il lui avait demandé comment les Américains avaient pu laisser les Européens créer l'euro et donc une monnaie se positionnant en véritable rivale du dollar. Alan Greenspan avait répondu sincèrement que les Américains ne pensaient pas que les Européens allaient réussir dans cette entreprise. Ce sentiment était partagé jusqu'en Europe et il a fallu toute la détermination et la passion de Valéry Giscard d'Estaing et d'Helmut Schmidt pour se lancer dans la création du serpent monétaire européen. Jacques Chirac et Helmut Kohl ont achevé ce travail qui a abouti à la création de l'euro, devenue l'autre grande monnaie mondiale.

Jean-David Levitte revient ensuite à la création du Conseil européen. À cet égard, il se souvient de ses échanges avec Valéry Giscard d'Estaing, qui déplorait que les chefs d'État et de gouvernement soient les seuls à ne pas se rencontrer en Europe, au contraire des différents ministres. Or nombre de dossiers étaient interministériels et devaient donc être tranchés au plus haut niveau. S'agissant de la coopération avec les grands pays occidentaux, il convient de rappeler que VGE a accueilli le sommet du G6 à Rambouillet en novembre 1975 afin de réagir aux conséquences du premier choc pétrolier. Cette coopération s'est ensuite inscrite dans l'axe transatlantique. À ce titre, VGE a invité le président Ford à la Martinique en décembre 1974 puis a organisé un sommet en Guadeloupe en janvier 1979 afin de traiter de l'Iran. Ce pays était alors le principal allié de l'Occident au Moyen-Orient et le Shah souffrait d'un cancer qui allait lui être fatal, ce qui ouvrait une forte zone d'incertitude. La France a par la suite dû accueillir l'imam Khomeini et **Jean-David Levitte** tient à rappeler les tenants et aboutissants de cette affaire. En octobre 1978, Valéry Giscard d'Estaing est en visite d'État au Brésil et, en tant que « demi » de la cellule diplomatique, il est de garde lorsqu'il prend connaissance

d'une dépêche annonçant que Khomeini est accueilli par ses partisans à Orly. **Jean-David Levitte** appelle donc le cabinet du ministre de l'Intérieur pour partager cette nouvelle, mais ses interlocuteurs ne savent même pas qui est Khomeini. Il leur explique alors qu'il s'agit du principal opposant au Shah d'Iran, puis appelle Valéry Giscard d'Estaing pour lui faire part du problème. Le président lui demande de faire vérifier son passeport et de le faire expulser s'il est entré illégalement en France. En revanche, s'il est entré légalement sur le territoire, VGE demande d'attendre son retour. Le passeport de Khomeini étant régulier, le président Giscard d'Estaing, de retour en France, appelle le Shah d'Iran, qui lui indique qu'il a effectivement fait délivrer ce passeport à son opposant afin qu'il quitte l'Irak. Il demande à la France de le garder sur son territoire. Par la suite, le Shah est décédé après un long périple qui l'a conduit jusqu'au Mexique tandis que l'Iran basculait dans la révolution.

Jean-David Levitte en vient à la Conférence d'Helsinki, en juillet 1975, qui visait à construire des règles de coopération entre l'URSS et le monde occidental. L'acte final d'Helsinki mentionne les droits de l'Homme, qui étaient le virus que les Occidentaux souhaitaient répandre de l'autre côté du rideau de fer. Cette stratégie a fini par fonctionner en 1989. S'agissant de l'Asie, il convient de rappeler que le président Giscard d'Estaing était passionné par l'Empire chinois. Il a même commencé à apprendre le chinois et **Jean-David Levitte**, de retour de son premier poste à Pékin, lui a conseillé de rencontrer Deng Xiaoping. Ce dernier est venu passer une semaine en France et a expliqué toutes les réformes qu'il entendait mettre en œuvre après la mort de Mao. Par ailleurs, en décembre 1979, l'URSS a envahi l'Afghanistan et Valéry Giscard d'Estaing a immédiatement pris la mesure de la gravité de l'événement. Il a alors décidé de se rendre en Inde pour rencontrer la Première ministre Indira Gandhi. L'Inde devait choisir son camp et cette conversation s'est avérée extrêmement utile. Ces divers exemples montrent combien sous Valéry Giscard d'Estaing, la France était un acteur global.

Jean-David Levitte aborde enfin le Moyen-Orient et l'Afrique. Concernant le Moyen-Orient, il rappelle que Valéry Giscard d'Estaing a demandé l'ouverture d'un bureau de l'OLP à Paris, alors qu'il n'en existait que deux dans le monde, à Moscou et à New Delhi. Ceci atteste de sa vision de ce que devait être un règlement de paix au Proche-Orient. À cet égard, Valéry Giscard d'Estaing a été l'un des principaux artisans de la déclaration de Venise en 1980. Ce texte définit la position européenne sur la fin de ce conflit en stipulant qu'Israël a droit à la sécurité et que le peuple palestinien a droit à un état. Cette position européenne est restée inchangée depuis lors. Valéry Giscard d'Estaing est également le premier président français à se rendre dans l'Algérie indépendante, pour rencontrer Boumédiène en 1975, puis à visiter le Maroc d'Hassan II. Quant aux relations avec l'Afrique, il convient de rappeler qu'à cette époque, l'URSS était à l'offensive en Angola, au Mozambique et en Éthiopie, et qu'il fallait réagir. L'opération de Kolwezi en mai 1978, dans le Zaïre de l'époque, en est un exemple.

En conclusion, **Jean-David Levitte** tient à souligner que le président Giscard d'Estaing incarnait une politique étrangère globale. Ainsi, la France était peut-être une puissance moyenne, mais son impact sur l'ordre international était indiscutable.

Gérard Longuet souligne que Valéry Giscard d'Estaing est un des artisans majeurs de la construction européenne. Toutefois, le multilatéralisme est également une dimension très importante de sa présidence et le G6 est une des formes les plus responsables de la coopération des grands gouvernements entre eux. S'agissant de l'Afrique, Valéry Giscard d'Estaing a été stagiaire de l'ENA en Algérie avant les événements de 1954. Il en a conservé une attitude de proximité et de compréhension vis-à-vis de l'Afrique, considérant que les états indépendants devaient être des partenaires de bonne foi. L'opération de Kolwezi répond à une demande d'engagement du président Mobutu qui a pris la forme d'une intervention militaire française et belge admirablement menée en mai 1978. Par ailleurs, Valéry Giscard d'Estaing a eu pour interlocuteurs principaux, tout au long de son septennat, Carter, Brejnev et Schmidt, ce qui a permis de développer des dialogues dans la continuité et d'obtenir des résultats. Valéry Giscard d'Estaing s'est exprimé sans effets de rupture et sans déconcerter ses partenaires, en tenant compte d'un rapport de force qu'il est parvenu à faire évoluer avec la force des idées et avec la démonstration de la capacité française à intervenir militairement lorsque nécessaire.

Darius Rochebin souhaite aborder la question de la vision de long terme de Valéry Giscard d'Estaing. Il souhaite savoir si ce dernier nourrissait le projet de parvenir à une Europe fédérale très intégrée ou s'il restait attaché à l'idée plus classique d'une Europe des nations.

Gérard Longuet renvoie à une interview du président Giscard d'Estaing donnée en janvier 1981 sur la construction européenne. Il y déploie l'idée d'une Europe solidaire, confédérale, animée par l'alliance de la France et de l'Allemagne au plan politique. Cette alliance franco-allemande, qui n'existe plus actuellement, était une fierté de Valéry Giscard d'Estaing.

Darius Rochebin en conclut que Valéry Giscard d'Estaing était donc moins fédéraliste qu'Enrico Letta.

Enrico Letta souligne que Valéry Giscard d'Estaing s'est montré très pro-européen lorsqu'il était président de la République, mais également après son septennat. La convention a notamment constitué une avancée fondamentale, le traité de Lisbonne ayant repris nombre de ses dispositions. Valéry Giscard d'Estaing poursuivait l'idée selon laquelle il fallait toujours avancer, en évitant toute inertie ou moment d'arrêt. Il pensait que la construction européenne nécessitait de réaliser continûment des pas en avant, qui soient respectueux des souverainetés nationales. Le contexte international en pleine mutation nécessitait

en effet une Europe plus unie. **Enrico Letta** a tenté de s'inspirer de cette démarche pragmatique en rédigeant son rapport. En effet, le lien avec la vie concrète des citoyens et des entreprises en Europe est indispensable. Il souligne enfin que Valéry Giscard d'Estaing était un homme curieux et sincèrement intéressé par les autres, preuve de sa grande intelligence.

Darius Rochebin revient aux efforts de Valéry Giscard d'Estaing pour que la France reste une puissance, en dépit de sa démographie. En 1989, il commentait les dangers pesant sur l'Europe en ces termes, rapportés dans la biographie rédigée par Éric Roussel : *« L'échec de l'Europe est possible. S'il doit y avoir un échec, il se fera sans doute sur l'immigration. À supposer que l'Europe ne réussisse pas à gérer les problèmes dans ce domaine, dans un certain nombre de pays, des référendums d'initiative populaire seront organisés et les populations de ces pays diront non à l'Europe »*. Ces propos font durement écho aux débats actuels. **Darius Rochebin** s'enquiert de réactions à cet égard.

Gérard Longuet souscrit à ces propos.

Enrico Letta se dit frappé de cette longueur de vue et souligne que VGE a toujours eu en tête l'idée que l'Europe ne peut pas se construire sans les peuples. L'incarnation à travers les leaders du Conseil européen en découle, tout en conservant une Commission européenne forte, à l'image de celle qu'a présidée Jacques Delors en son temps. Ces deux aspects sont parfaitement conciliables.

Darius Rochebin propose d'écouter le message de Hans Gert Pöttering, l'ancien président du Parlement européen, qui a été préenregistré.

[message enregistré]

Hans-Gert Pöttering indique qu'avant même de le rencontrer, Valéry Giscard d'Estaing l'impressionnait déjà par sa forte personnalité et il affirme qu'il allait influencer sa vie par ses convictions politiques et ses actions. Il était un fervent partisan, si ce n'est l'initiateur, des élections directes du Parlement européen. Les premières élections ont eu lieu en juin 1979 et **Hans-Gert Pöttering** a décidé de se présenter sur la liste CDU de la Saxe. Il se souvient de la session d'ouverture et de l'élection de Simone Veil en tant que présidente du Parlement. Valéry Giscard d'Estaing a été député européen de 1989 à 1993 et une véritable alchimie s'est installée entre les deux hommes, qui s'est avérée utile par la suite. Une belle coopération humaine et sur le fond s'est notamment développée lorsque Valéry Giscard d'Estaing a présidé la convention chargée d'élaborer une constitution européenne. Le groupe PPE avait pris l'initiative de cette convention après que le traité de Nice de décembre 2000 n'eut pas remporté le succès escompté. Le rejet du traité constitutionnel lors du référendum en France et aux Pays-Bas en mai-juin 2005 a été un grand choc. Pour autant, le traité de Lisbonne a permis de préserver la substance du traité constitutionnel.

Hans-Gert Pöttering souligne que Valéry Giscard d'Estaing a reçu le prix Charlemagne de la Ville d'Aix-La-Chapelle en 2003 pour son formidable engagement européen. Il s'agissait d'une personnalité exceptionnelle, d'un patriote français et d'un grand Européen. Il espère que les convictions et idéaux européens de Valéry Giscard d'Estaing sauront encourager et accompagner les générations futures vers l'avenir.

Darius Rochebin se remémore une conversation entre Jean d'Ormesson et Valéry Giscard d'Estaing qui évoquaient leurs nourrices allemandes. Dans la vie de Valéry Giscard d'Estaing, il existe ainsi une longue fréquentation de l'Allemagne et il se demande pour quelle raison ce pays a tant compté pour lui.

Jean-David Levitte pense que la jeunesse et l'expérience personnelle de Valéry Giscard d'Estaing durant la Deuxième Guerre mondiale expliquent ce lien particulier. Ce parcours a fait de lui un Européen convaincu et passionné. Il revient aux propos de Hans-Gert Pöttering et souligne combien le traité Lisbonne doit au travail de Valéry Giscard d'Estaing en tant que président de la convention européenne. Par ailleurs, **Jean-David Levitte** indique que la première visite du président Sarkozy après son élection a été pour le président Giscard d'Estaing afin de lui affirmer qu'il allait reprendre le travail. Cette construction se poursuit actuellement, dans la continuité des étapes passées marquées par la volonté de Valéry Giscard d'Estaing.

Jacques de Larosière rejoint l'avis d'Enrico Letta. Valéry Giscard d'Estaing était un grand Européen, mais il n'était pas un théoricien de l'Europe. Il voulait avant tout avancer, notamment dans le domaine de la compétitivité. À cet égard, son regret est de ne pas totalement être parvenu à ses fins. Enrico Letta a également affirmé l'importance d'avancer sur des aspects concrets, comme Valéry Giscard d'Estaing, qui n'a jamais fustigé les égoïsmes nationaux des pays membres. Il s'est plutôt efforcé de bâtir des compromis sur la base de ces intérêts nationaux. Ainsi, Valéry Giscard d'Estaing n'était pas un théoricien fédéraliste, mais un homme d'État voyant loin et désireux d'avancer sur des aspects concrets pour les citoyens. Le colloque de ce jour a bien rendu la richesse de cette personnalité et permet de souligner que la France aurait besoin d'un tel président.

Darius Rochebin propose d'écouter le témoignage de Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre.

[message enregistré]

Jean-Pierre Raffarin tient à souligner que Valéry Giscard d'Estaing a été fidèle à son triptyque de campagne – rural, libéral et centriste. Sur le plan international, le triptyque était le suivant : gaulliste, libéral et européen. Il était en effet un gaulliste au sens où il a fait de l'indépendance la force de la France, soit une puissance capable de parler à tout le monde dans le cadre d'une stratégie d'équilibre. Il a suivi

cette ligne en Afrique et au Proche-Orient notamment. Quant à l'angle libéral, il est particulièrement visible dans la réaffirmation de l'alliance avec le grand pays libéral que sont les États-Unis. La France se veut une alliée, mais pas un pays aligné, et partage une vision libérale de la société – à travers le rôle des femmes, des jeunes, de la société civile, etc. VGE a construit des stratégies économiques en cohérence avec cette orientation libérale. Enfin, l'aspect européen est central dans la vision du président Giscard d'Estaing, dans un monde de rapports de force où la France ne peut se faire entendre qu'à travers une Europe forte. La relation franco-allemande en est le cœur et le centre stratégique puissant, tout en restant ouvert aux autres pays. L'amitié entre Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt est un ciment très fort qui a permis de nombreuses avancées. À cet égard, les giscardiens présents ce jour sont nécessairement inquiets des dérives de la relation franco-allemande, car cette dernière est indispensable pour garantir l'unité de l'Europe et dialoguer avec les autres grandes puissances.

Jean-Pierre Raffarin salue cette logique de puissance et de rayonnement portée par Valéry Giscard d'Estaing. L'alignement de la diplomatie et de la puissance répond à une nécessité actuelle, que Giscard avait déjà comprise. Il était un architecte de la politique, développait une vision et raisonnait en termes de projet politique. Il s'agissait d'un grand leader, capable de dessiner le chemin compatible avec sa vision, et ce leadership fait aujourd'hui défaut dans un grand nombre de pays européens notamment.

Louis Giscard d'Estaing, Président de la Fondation Valéry Giscard d'Estaing, annonce que la journée arrive à son terme. Il tient à remercier tous les intervenants pour la qualité de leurs prises de parole et de leurs témoignages. Pour la Fondation Valéry Giscard d'Estaing, il s'agit d'un moment de bonheur et **Louis Giscard d'Estaing** tient à remercier les équipes de la Fondation. Quelques outils seront mis à disposition pour continuer la réflexion (bande dessinée, cahiers thématiques, etc.). Il remercie également l'Institut de France pour son accueil au sein de l'amphithéâtre Liliane et André Bettencourt, ce dernier étant un ministre républicain indépendant sous le président Pompidou donc collègue de gouvernement du ministre des Finances Valéry Giscard d'Estaing. S'agissant du rôle européen de Valéry Giscard d'Estaing, à titre de clin d'œil, **Louis Giscard d'Estaing** a tenu à porter ce jour une cravate siglée du Parlement européen offerte par son père. Enfin, outre les aspects de la politique giscardienne évoqués ce jour, il convient de mentionner d'autres accomplissements ayant marqué son septennat : la première arrivée du Tour de France sur les Champs-Élysées en 1975, la création des régiments de la Garde républicaine, ou la création de la DGF (dotation globale de fonctionnement) pour les maires et élus locaux en 1979.

Louis Giscard d'Estaing estime que le présent colloque constitue un point de départ pour continuer à faire valoir l'action politique, le bilan et l'héritage de Valéry Giscard d'Estaing.

Amin Maalouf
Secrétaire perpétuel de l'Académie française

Conclusion par Amin Maalouf

Amin Maalouf, Secrétaire perpétuel de l'Académie française, estime que ce fut un privilège et un plaisir de côtoyer le président Valéry Giscard d'Estaing au sein de l'Académie française au cours des deux dernières décennies de sa vie. Il était assidu aux séances du jeudi, toujours attentif, étincelant d'intelligence et d'humour. Il observait la marche du monde avec sérénité et un certain détachement, mais sans indifférence ni complaisance. Il évoquait parfois l'Europe et une sorte de rituel s'était instauré autour de lui à l'occasion d'événements particuliers concernant ce sujet. Valéry Giscard d'Estaing effectuait alors une présentation à la manière d'un discours sur l'état d'avancement ou de non-avancement des travaux. Il présentait les faits sans détour, pointant les manquements et les fautifs, même lorsqu'il s'agissait des responsables français. Il commençait invariablement par affirmer qu'il ne s'attarderait pas à rappeler les événements eux-mêmes, mais qu'il se contenterait de les situer dans le contexte du temps long. Les thèmes abordés variaient grandement en fonction de l'actualité et de ses propres réflexions – crise des institutions, histoire de la construction européenne, etc. Il a même abordé le thème inattendu de l'harmonisation des systèmes horaires en Europe depuis la fin du XVIII^e siècle. Sa vision des choses, audacieuse et pragmatique, aurait sans doute changé la donne pour la France, l'Europe et le vaste monde, si elle avait pu prévaloir non pas sept ans, mais quatorze ans et plus, jusqu'à la fin de la guerre froide.

Amin Maalouf affirme que si nul ne peut refaire l'Histoire, il est permis de l'imaginer différemment. Or le président Giscard d'Estaing ne détestait pas cet exercice, lui qui a écrit en 2010 une uchronie intitulée *La Victoire de la Grande Armée*. Dans ce texte, il se demandait ce qui serait advenu si la campagne de Russie s'était terminée par un triomphe de Napoléon. Le même exercice pourrait être mené à bien pour d'autres événements, à commencer par le scrutin de 1981, si la France avait choisi de poursuivre l'expérience modernisatrice inaugurée en 1974. Ce sentiment d'une expérience interrompue ou inachevée, voire brisée, mériterait d'être tempéré par une autre constatation qui se situe dans la perspective du temps long, si chère à Valéry Giscard d'Estaing.

Lorsqu'il entra à l'Élysée en mai 1974, il était la vingtième personnalité depuis 1848 à porter le titre de président de la République française. Sur les 19 présidents qui l'avaient précédé, 14 avaient quitté la fonction avant d'achever leur mandat. Il avait fallu attendre 1906 pour assister à une passation de pouvoir normale entre deux présidents. Après la Grande Guerre, le ballet avait repris et cette friabilité des mandats présidentiels ne s'était pas arrangée avec le temps. Ainsi, sur les quatre

présidents élus après la Seconde Guerre mondiale, trois avaient dû quitter l'Élysée avant terme.

À l'inverse, depuis 1974, pas un seul mandat présidentiel ne s'est interrompu avant son terme. La chose paraît si naturelle qu'il semble superflu de la signaler alors qu'il n'en avait jamais été ainsi depuis la naissance du régime républicain. En cette journée de commémoration, ce fait méritait donc d'être rappelé.

ANNEXES



Xavier Darcos



Eric Roussel

“ Cinquante ans après l'élection du président Giscard d'Estaing, avec le passage du temps et l'œuvre de mémoire, nos compatriotes regardent son héritage et sa figure au fond des yeux. ” *Emmanuel Macron*



Louis Giscard d'Estaing

“ En tant que Président de la République, VGE a été un architecte, un réformateur qui a su moderniser avec talent et intelligence la France et la société toute entière. A telle enseigne qu'aucune de ses décisions, aucune de ses actions, aucune de ces avancées ne furent remises en cause par l'alternance républicaine intervenue en 1981, voire jusqu'à aujourd'hui! ”

Séquence I



de g. à d. : Dominique Bussereau, Philippe Augier, Patrice Duhamel, Pascal Perrineau



Patrice Duhamel, Catherine Nay

Séquence II



de g. à d. : Patrick Gérard, Jérôme Jaffré, Anne Levade, Guillaume Tabard, Alain Duhamel, Jean-Claude Casanova

“

Le choix de la rationalité comme base de sa méthode a été la marque de fabrique de VGE et aussi un certain libéralisme administratif: l'introduction dans le fonctionnement de l'Etat de contre-pouvoirs. Au fond, Giscard a été le premier Président libéral!

”



Edouard Philippe, Guillaume Tabard

Séquence III



de g. à d. : Bernard Vivier, Dominique de la Garanderie, Yaël Braun-Pivet, Ruth Elkrief, Anne Méaux, Anne d'Ornano



“ Je ne crois pas, si on regarde les septennats ou quinquennats successifs qu'il y ait un mandat aussi riche, aussi fécond en réformes de ce type. Pour réformer à ce point la société, il faut avoir du courage d'aller parfois contre son propre camp, à contre-courant, être capable d'avoir une vision et cette détermination pour mettre en oeuvre cette vision envers et contre tout. ”

Intervention de Nicolas Sarkozy



“ La politique française ne mourra jamais d'une accumulation de talents mais d'une disparition de talents ; et en matière de talent, Giscard, qu'on l'aime ou pas, c'était une référence ”

Séquence IV



de g. à d. : Jean-Claude Trichet, Michel Pébereau, Mathilde Lemoine, Nicolas Beytout, Michel de Rosen, Jean-Pierre Fourcade

Séquence V



de g. à d. : Christophe Léribaldi, Marie-Laure Denis, Florence de Soultrait, Daniel Laurent, Alain Lamassoure

“

Le Président Giscard d'Estaing aimait la liberté non pas comme un libéral économique mais il aimait la liberté ardemment, comme Tocqueville pouvait l'aimer. C'était la liberté projetée dans une vision institutionnelle qui considérait que le pouvoir devait toujours pouvoir arrêter le pouvoir. ”



Séquence VI



de g. à d. : Jacques de Larosière, Enrico Letta, Darius Rochebin, Jean-David Levitte, Gérard Longuet

A la fin de cette dernière séquence thématique ont été diffusés deux messages vidéo de :

l'ancien Président du Parlement européen, Hans-Gert Poettering et de l'ancien Premier Ministre, Jean-Pierre Raffarin:



“ Valéry Giscard d’Estaing a été un fervent partisan - si ce n’est l’initiateur des élections directes au Parlement européen. Je garde un souvenir inoubliable du 17 juillet 1979, la première session du PE, où Simone Veil a été élue Présidente et où je devais rencontrer, des années plus tard, Valéry Giscard d’Estaing, député européen de 1989 à 1993. ”

Hans-Gert Poettering



Jean-Pierre Raffarin

“

Giscard, sur le plan international est gaulliste, libéral et européen. Gaulliste d'abord, parce qu'il fait de l'indépendance la force de la France. Libéral, parce qu'il affirme son alliance avec les Etats-Unis - alliés mais pas alignés - libéral aussi sur la confiance dans la société civile etc. Européen car dans le monde en devenir, il faut muscler le pays par une Europe forte qui doit avoir un centre névralgique stratégique puissant: la relation franco-allemande ”

Conclusion

“

Ce fut un privilège et un plaisir pour nous à l'Académie française de cotoyer le Président V. Giscard d'Estaing dans les deux dernières décennies de sa vie. Il était assidu à nos séances du jeudi, toujours étincelant d'intelligence et plein d'humour. Il observait la marche du monde avec sérénité et un certain détachement, sans jamais se montrer indifférent ni complaisant. [...] Au sortir de ces réunions, on ne pouvait s'empêcher de penser que sa vision des choses à la fois audacieuse et pragmatique aurait sans doute changé la donne pour la France, l'Europe et aussi le vaste monde si elle avait pu prévaloir non pas sept mais quatorze ans ou plus. ”



Amin Maalouf
